

SIMONE WAPLER

LA FABRIQUE DE PAUVRES

COMMENT NE PAS VOUS FAIRE PRENDRE
DANS L'ENGRENAGE



Ixelles éditions

**LA FABRIQUE
DE
PAUVRES**

SIMONE WAPLER

LA FABRIQUE DE PAUVRES

**COMMENT NE PAS VOUS FAIRE PRENDRE
DANS L'ENGRENAGE**

Ixelles éditions

Abréviations utilisées dans l'ouvrage :
M = Million, Md = Milliard.

Un ouvrage réalisé sous la direction de Sophie Descours.

© 2015 Ixelles Publishing SA
Ixelles éditions est une division d'Ixelles Publishing SA

Tous droits de traduction, de reproduction et
d'adaptation réservés pour tous pays.

ISBN 978-2-87515-249-7
D/2015/11.948/249
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2015

E-mail : contact@ixelles-editions.com
Site Internet : www.ixelles-editions.com

Prologue

De la précarité à la pauvreté

« C'est incroyable ! Ils ont 27, 28 ans, parfois plus, des diplômes, de vrais diplômes avec lesquels on est censé pouvoir gagner sa vie, mais pas de vrais bulletins de paye, rien ! » Arnaud, bac + 5, pensait être embauché rapidement. Un an après sa sortie de l'école, il n'a toujours pas trouvé de CDI dans son secteur. Ses copains de promo rament de stages en petits boulots.

« Il va falloir que je vive avec moins de 1 000 € par mois et Sébastien est encore étudiant pour au moins trois ans. Je ne sais plus comment faire. » Claire a 52 ans, son mari l'a quittée après presque deux ans de chômage qui ont englouti l'épargne de précaution du foyer. Il a retrouvé du travail mais aussi une nouvelle jeunesse, une nouvelle compagne, et refuse de payer une pension alimentaire. Le seul revenu de Claire est un travail de vendeuse à temps partiel décroché à la volée et censé payer ses dépenses courantes, celles de leur dernier fils encore dépendant ainsi que les charges du domicile autrefois conjugal et dont elle est copropriétaire à 70 %.

« Tout a basculé après le décès de Serge. La pension de réversion est insuffisante pour que je garde cette maison qui nous a abrités pendant plus de quarante ans. Une caisse de retraite à laquelle il cotisait volontairement a fait faillite. Bien sûr, je vais vendre, m'installer dans plus petit, ne plus recevoir mes petits-enfants comme avant. Mais lorsque j'aurai consommé ce petit capital pour ma vie quotidienne, que vais-je devenir ? » Louise, 76 ans, n'est pas une veuve joyeuse, loin de là. En plus du chagrin, elle se retrouve accablée de soucis matériels. Serge avait pourtant pensé avoir tout prévu...

Plus que les froides statistiques des journaux sur le chômage des jeunes, plus que les discours politiques sur les inégalités ou les ravages de la mondialisation, ces témoignages montrent ce que notre pays est réellement devenu : une fabrique de pauvres. Ces témoignages ne sont pas des inventions. Chacun autour de lui connaît des cas similaires, parfois plus poignants encore.

Lorsque même ceux qui ont suivi toute leur vie un parcours sans faute se retrouvent eux aussi laissés au bord de la route nationale ou doivent émigrer pour chercher meilleure fortune, le doute n'est plus permis. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce n'est pas la faute des vilains immigrés, de la méchante mondialisation, de la finance sans visage, de la crise, du manque de qualification, de l'euro, ou encore du libéralisme sauvage. Concernant cette dernière idée, le

libéralisme est une chimère dans un pays dont 57 % de l'économie est sous l'emprise de l'État, dans lequel le secteur privé est franchement minoritaire. On sait à quel point il est dangereux en période de crise de désigner un bouc émissaire quel qu'il soit ; l'histoire l'a démontré à plusieurs reprises au siècle passé. Il y a donc autre chose...

Une majorité de Français¹ craignent de basculer un jour dans la précarité. Ils n'ont pas tort, tout au moins ceux qui sont soumis à la concurrence ou ceux qui n'ont pour seul revenu que leur retraite. La précarité désigne l'incertitude, la crainte d'une situation qui ne serait plus « acceptable », c'est l'antichambre de la pauvreté. Pour nourrir cette crainte, notre pays est atteint d'un chômage de masse croissant qui angoisse les jeunes et une lourde menace plane sur les retraites des plus anciens.

« La fabrique de pauvres », titrait déjà en 2012 un documentaire diffusé sur Arte, qui estimait que 11 millions d'Allemands et 9 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté, sans parler de l'Espagne où 400 000 familles dépendent des grands-parents. Est-ce vrai ? Précarité et pauvreté progressent-elles en France ?

Ce livre vous aide à comprendre les mécanismes qui font de la France, malgré ses atouts, une usine à fabriquer des pauvres. C'est bien la seule fabrique qui

1 57 % selon un sondage de l'institut LH2 publié en novembre 2014.

ne connaît pas la crise ! Il ne s'agit pas de dresser un énième bilan déprimant de la décadence, de la décrépitude et du gâchis français, mais de comprendre les mécanismes fondamentaux qui y conduisent, car on ne combat bien que ce qu'on connaît bien. Cette analyse se limite à l'essentiel, sans souci d'exhaustivité. Face à une mécanique complexe, le mieux est de s'en tenir aux grands principes qui la régissent, ceux qu'il convient de ne pas perdre de vue sans se disperser dans les détails.

Pour ne pas vous faire happer par les rouages, votre combat sera solitaire puisque ceux qui nous ont conduits jusque-là sont toujours aux commandes et inaptes à proposer des solutions aux problèmes qu'ils ont fait naître, parlant de réformes mais sans volonté de les mettre en œuvre.

Vous découvrirez que la fabrique de pauvres est en réalité le résultat d'un dessein politique. Notre pays est dirigé par des politiciens professionnels et un corps de fonctionnaires à vie, deux castes ayant intérêt à ce que l'État soit puissant. Une des façons de justifier un État important est de rendre la population dépendante des largesses publiques, c'est-à-dire de l'argent des contribuables.

La dépendance s'instaure par l'octroi de privilèges tels que le fonctionariat à vie ou la création de professions ou secteurs réglementés et protégés de la concurrence. Il existe même des super-privilèges, qui viennent se superposer aux autres, accordés à des syndicats qui

ne représentent presque personne². Dans tous ces cas, il s'agit de rentes de situation accordées à une partie de la population qui voit d'un œil favorable le maintien de sa situation avantageuse et qui craint l'irruption de toute concurrence. Pour la fonction publique, le super-privilège consiste à être à l'abri du chômage.

À l'autre extrémité de la société, la dépendance s'instaure lorsqu'une population défavorisée dépend pour sa survie d'allocations et d'assistanat sans espoir de retrouver un jour une autonomie, de reprendre sa liberté vis-à-vis de la manne publique.

Par le jeu des distributions de rentes à certains et de l'assistanat à d'autres, l'appareil d'État crée une fracture dans la population. Ce conflit d'intérêt habilement orchestré lui permet de grossir au détriment de ses administrés, car n'oublions pas que l'argent public est notre argent.

Le modèle social français est en réalité celui d'une organisation caritative ne respectant pas les règles déontologiques³. Les gens croient participer à une juste cause⁴ mais en réalité leur argent sert à la rémunération

2 Taux de syndicalisation en France de 8 % contre 29 % pour le Royaume-Uni ou l'Allemagne, 65 % pour la Belgique et 83 % pour la Suède. Rapport IGAS 2004 (Inspection générale des affaires sociales). En 2006, la France occupait le 30^e rang des pays de l'OCDE pour le taux de syndicalisation des salariés.

3 « On peut considérer qu'une association est bien gérée lorsqu'elle consacre plus de 70 % de son budget à ses œuvres », Michel Lucas, IGAS.

4 C'est d'ailleurs de moins en moins vrai puisque, selon un sondage Opinion-Way de novembre 2014, seulement 30 à 40 % des gens pensaient que les impôts aident les plus démunis et les entreprises.

des permanents (les fonctionnaires) et au paiement des frais de communication (la classe politique). Très peu en réalité est destiné à l'usage souhaité par le donateur. D'où l'implacable mécanique : toujours plus de charges, d'impôts, de taxes et... de pauvres.

Une fois chaque engrenage de la fabrique de pauvres bien identifié, vous trouverez dans ce livre des solutions personnelles, des pistes à suivre pour éviter de vous faire happer par ses rouages. Quelles études conseiller à vos enfants ? Comment maintenir votre « employabilité » ? Comment vous vendre sur le marché de l'emploi ? Comment épargner et où trouver des revenus complémentaires ? Devez-vous être propriétaire ou locataire ? Posséder une résidence secondaire ? Quelles précautions prendre pour votre retraite ?

Après avoir lu ce livre, j'espère que vous grossirez les rangs des Français qui ne craignent plus la précarité pour eux-mêmes ou pour leurs enfants ou petits-enfants et qui sont prêts à tirer profit des bons côtés de la mondialisation plutôt qu'à la subir.

1

Les engrenages de la fabrique de pauvres

*Saint Martin a donné la moitié de son manteau
à un pauvre : comme ça, ils ont eu froid tous les deux.*

Jacques Prévert

Est-ce donc vrai que la France fabrique des pauvres ? Les statistiques ont cela de merveilleux qu'elles concernent tout le monde mais que personne ne s'y reconnaît. Dans les pays riches, il est d'usage de parler de pauvreté relative par rapport à la pauvreté absolue des personnes qui ne disposent plus de quoi assurer leur survie.

Qu'est-ce qu'un pauvre aujourd'hui ?

Avant de poursuivre, le mot le plus important sur lequel se mettre d'accord est celui de « pauvre ». Un pauvre est quelqu'un qui n'est pas riche et qui a donc peu de biens et d'argent, mais « peu » comment ? Le qualificatif de « sans-dents » prêté à François Hollande

a fait mouche pour une bonne raison : les dents sont devenues un signe extérieur de pauvreté. La malnutrition entraîne de mauvaises dents chez les jeunes. Le manque d'argent empêche l'accès aux soins dentaires et Dame Sécu est plutôt chiche côté buccal. Des dents gâtées ou imparfaitement rangées sont bien devenues un signe extérieur de pauvreté.

La pauvreté peut être absolue (quelqu'un qui meurt de faim) ou relative. Les pays riches ont des critères de pauvreté relative, qui sont plus des mesures d'inégalité que de véritable dénuement. L'Insee et Eurostat n'ont pas les mêmes définitions de cette pauvreté relative. L'Insee considère qu'un foyer est pauvre si son revenu est inférieur à 50 % du revenu médian ; pour Eurostat ce niveau se situe à 60 %. Le relatif est donc lui-même relatif, ce qui complique notre affaire. Pour rappel, le revenu médian sépare exactement en deux une population : la moitié des gens gagnent plus que ce revenu et la moitié des gens gagnent moins que cette somme⁵.

Supposons que le Bar des Amis compte 5 habitués qui gagnent respectivement 50, 60, **80**, 120 et 150. Le salaire médian est de 80 (2 personnes ont plus et 2 personnes ont moins) et le salaire moyen de 92⁶.

5 En France, en 2012, le salaire médian net était de 1 730€ par mois. Les 10 % les mieux payés ont perçu plus de 3 455€ net par mois et les 10 % les moins bien payés, moins de 1 184€, selon l'Insee ; le salaire moyen net est de 2 128€ par mois selon les derniers chiffres (2011) communiqués par la Dares.

6 Si le Bar des Amis n'avait compté que 4 habitués gagnant respectivement 50, 60, 80 et 120, le salaire médian aurait été de 70 (moyenne de 60 et 80) avec ainsi deux personnes gagnant plus de 70 et deux personnes gagnant moins de 70. Le revenu moyen se calcule en divisant la somme des revenus d'une population par le nombre de gens qui la compose.

Un beau jour, Bernard Arnault – qui gagne 10 000 – pousse la porte de notre paisible bistro et se retrouve inclus dans les statistiques du Bar des Amis. L'irruption de Bernard Arnault ne rajoute qu'une seule personne gagnant plus d'argent que nos 5 habitués. Le revenu médian du Bar des Amis va légèrement remonter pour se caler sur 100 (intermédiaire entre 80 et 120) et non plus sur 80. Mais de 80 à 100, le revenu médian ne s'en trouvera pas bouleversé, contrairement au revenu moyen. En effet, le revenu moyen des 6 (5 + Bernard Arnault) habitués du zinc s'envole à 1 743 puisqu'ils se partagent statistiquement (mais fictivement) les fabuleux revenus du patron de LVMH. En moyenne, tout le monde sera devenu riche, y compris le SDF à qui le patron offre son petit noir du matin.

La pauvreté monétaire relative est une autre mesure qui compte le nombre d'individus vivant avec moins de 1 000 € par mois. Selon ce critère, 14 % des Français sont pauvres⁷. Vous m'objecterez que la situation d'un individu vivant avec 1 000 € par mois dans une région rurale, même déshéritée, au sud de la Loire, est bien différente de celle d'un individu vivant avec la même somme dans une banlieue de grande ville du nord. C'est la limite des statistiques. Elles sont précises, mais n'ont pas grande signification à notre échelon individuel. Dans le même ordre d'idée, le salaire minimum est unique dans toute la France alors que les prix n'y sont pas les mêmes, aussi bien

7 14,3 % de la population selon les derniers chiffres du Crédoc qui datent de 2011. C'est le plus haut niveau atteint depuis 1995.

pour la nourriture que pour le logement ; dans le Berry, vous trouvez à acheter des maisons à 15 000 € tandis qu'une chambre de bonne parisienne peut se négocier à plus de 60 000 €.

Dans une approche différente, on peut assimiler le nombre de pauvres au nombre de personnes bénéficiaires des allocations pour pauvres. Dans ce cas, le terme de pauvres concerne 7 % de la population française et ce pourcentage est en forte augmentation.

Le nombre de bénéficiaires des aides sociales a augmenté de 25 % depuis la crise

Depuis 2008, la triste cohorte des chômeurs de longue durée a augmenté de 500 000 personnes. Le chômage a augmenté de 43 % de 2008 à 2013 et le chômage de longue durée concerne 1,1 million de personnes qui déclaraient ne pas avoir travaillé du tout en 2013. Le nombre de bénéficiaires des minima sociaux a bondi de 25 %. Le RSA (ancien RMI) et l'ASS (allocation pour chômeurs ayant épuisé leurs droits) concernent désormais 2,1 millions de personnes ou 4,5 millions en comptant les conjoints et les enfants. Selon l'Insee, 1 allocataire sur 4 se restreint sur son alimentation (contre 1 sur 7 en 2007) et 1 titulaire sur 10 du RSA renonce à des soins (contre seulement 1 sur 20 en 2006). Ces chiffres sont issus du rapport accablant de l'Insee intitulé « France, portrait social 2014 », qui arrête les pendules en 2013 et qui a été rendu public en novembre 2014. On imagine sans mal

que la situation ne va pas s'améliorer et que le chômage va continuer ses ravages.

Les associations recourent cette montée de la pauvreté

Le Secours catholique, dans un rapport paru à la même date, indique que le nombre de personnes de plus de 60 ans qu'il aidait était passé de 5 % en 2000 à plus de 8,5 %. Il note une dégradation des conditions des préretraités ou des vieux chômeurs, de la tranche d'âge de 50 à 59 ans. Le taux de pauvreté des plus de 50 ans augmente depuis 2007, tout comme le taux de chômage des plus de 55 ans, en forte augmentation depuis 2005. Les personnes en détresse vivent seules dans de petites villes et sont le plus souvent des femmes. Jusqu'en 2011, le niveau de vie des retraités était en moyenne supérieur à celui des actifs, d'autant plus que les trois quarts des retraités sont propriétaires de leur logement. Ce n'est plus vrai, une page se tourne. Le pouvoir d'achat des retraites chute sous l'effet de l'augmentation des impôts et des charges couplée à la faible revalorisation des pensions. Le Secours catholique constate que de plus en plus de seniors propriétaires peinent à entretenir leur logement et à en payer les frais.

Le Secours populaire affirme lui aussi que la pauvreté s'étend et s'enracine. Il constate que des milliers de gens subsistent avec 5,60€ par jour. La progression du nombre de SDF est aussi un indice significatif de

montée de la pauvreté : on en compte 50 % de plus depuis 2001, soit 141 500 personnes.

Voici un état des lieux, avec des chiffres arrondis mais qui permettent de fixer les idées. Notre population est de 66 millions de personnes, dont 25 millions en âge de travailler ; parmi elles, 3,4 millions⁸ d'individus sont au chômage. En 2012, 4,5 millions de personnes dépendaient des minima sociaux (RSA ou allocation pour adulte handicapé ou minimum vieillesse). Le taux de plein-emploi (qui correspond à un taux de chômage de 5 %) n'a jamais été atteint depuis trente-quatre ans. La hausse du chômage et les rapports des associations indiquent que la situation s'aggrave depuis deux ans.

En France, le rythme de production de pauvres s'accélère depuis la crise et notre pays entretient la misère qu'il n'a plus les moyens de soulager.

Sachant que l'économie française repose à 57 % sur le secteur public et à seulement 43 % sur le secteur privé et qu'un quart de la population jouit de la sécurité de l'emploi en tant que fonctionnaire ou assimilé, une première conclusion s'impose : le taux de chômage des personnes soumises à la concurrence, celles qui travaillent pour le secteur privé, augmente encore plus vite que ce que disent ces chiffres. Donc le sentiment de précarité des Français non privilégiés n'est pas qu'une inquiétude morbide. Et s'il y a plus de pauvres, c'est aussi que la population s'enrichit moins,

8 3 496 400, chiffre Insee de décembre 2014, et ceci malgré 450 000 « contrats aidés » et « emplois d'avenir ».

que les marges de manœuvre financière de chacun s'amointrissent.

Là aussi, niveau de vie, pouvoir d'achat, revenu par habitant sont des notions en apparence simples mais en réalité complexes. Une fois dépensé le nécessaire à la survie, chaque individu ne consomme pas les mêmes choses, n'a pas les mêmes besoins en fonction de son âge, du climat auquel il est soumis, etc.

Le niveau de vie augmente encore, mais plus pour tout le monde depuis 2008...

Selon l'Observatoire des inégalités, toutes les catégories sociales auraient vu leur niveau de vie (ou revenu disponible par individu) augmenter entre 2000 et 2011. Toutefois, depuis 2008, seuls les cadres supérieurs et les professions intermédiaires ont vu leur niveau de vie s'améliorer ; d'une façon générale, la richesse par habitant a reculé de 0,1 % par an en moyenne⁹.

Revenu annuel disponible par individu en €	2008	2011	Évolution entre 2008 et 2011
Cadres supérieurs	35 350	36 380	1 030
Exploitants agricoles, artisans, chefs d'entreprise	27 620	26 820	- 800

9 Ou PIB par habitant. Le PIB de la France augmente moins vite que le nombre d'habitants.

La Fabrique de pauvres

Revenu annuel disponible par individu en €	2008	2011	Évolution entre 2008 et 2011
Professions intermédiaires	23 150	23 310	160
Employés	18 090	17 597	- 493
Ouvriers	17 600	17 369	- 231
Retraités	23 070	22 980	- 90
Moyenne de toutes catégories	22 950	23 140	190

Source : Insee.

... et le pouvoir d'achat fait du sur place depuis 2002

Selon l'Insee et le magazine *Challenges*, le pouvoir d'achat annuel des ménages (un ménage est un foyer constitué soit d'un célibataire, soit d'une famille monoparentale, soit d'une famille sans enfants ou avec enfants) stagne depuis onze ans. Il était de 46 000 € en 2002 et il est à peine supérieur à ce montant en 2013. Le maximum a été atteint en 2010 avec 47 700 €. En cause : l'augmentation des impôts et taxes, et le retard des salaires sur l'inflation. Plus de pauvres, et moins d'enrichissement, mais toujours plus de taxes et d'impôts censés rétablir la justice sociale, voilà qui est paradoxal.

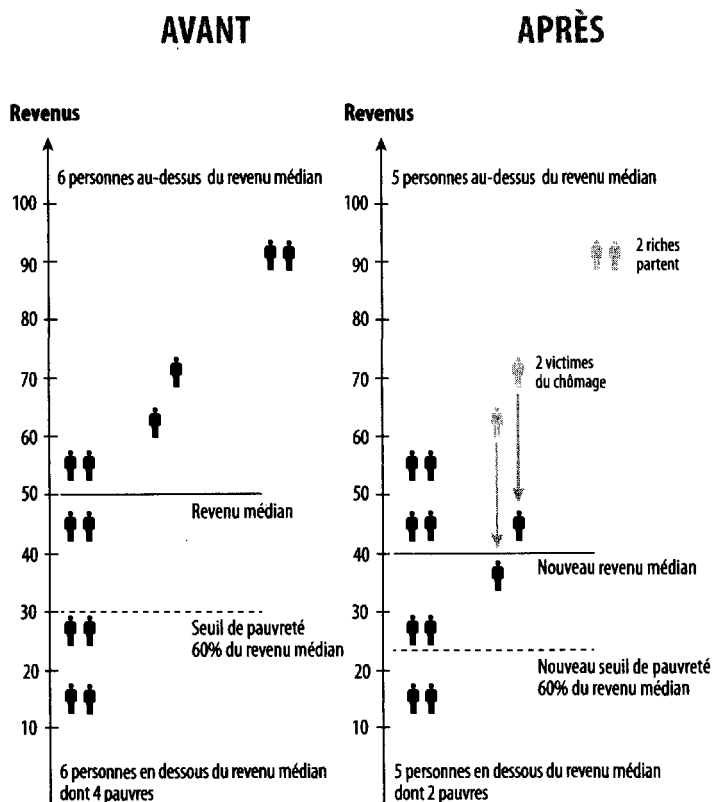
La pauvreté n'est pas l'inégalité

La pauvreté telle que la mesure l'Insee est en réalité une mesure d'inégalité, entachée d'idéologie. Or, la pauvreté n'est pas l'inégalité. Comme l'énonce Claire

Melamed, la directrice du Programme croissance, pauvreté et inégalités de l'Overseas Development Institute (ODI), « il existe deux façons de percevoir les inégalités. La première est à propos des riches. La seconde est à propos des pauvres. La première est celle dont on entend parler. La seconde est celle qui compte ». En professant lutter contre les inégalités, on ne lutte pas nécessairement contre la pauvreté.

Comme souvent, les statistiques nous tendent des pièges. Quand le niveau de vie baisse et que le chômage augmente, la limite constituée par le revenu médian s'abaisse, elle aussi. Retournons au Bar des Amis, dont nous supposons cette fois que le revenu médian se situe à 1 700 € et qu'il compte 11 habitués ; oublions Bernard Arnault, qui est parti. Donc 5 personnes gagnent plus de 1 700 €, 5 personnes gagnent moins de 1 700 € et 1 personne gagne 1 700 €. Mathématiquement, le seuil de pauvreté, situé à 60 % du revenu médian, est de 1 020 €. Deux clients sont pauvres : le SDF auquel le patron offre son café tous les matins et un travailleur à temps partiel malgré lui qui gagne 1 000 € net par mois. Hélas, deux des habitués du Bar des Amis parmi ceux qui gagnaient le mieux leur vie voient leurs revenus baisser. Le revenu médian va désormais se caler à un niveau plus bas de 1 400 € ; le seuil de pauvreté relative est recalculé à 60 % de 1 400 € et devient donc 840 € et non plus 1 020 €.

Miracle statistique : comment le nivellement par le bas élimine des pauvres



Plus le revenu médian baisse, plus le seuil de pauvreté baisse
et moins il y a de « pauvres relatifs ».

La lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités
sont deux choses différentes.

Miracle statistique ! Le Bar des Amis ne compte alors plus qu'un seul « pauvre relatif », le SDF, au lieu de deux. Celui qui gagne 1 000 € n'est plus pauvre puisque son revenu est au-dessus de 840 €. C'est ainsi qu'une société qui s'appauvrit peut compter moins de « pauvres relatifs ».

Tirer les revenus par le bas permet comme vous le voyez d'améliorer les statistiques. Comme disait Mark Twain, il y a les mensonges, les vilains mensonges et les statistiques. Les perceptions sur le terrain des organisations caritatives concernant l'emballlement de la pauvreté sont donc plus réalistes que les statistiques gouvernementales.

La pauvreté est la dépendance

Un pauvre est, sans aucun doute statistique, quelqu'un qui ne peut être financièrement indépendant. Dans nos sociétés, cet état est adouci par la distribution d'allocations, mais être dépendant de subsides étatiques ou de charité, c'est toujours être dépendant. Finalement, la plus grande pauvreté, celle qui est la plus difficile à supporter, c'est l'absence d'espoir, c'est de savoir que nos conditions matérielles de vie sont, non seulement sans possible amélioration, mais condamnées à se dégrader. Cela explique d'ailleurs que les populations de pays pauvres mais en expansion soient optimistes tandis que les Français paraissent toujours pessimistes. « Riche d'espoir » c'est mieux que « de moins en moins riche ».

De la précarité à la pauvreté

Le jargon des sociologues s'est récemment enrichi d'un nouveau mot : le « précarariat ». Il s'agit de personnes issues d'un milieu modeste et vivant en ville ou en banlieue, n'ayant pas la possibilité d'accéder au même train de vie que leurs parents. Il s'agit de jeunes issus des vagues d'immigration ou encore de jeunes diplômés sans perspective de travail. Bien qu'issus d'horizons et de milieux sociaux différents et que leur insatisfaction n'ait pas les mêmes causes, ils savent que les *insiders*, heureux détenteurs du Graal qu'est devenu le « contrat à durée indéterminée », ou les bureaucrates, ne vivent pas dans le même monde qu'eux, les *outsiders*. Plus grave, ils perçoivent que les portes de ce monde de l'emploi stable leur sont fermées, quoi qu'ils fassent, car les *insiders* établissent les lois et les règles qui les protègent. C'est la défense féroce de la forteresse des « avantages acquis ». Les remparts s'élèvent toujours plus haut tandis que le nombre des *outsiders* croît.

« Aujourd'hui, le pauvre est jeune, vient d'une famille monoparentale, demeure en zone urbaine et ne parvient pas à s'insérer sur le marché du travail »¹⁰, décrit Julien Damon, ancien président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La pauvreté, le chômage, la précarité augmentent, ce sont des faits et ceci malgré la multiplication

10 *FigaroVox*, 17 octobre 2014.

des emplois d'avenir, emplois jeunes, RMI, RSA, minimums vieillesse¹¹.

Précarité, pauvreté, exclusion : trois visages de la misère

Dès le Moyen Âge, on fit la distinction entre la pauvreté *acceptable* de ceux qui étaient inaptes au travail – parce que handicapés, malades ou jeunes et orphelins – et la pauvreté *inacceptable* des fainéants. Les premiers devaient être secourus par la charité (chrétienne ou laïque) tandis que les seconds devaient être châtiés ou bien on les laissait croupir dans leur condition. Les premiers sont les « pauvres intégrés », ou les « vrais pauvres » comme les appelait l'évêque Ambroise de Milan, ou encore les « pauvres honteux », c'est-à-dire ceux qui cachent leur état.

Quelques siècles plus tard vint la révolution industrielle, le développement du salariat (par opposition à l'artisanat). Les modèles d'assistanat découlant à la fois de l'assistance religieuse et de la logique de l'assurance se mirent en place en Europe.

En France, dans l'ivresse des Trente Glorieuses, l'État mit au point un système d'assurances maladie, chômage, vieillesse et d'allocations diverses supposées protéger en cas d'accident de parcours et assurer un niveau de vie décent à ceux qui étaient temporairement exclus du marché du travail.

11 ASPA, ou allocation de solidarité aux personnes âgées, mise en place en 2006.

La montée du chômage de masse, le vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance enrayent désormais une machine à solidarité dimensionnée pour cette période faste. Certes, la pauvreté au sens du dénuement matériel total ne progresse que légèrement dans les statistiques. Mais la précarité augmente. C'est le sentiment qu'éprouvent ceux qui sont réellement menacés – ou s'imaginent être menacés – par l'évolution d'une société dont les règles ont été profondément modifiées tandis qu'ils se sentent trop âgés ou n'ont pas suffisamment de bagage scolaire ou universitaire pour s'adapter.

La sécurité du diplôme en France devient de plus en plus illusoire car le risque pour les employés et les ouvriers de rester longtemps au chômage est depuis 2012 le même que pour les cadres selon les derniers chiffres de l'Insee¹². En cas de chômage, ils savent qu'ils risquent rapidement de passer la ligne rouge, de glisser vers la pauvreté et l'exclusion. Ils deviendront alors d'abord dépendants de la solidarité et du système d'assistanat pour des besoins importants tels que le logement, ou l'accès aux soins de santé. Ils deviendront exclus, c'est-à-dire qu'ils se retrouveront en dehors d'un système qui, dès qu'on en est sorti, apparaît comme une forteresse imprenable. Ils rejoindront les millions d'*outsiders*. Dans la forteresse, de moins en moins d'*insiders*, mais toujours farouchement décidés à protéger leurs remparts contre les éventuels assauts des sans-dents.

12 *Les Échos*, 19 novembre 2014, « La crise frappe d'abord les plus défavorisés ».

Dans ce sens, la France est bien une fabrique de pauvres puisque la politique de notre pays a consisté à fabriquer de plus en plus de gens dépendant de la solidarité, préférant protéger ceux qui étaient dans le système et qui ne supportaient pas la remise en cause de leurs avantages acquis.

En contrepartie, on a multiplié les minima sociaux en invoquant le mot magique de solidarité, mais en réalité pour acheter la paix sociale et calmer les parias.

• **Les allocations en vigueur en France depuis le 1^{er} juin 2009**

1. Revenu de solidarité active (RSA)¹³ : 509,30 € pour une personne seule
2. Allocation de solidarité spécifique (ASS) : 16,11 € par jour
3. Allocation équivalent retraite (AER) : 34,78 € par jour, soit 1 043 € pour un mois de 30 jours
4. Allocation d'insertion (AI) : 301,20 € par mois
5. Allocation aux adultes handicapés (AAH) : 800,45 € par mois
6. Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) : 800 €
7. Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) : 403,76 € par mois

13 Qui remplace le RMI et l'API.

- **Pour mémoire :**

Smic net : 1 137 € par mois¹⁴

Salaire médian net : 1 730 € par mois¹⁵

Salaire moyen net : 2 128 € par mois

Solidarité. Le mot est mis à toutes les sauces, galvaudé. Il s'agirait d'une charité publique prodiguée selon des critères statistiques et objectifs. L'État affaiblit les responsabilités naturelles, notamment familiales, en mettant en place des transferts. On oublie ainsi que le premier niveau de solidarité a toujours été la famille. Or celle-ci se délite sous le travail de sape des politiciens et des intellectuels. Pourtant, la famille, « c'est l'endroit qui génère ce que l'argent – ni public ni privé – ne peut acheter, le lieu d'émergence de la dignité humaine », analyse l'économiste Paul Dembinsky¹⁶.

La lutte contre les inégalités plutôt que la lutte contre la pauvreté

Pour des raisons idéologiques, la lutte contre les inégalités l'emporte sur la lutte contre la pauvreté. Nous avons vu avec la clientèle du Bar des Amis qu'un appauvrissement collectif conduisait au surprenant résultat qu'il y avait moins de pauvres. C'est un des rouages essentiels de

14 En 2015. Le SMIC en France est l'un des plus élevés des pays de l'OCDE.

15 Dernier chiffre disponible de l'Insee datant de 2012.

16 Professeur d'économie à Fribourg, auteur de *Finance servante ou finance trompeuse* (2008) aux éditions Parole et Finance, et de *Beyond the Financial Crisis : Towards a Christian Perspective for Action*.

la fabrique de pauvres. Sous prétexte de cohésion sociale, on punit les riches tout en prétendant aider les pauvres.

Au début, il suffisait que Liliane Bettencourt, Marcel Dassault puis Serge Dassault, Bernard Arnault, François Pinault et quelques autres riches payent les « acquis sociaux ». Cette expression a bien vite désigné des privilèges réservés à quelques-uns : ceux qui travaillent pour l'État ou pour des grandes entreprises multinationales profitant de marchés publics ou de monopoles. Puis, pour conserver ces rentes et ces acquis sociaux, il a fallu trouver de plus en plus de riches et descendre dans l'échelle des revenus, taper dans la classe moyenne. Ensuite, lorsque cela n'a plus suffi et que lever encore plus d'impôts aurait été politiquement suicidaire, même pour la gauche française, on a pris l'argent de ceux qui ne votaient pas, de ceux qui n'étaient pas nés. C'est le principe du recours massif à l'emprunt, dit dette publique, levée à échéances de 10 ans, 20 ans, 30 ans et même 50 ans. Cette dette publique représente un stock d'impôts différés que les générations futures seront contraintes d'acquitter. Ainsi, les gouvernements en mal d'argent, en ne taxant pas, ont pu esquiver tout débat qui aurait porté sur le bien-fondé de la dépense et sur son financement.

De fil en aiguille, les gouvernements successifs volant de crédit revolving en crédit à la consommation¹⁷, la France propose comme perspective aux

17 1974 fut le dernier budget équilibré. La dette publique est passée de 82,8 Mds€ en 1980, à 333,3 Mds€ en 1990, 815,8 Mds€ en 2000, 1 574,1 Mds€ en 2010 et dépasse maintenant 2 000 Mds€.

générations futures de vivre moins bien que leurs aînés. Le modèle social français fait rêver nous dit-on, mais seulement en France, pas dans les autres pays développés et seulement chez les nantis, les fonctionnaires ou quelques privilégiés du CDI. Un rêve dépend de qui dort. Les « acquis sociaux », c'est pour les vieux ; la charge de la dette, le travail précaire, c'est pour les jeunes. Même si vous pensez que la précarité ne paraît pas vous guetter, parce que votre employeur vous trouve précieux ou parce que votre carnet de commandes ou celui de votre entreprise est rempli jusqu'à votre septième réincarnation, c'est une première historique : vos enfants, petits-enfants seront moins riches que vous¹⁸.

Comment un pays riche peut-il fabriquer des pauvres ?

La France : un pays riche d'une situation géographique enviable, d'une rare variété de paysages, jouissant d'un climat tempéré, avec un patrimoine historique qui attire des hordes de touristes, une gastronomie qui fait saliver d'envie le monde entier, pléthore de routes et de voies ferrées encore en bon état, eau-gaz-électricité-téléphone-Internet à tous les étages, y compris dans les bergeries les plus reculées, un peuple alphabétisé.

La France : le plus fort taux de chômage des pays

18 Pour 86 % des Français, leurs enfants seront moins bien lotis qu'eux selon une étude du Pew Research Center, octobre 2014.

développés (hormis les pays déjà en faillite déclarée), une consommation d'antidépresseurs par habitant parmi les plus élevées au monde¹⁹, un système d'enseignement dont les performances se dégradent²⁰, une part toujours croissante de la population incapable de vivre dignement sans assistanat.

La France est la fabrique de pauvres la plus performante du monde. Notre pays si riche d'atouts est incapable d'égaler en termes de richesse par habitant le Danemark ou Singapour ; pire, il régresse au point de faire maintenant partie des États à problèmes dits « trop gros pour faire faillite ». Comment en sommes-nous arrivés à faire si bien fonctionner cette fabrique de pauvres ?

Quelques chiffres et ratios clés de la fabrique de pauvres

- La France consacre 32 % de son PIB aux dépenses sociales, premier rang parmi les 34 pays de l'OCDE qui y consacrent en moyenne 22 %.
- 70 % d'une classe d'âge obtient son baccalauréat, alors que ce chiffre n'était que de 35 % il y a trente ans. Mais le chômage des jeunes atteint 25 %²¹.

19 50 comprimés par jour pour 1 000 habitants selon un rapport de l'OCDE *Health at a Glance* publié en 2013.

20 Au 25^e rang parmi 65 pays selon le classement triennal PISA 2013 et en recul de deux places par rapport au précédent classement.

21 *Le Figaro*, 3 décembre 2014.

- Les entreprises subissent des prélèvements record de 66,6 % de leurs résultats comptables (contre 29 % en Suisse, 33,7 % au Royaume-Uni et 48,8 % en Allemagne)²².
- Entre 1990 et 2012, le nombre d'agents publics a augmenté de 26,2 % tandis que l'augmentation de la population n'était que de 12,5 %. La France compte 5,6 millions d'agents publics dont la masse salariale représente 22 % du budget de l'État et 13,5 % du PIB, un des niveaux les plus élevés des pays développés.
- Les chômeurs s'ajoutant aux retraités et aux assistés, à peine 40 % des Français produisent par leur travail les ressources qui font vivre l'ensemble de la population²³.
- En 2014, la dette publique a dépassé 92 % du PIB et 2 000 Mds€, le déficit a atteint 4,4% du PIB et 85,6 Mds€.
- Le déficit commercial est de 4,6 Mds€.
- Un pays qui consomme plus qu'il ne produit s'appauvrit. La fabrique de pauvres empile consciencieusement chaque année déficit budgétaire (depuis quarante ans) et déficit commercial (depuis dix ans).

22 Étude PWC et Banque mondiale, *Les Échos*, 2 novembre 2014.

23 Jacques Favilla, « Le pouvoir de répondre », *Les Échos*, 14 janvier 2015.

Encore plus de chômage, d'exclus, de pauvres, mais toujours plus d'impôts, de taxes, de charges, de dettes, censés justement lutter contre les inégalités, faire régner la « justice sociale ». Et si c'était voulu, politiquement planifié ?

Il est de l'intérêt des politiciens de créer la dépendance

L'influence d'un homme politique est proportionnelle à la masse d'argent qu'il distribue. Plus de nécessiteux, c'est plus de dépendance à la redistribution et plus de voix faciles à conquérir. Cynique, pensez-vous ? Mais comment expliquer que depuis au moins vingt ans les commissions, observatoires, rapports, livres blancs, propositions s'enchaînent sans que rien ne change ? Si rien ne change, c'est que l'ordre établi satisfait ceux qui nous gouvernent. Tout a très bien été organisé, pensé, gravé dans le marbre de la loi et de la réglementation.

La fabrique de pauvres est donc voulue et assumée par la classe politique quel que soit le bord dont elle se réclame. Lorsque l'environnement économique international était particulièrement porteur, la France aurait pu s'enrichir. Qu'à cela ne tienne, à ce moment-là, la parade a consisté à importer des pauvres et à taxer plus. « La France ne peut accueillir toute la misère du monde » indiquait Michel Rocard en 1989 avant de se reprendre et de préciser : « La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre sa part. » Manuel Valls

dévoilait que 35 000 étrangers en situation irrégulière (des clandestins qui bafouent la loi) avaient été régularisés en 2013²⁴, une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2012. C'est ainsi que même en période économique faste, la France arrive seulement à conserver son rang dans les pays développés, en ne réussissant jamais à faire mieux. Les assistés et les dépendants se multiplient, justifiant ainsi toujours plus d'État, d'interventions, de redistributions et de zélés élus et serviteurs publics.

L'alchimie de la fabrique de pauvres

Comme toute unité de production, notre fabrique nationale de pauvres fonctionne avec des processus de transformation bien rodés. Quelle mystérieuse alchimie contre-productive est mise en œuvre ? Tout simplement la politique menée par notre pays. Des politiques prétendument différentes mais qui ont conduit à une économie collectiviste dont 57 % de l'activité relève du secteur public et seulement 43 % du secteur privé. Un amour inconditionnel pour la planification centrale plutôt que pour l'initiative privée. Une passion pour les lois qui entendent prévoir tous les cas et qui prétendent non plus à ce que chacun soit égal devant la loi mais à rétablir la « justice sociale ». Une passion pour les règlements qui sont censés protéger les gens contre eux-mêmes car ils seraient incapables d'être responsables de leurs actes. Une propension à

24 *Le Monde*, 10 avril 2013. L'immigration totale pour 2013 s'est élevée à 233 517 entrées.

dépenser l'argent des autres sans avoir à rendre compte des dépenses. Une prétention à faire la charité à bon compte et surtout sans effort avec la planche à billets ou le recours à la dette.

L'économie du miracle avec l'argent des autres

Pourtant, la sagesse voudrait que l'on distribue ce que l'on a. Fin 2014, un tout frais ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, confessait au quotidien *Ouest France* : « Il n'est pas interdit d'être de gauche et de bon sens : si on ne produit pas, ma grand-mère m'a toujours dit qu'on n'avait pas grand-chose à distribuer. » Effectivement, la seule histoire de distribution gratuite connue semble être l'évangile de la multiplication des pains et des poissons ; c'était tellement extraordinaire que, sans se faire prier, les chrétiens ont qualifié cela de miracle. Sinon, en règle générale, dans la vraie vie, on donne seulement ce que l'on possède déjà. Sauf évidemment en politique, où l'on est généreux de l'argent des autres, celui des contribuables et des générations futures.

L'économie est seulement une affaire politique. L'économie n'est pas une science, même « molle » (par opposition aux sciences « dures » telles que les mathématiques ou la physique). L'économie est incapable d'être prédictive et tous ceux qui évoluent de crise en crise depuis les années 1970 du premier choc pétrolier le savent. Alan Greenspan, ancien président de la Fed américaine, l'a avoué : « La méthode conventionnelle

de prédiction de développements macroéconomiques – le modèle économétrique, les fondements mêmes sur lesquels reposent les travaux de John Maynard Keynes – a échoué alors qu'on en avait le plus besoin, au grand dam des économistes. Lorsque la crise se préparait, le modèle sophistiqué de prédiction de la Réserve fédérale n'a pas anticipé les risques majeurs que courait l'économie mondiale. Ni le modèle développé par le Fonds monétaire international. »²⁵ Michel Rocard l'a admis aussi : « Ma discipline qui s'appelle l'économie est la plus ridicule des sciences modernes car elle n'a rien vu venir dans une crise qui est due, pourtant, à une mauvaise façon de penser l'économie. »²⁶

Vous pouvez aussi vérifier de façon très simple que l'économie n'est pas une science prédictive : les prévisions du FMI, de la Banque mondiale ou même de la Fed américaine montrent un solide historique d'erreurs sur des décennies²⁷. Notre Insee national n'échappe pas à la fatalité. Infiniment plus d'erreurs que de prospectives justes. Un chimpanzé aveugle donnant des prévisions météo à trois mois en zone tempérée pourrait avoir de meilleures performances que les économistes les mieux payés de la planète qui nous prévoient des taux de croissance à la décimale

25 Alan Greenspan, « Never Saw It Coming – Why The Financial Crisis Took Economists By Surprise », *Foreign Affairs*, décembre 2013.

26 Michel Rocard, sur France Culture, août 2013.

27 Le modèle d'équilibre général dynamique stochastique (DGSE), utilisé entre autres par la Federal Reserve, est remis en question. David F. Hendry et Grayham E. Mizon, professeurs à Oxford, « Why DSGEs crash during crises », 18 juin 2013.

près. Or, la caractéristique d'une science, c'est d'être prédictive. Le reste est religion ou politique.

Cette évidence est toutefois contredite par pléthore d'économistes très médiatisés et bardés de diplômes, qui parlent en termes incompréhensibles pour le *vulgum pecus*. Ils savent expliquer les causes de la crise précédente qu'ils n'avaient pas vue venir. Ces experts de la prévision du passé ont des potions magiques qui remédient à tout. Les « économistes atterrés » sont un bon exemple de cette espèce courtisane du monde politique, payée par l'argent des contribuables et qui réclame toujours plus d'État et de subventions. En réalité, l'économie, même parée d'adjectifs tels que « statistique », « comportementale » ou « macro- », ou même appelée « économétrie » comme on nous la présente de nos jours, est une farce politique insultante.

L'économie est le prétexte des hommes politiques pour faire dépendre d'eux de plus en plus de gens

On se sent parfois très isolé, marginal et décalé en adoptant des idées rejetées par les esprits brillants qui peuplent les plateaux de télévision et les rayons de librairie. Votre expérience et votre faculté de raisonner mettent en évidence une réalité tangible et pourtant l'intelligentsia la dénie. Heureusement, quelques libres penseurs subsistent, qui ont des vitrines sur Internet ; mais pour la plupart, il leur manque le label officiel « intellectuel vu à la télé » ou professeur d'une université française prestigieuse ou encore « nobélisable ». Ils

sont rarement éligibles aux pages éditoriales des *Échos* et du *Monde*.

Récemment cependant, un universitaire a commis un livre qui n'est pas une révélation mais plutôt une balise sur un chemin où ne passe pas grand monde. Le livre de Ha-joon Chang, professeur à Cambridge, est l'antidote absolu des 900 pages de Piketty ou du manifeste des « économistes atterrés ». Il fait quatre pages et s'intitule « 5 faits qu'on ne vous dit pas à propos de l'économie ». Voici les cinq faits de Ha-joon Chang :

- 95 % de l'économie relève du bon sens.
- L'économie n'est pas une science.
- L'économie est politique.
- Ne vous fiez jamais à un économiste.
- Nous devons nous réapproprier l'économie.

En nous penchant sur cette fabrique de pauvres qu'est devenue la France, je vous propose de nous réapproprier l'économie, comme le conseille Ha-joon Chang. Le but est évidemment d'éviter de nous faire laminer dans le processus d'appauvrissement qui est la marque de notre fabrique nationale, d'essayer de prendre au quotidien des décisions judicieuses.

Mais avant de jouer les « auditeurs » au sein de notre fabrique, il convient de nous mettre d'accord

sur un certain vocabulaire, cher lecteur. Car dans notre étrange époque, les mots sont souvent dévoyés. Je pourrais remplir un dictionnaire de mots dont le sens n'a plus rien à voir avec le sens commun : un jeune, une incivilité, un dérapage, l'exclusion, la banlieue. Le domaine économique n'échappe pas à ce travers. Ainsi, il y a la « croissance négative » grâce à Christine Lagarde. On confond le capital (du vrai argent gagné en fournissant un bien ou service utile à un autre bipède) avec l'accès au crédit (de l'argent qu'une banque fait surgir du néant et qui n'appartient à personne mais sur lequel la banque va percevoir des intérêts car elle prétend avoir pris un risque).

L'existence des taux d'intérêt négatifs montre à l'évidence que le système monétaire et financier marche sur la tête. Quel est le bipède doté de deux neurones interconnectés qui accepterait de payer pour prêter son argent ? Les taux d'intérêt négatifs sont une insulte à l'épargne et un outrage au vrai argent, celui qui a été légitimement acquis dans le passé ou dans le présent au prix d'un effort et qui a acquitté impôts et taxes. Cette absurdité d'intérêt négatif prouve d'ailleurs que l'argent des autorités (banques centrales ou gouvernements) n'a rien à voir avec le nôtre. Les « liquidités » dont parlent ces gens n'ont plus rien de réel, de concret. Banques centrales et gouvernements ne sont jamais à cours de « liquidités » puisque pour eux ce mot désigne l'accès au crédit ou la capacité de taxation. Évidemment, ce qui est très ennuyeux pour nous, c'est que ces deux argents – le faux qui est créé à

partir de rien et le vrai, le nôtre, qui est créé par l'effort – sont en concurrence.

Pour examiner le fonctionnement de la fabrique de pauvres et ne pas nous saouler de chiffres et de statistiques plus ou moins contestables et biaisés, je vous propose de nous en tenir à quelques principes de bon sens tels que :

- On ne peut multiplier la richesse en la répartissant.
- Pour qu'une personne reçoive sans travailler, une autre doit travailler sans recevoir.
- À talent égal, plus on travaille, plus on doit gagner d'argent.
- Le but de tout travail est de gagner de l'argent, sinon, il y a bien d'autres occupations plus agréables.
- Le meilleur échange, celui qui satisfait au mieux l'acheteur et le vendeur, est celui qui se noue librement, sans contrainte d'aucune sorte, ni incitative, ni punitive.
- Il n'y a rien de gratuit, et si vous ne savez pas qui paye, alors c'est probablement vous.
- Mieux vaut éviter ce qui est désagréable et inutile ; on peut cependant accepter ce qui est désagréable mais utile, ou ce qui est agréable et inutile.

Ces quelques principes et le mini-manuel économique de Ha-joon Chang sont plus précieux qu'un

« modèle d'équilibre général dynamique stochastique » censé permettre « l'évaluation de l'impact macro-économique des politiques monétaires et budgétaires par les banques centrales et les institutions internationales comme le FMI », comme dirait la Banque de France. Ils devraient nous permettre d'essayer de comprendre comment fonctionne notre fabrique de pauvres et surtout comment éviter de nous faire prendre dans ses engrenages. Parce que personne n'a envie de devenir un retraité pauvre ou de subvenir aux besoins de ses enfants adultes.

Dans la salle des machines de la fabrique de pauvres

Par où commencer la visite ? L'Éducation nationale est à la dérive, les classements internationaux le prouvent. Les jeunes Français ont une orthographe tellement hésitante que les entreprises ont organisé une certification, leur permettant de s'assurer d'un niveau minimum chez leurs futures recrues. Le bagage minimal – maîtrise du français, de l'arithmétique élémentaire – est absent, même au niveau du baccalauréat.

Puis vient le marché du travail. On peut imaginer avoir un système éducatif sélectif et un marché du travail très ouvert. Ceux qui n'étaient pas enclins aux études ont alors leur chance dans l'action. C'est ce qui se passe dans beaucoup de pays anglo-saxons. On peut également imaginer avoir un système éducatif

très encadré dont le but est de préparer à l'emploi et un marché du travail également très encadré. Chacun s'insère alors dans la place à laquelle ses études l'auront préparé. C'est le modèle allemand. On peut aussi promouvoir un enseignement à la fois laxiste et sélectif et un marché du travail ultrarigide. C'est le modèle français. Ainsi ceux qui ont décroché du système scolaire n'ont aucune chance d'insertion tandis que ceux qui sortent des filières d'excellence se trouvent confrontés à prendre d'assaut une forteresse presque inexpugnable ou à s'exporter vers des horizons lointains. Le boulet de la réglementation est par ailleurs tellement pesant qu'il ne touche pas que le marché du travail, mais aussi bien d'autres secteurs, tuant ainsi tout esprit d'entreprise ou d'innovation.

Ceux qui sont dans la forteresse inexpugnable se font aussi happer par l'engrenage de la machine à solidarité – un modèle social dépassé et inadapté à la nouvelle donne économique – et une fiscalité spoliatrice, du smicard à l'entrepreneur couronné de succès.

Le socle commun de tous ces rouages complexes est une idéologie étatiste, trompeuse mais ruisselante de bons sentiments affichés, une idéologie qui confond équité et égalité, qui conforte la rente en agitant l'épouvantail de la concurrence. C'est par là que nous allons commencer, par l'idéologie, cette chape de béton sur laquelle s'ancrent les engrenages de la fabrique de pauvres.

La chape de béton idéologique

Ça ne coûte rien, c'est l'État qui paye.
François Hollande parlant des « emplois
d'avenir » dans une opération séduction
à la télévision, le 6 novembre 2014

Il n'y a pas d'argent gratuit et ce qui est redistribué est forcément pris quelque part à d'autres personnes. L'État a deux mains, l'une pour percevoir l'autre pour donner, remarquait déjà Frédéric Bastiat au XIX^e siècle. Les gens réclament toujours plus de la main qui donne, sans penser à la main qui prend. Ils espèrent naïvement que cette main prenante les oubliera. Les rouages idéologiques de la fabrique de pauvres reposent sur ce principe dévastateur dont cette formule « ça ne coûte rien, c'est l'État qui paye » est tout le symbole. Cette phrase limpide masque une énorme escroquerie intellectuelle. C'est ainsi que de déficits en déficits et d'impôts en taxes, notre pays surendetté tient aussi le record de la pression fiscale. L'idéologie de l'égalité a pris le pas sur la garantie d'équité qui est l'égalité devant la loi.

Cet égalitarisme érigé en dogme permet de créer de la dépendance : l'État nivelle, redistribue rentes et assistances. La traque aux inégalités prévaut sur la véritable lutte contre la pauvreté parce qu'il est plus facile de capter et de redistribuer de la richesse que de la créer. L'État est capable de répartition mais pas de création, or la répartition n'enrichit pas, elle peut même appauvrir lorsqu'elle retire trop d'argent du circuit de création de richesses. Prendre à Pierre pour donner à Jacques est facile. Il suffit de convaincre Pierre qu'il s'agit de solidarité et qu'il contribue à lutter contre la pauvreté. Ainsi Pierre aurait mauvaise conscience à refuser. Si Pierre rechigne, l'État ira taxer quelqu'un d'autre ou empruntera. En revanche, organiser une société équitable dans laquelle Jacques puisse devenir indépendant matériellement parce qu'il a un bagage de connaissances suffisant, une société dans laquelle tout le monde peut tenter sa chance parce que la concurrence n'est pas faussée et que le droit respecté, une société dans laquelle la croissance de l'activité économique rentable ne rencontre pas d'entraves parce que les privilèges, les rentes et les abus de positions dominantes sont combattus, voilà qui est une autre affaire.

Une politique égalitariste ne s'évalue pas en euros, elle se jauge en voix. Est efficace ce qui rapporte des suffrages à la classe politique et non pas ce qui fonctionne ou ce qui serait optimal pour la vie économique. Pour s'attirer des électeurs, il faut qu'ils soient vos obligés, qu'ils dépendent de vous. La dépendance est le début de la pauvreté ou la pauvreté mène à la dépendance,

peu importe, mais le but poursuivi par les politiciens de métier est la création de la dépendance. Plus il y a de gens qui attendent ou dépendent de l'argent public, mieux se porte la caste politique. « Je sais, on me dit souvent : "Il n'y a rien pour moi, c'est toujours pour les autres" », se plaignait, agacé, François Hollande²⁸. Un pitoyable aveu de clientélisme.

Une vision économique délibérément fausse pour promouvoir l'égalitarisme

L'échange, librement consenti par deux parties, un acheteur et un vendeur, est le cœur de la vie économique. On échange toujours quelque chose contre quelque chose : une marchandise contre une autre, un produit contre un service. Un enfant comprendrait qu'échanger quelque chose contre rien relève de l'injustice, de l'escroquerie ou du vol. Plus vous avez de choses à échanger, plus vous êtes riche. Le pauvre est celui qui n'a plus rien à échanger. L'esclave n'a pas le droit d'échanger, même son propre travail.

Tordons tout de suite le cou à une idée répandue mais fausse : le système économique dans lequel nous vivons n'a rien à voir avec le libéralisme, néolibéralisme ou ultralibéralisme, comme on l'entend souvent. Peut-on sérieusement parler de libéralisme dans un pays dont 57 % de la machine économique tourne avec le secteur public ? Laissons les Don Quichotte pourfendre leurs moulins à vent.

28 Lors de la même émission, *Face aux Français* sur TF1.

En réalité, deux visions dominantes depuis le ^{xx}^e siècle aident à promouvoir la dépendance : la doctrine keynésienne et la doctrine monétariste. La première met la consommation au centre de la vie économique, la seconde y met la monnaie. Ces deux idéologies sont fausses, mais embrassées avec passion par les étatistes de droite comme de gauche car elles permettent de rendre et de maintenir les gens dépendants. C'est tout l'enjeu de la fabrique de pauvres.

Keynésiens et monétaristes : deux embrouilles, un même enfumage

Selon la doctrine keynésienne, la consommation est le moteur de la vie économique, le processus qui crée la richesse. Il est pourtant aisé de comprendre que quiconque consomme à crédit s'appauvrit. C'est ce qui arrive aux ménages surendettés. C'est ce qui arrive aux pays chroniquement déficitaires. Ils consomment au-delà de leurs moyens, ils achètent quelque chose – du pétrole ou d'autres biens importés – en échange de rien si ce n'est de la dette, qui est une promesse de payer un jour. Le keynésianisme est associé à beaucoup de discours sur la politique de la demande, sur les grands travaux, etc. L'idée directrice est toujours de soutenir la consommation à crédit. Il est vrai que les désirs sont infinis... La seule limite est bien évidemment ce que l'on va donner en échange. Si c'est du vent, les ennuis commencent.

La consommation ne peut être au centre de

l'économie, car ce n'est qu'une partie de l'échange. Si nous consommons sans rien donner d'autre qu'une promesse de payer un jour ou l'autre, l'échange ne sera équitable que si la promesse est tenue. Mais si le paiement tarde ou ne vient pas, l'échange n'est pas fructueux. Une des parties aura donné sans recevoir son dû et il ne peut y avoir accroissement de richesse. Pire, au bout d'un moment, il y aura doute sur les promesses, puis tensions politiques si le commerce international est déséquilibré.

La doctrine monétariste consiste à mettre la monnaie au centre de l'économie alors que la monnaie n'est rien d'autre qu'un outil pour faciliter les échanges. C'est l'illusion de l'Écossais John Law, l'esprit embrumé par la Hollande, confondant monnaie et richesse. « La Hollande, placée sur le sol le plus ingrat et les rivages les plus dangereux, est la plus riche contrée du monde. Pourquoi ? Parce qu'elle regorge en numéraire »²⁹, s'exasiait-il, et de conclure que, pour être riche, il fallait de la monnaie. John Law fut le premier des monétaristes et son expérimentation mit la France en faillite en 1720.

Dans la vision monétariste, une économie a besoin d'une certaine quantité de monnaie pour bien fonctionner. S'il n'y a pas assez de monnaie, elle se grippe. Un grand planificateur omniscient, appelé banquier central, sait très précisément de quelle quantité de monnaie des millions de gens ont besoin.

29 Cité dans *D'or et de papier*, de Benoît Malbranque, Les Belles Lettres, 2014.

Il la règle en tournant un gros bouton « taux d'intérêt » dans un sens ou dans l'autre. Ce taux dit « directeur » facilite ou non la création de crédit, privilège des banques commerciales. Comment notre banquier central atteint-il ce niveau de savoir ? Mystère... Pratiquement, il tourne le plus souvent à la baisse son gros bouton et la masse de crédit gonflant, les gens se croient plus riches. Lorsque vous entendez des expressions telles que « politiques monétaires expansionnistes », « dévaluation compétitive », « guerre des monnaies », « déflation », etc., vous savez que vous avez affaire à un monétariste.

Plus il y a de monnaie dans le système, plus les gens se croient riches. C'est évidemment faux : la quantité de monnaie en circulation ne change rien à l'échange, si ce n'est le prix. Plus il y a de monnaie, plus les prix affichés seront élevés et inversement. Pour un keynésien, convaincre un banquier central monétariste de mettre toujours plus d'argent (ou de crédit) dans le système est assez facile. Il suffit de lui dire qu'il y a une crise et qu'il convient de relancer la consommation. Et cela fait illusion durant un temps : lorsque les gens obtiennent des crédits faciles, ils ont la faiblesse de se croire plus riches.

La combinaison de ces deux visions déformées de l'économie a abouti avec la crise à ce qui est une insulte au bon sens : des taux d'intérêt négatifs. Autrement dit, celui qui emprunte se fait payer pour emprunter et celui qui prête paye pour pouvoir prêter.

Il n'en demeure pas moins que keynésianisme et monétarisme sont deux dogmes utiles à la fabrique de pauvres. Ils justifient beaucoup de postes de grands planificateurs omniscients et d'économistes courtisans apologues de politiques monétaires, de dévaluations compétitives et autres sornettes. Ils permettent à l'État d'inventer des politiques de demande ou d'offre, d'orienter consommation et investissements, de fabriquer de la monnaie et de brouiller les cartes. Toujours plus d'interventionnisme et de dépendance³⁰.

L'État stratège et le fonctionnaire omniscient faussent la concurrence

Pour justifier l'interventionnisme du monde politique dans le monde économique, le concept de l'État stratège est aussi très utile. L'État saurait être visionnaire là où les autres – les entrepreneurs, les salariés, ceux qui échangent quotidiennement – sont grossièrement myopes. L'État stratège saurait prendre les bonnes décisions qui vont dans le sens de l'intérêt général, à la différence des individus qui ne rechercheraient que leur propre intérêt dans un libéralisme naturellement sauvage où l'homme serait toujours un loup pour l'homme. Au passage, notons en quelle haute

30 La version étatique, la planche à billets ou le rachat d'obligations d'État par la banque centrale, a pour objectif de masquer l'insolvabilité de l'émetteur de dettes. C'est le cas des opérations de la Banque centrale européenne, dites OMT, qui se déroulent en 2015. Les allocations diverses ne pouvant plus être financées par le déficit couvert par une émission de dette, elles le sont dans ce cas par la création monétaire et l'argent arrive dans la poche des récipiendaires.

estime la caste des fonctionnaires tient les citoyens.

En France, le terreau de cette croyance est fertile. Colbert avait bien préparé le terrain du grand planificateur omniscient. Protectionnisme, blocage des prix, subventions, commandes de l'État, endettement, sont les marques du colbertisme ; pression fiscale est son stigmate. Le contrôleur général des finances du Roi Soleil était un énarque avant l'heure. Les Français retiennent de ce ministre de Louis XIV les sympathiques fabriques fortement subventionnées, la porcelaine de Sèvres ou la majesté de la corderie de Rochefort. L'existence aujourd'hui du Comité Colbert, sorte de syndicat des marques du luxe français qui œuvre pour leur rayonnement à l'international, témoigne de cette nostalgie. Pourtant, le seul rejeton du colbertisme qui ait survécu est le verrier Saint-Gobain. Mais qu'importe, le colbertisme réveille la fibre patriotique.

Le colbertisme représente en réalité les premiers pas du capitalisme de connivence. Colbert avait un besoin désespéré de recettes fiscales et mit en place le premier impôt sur les entreprises avec l'aide empressée du prévôt des marchands de Paris (le syndicat parisien du patronat de l'époque). Tous les actes administratifs des entreprises durent désormais être consignés sur du papier timbré – donc taxés – pour le profit de la cassette royale. En échange de quoi... Le pacte avec le Diable est très bien décrit par l'économiste Jean-Marc Daniel³¹ : « Ce prévôt des marchands si complaisant

31 *L'État de connivence – En finir avec les rentes*, Odile Jacob, 2014.

représente un monde des affaires tourné vers l'État, attendant de Colbert des droits de douanes toujours plus protecteurs et rêvant de mener la vie des nobles. Ces "bourgeois gentilshommes", ces "Monsieur Jourdain" sont conservateurs. Ils voient dans l'État le pouvoir qui va s'assurer la pérennité de leurs affaires ; en échange de quoi, ils sont prêts à se montrer des contribuables soumis. » Et voilà, l'habitude est prise, le ver est dans le fruit. Aujourd'hui encore, Éric Zemmour pleure sur les charmes de l'État stratège du bon vieux temps : « Le flottement des monnaies a englouti le monde industrialiste, colbertiste et protectionniste, ce monde si français des Trente Glorieuses. »³²

L'État stratège n'est jamais à cours de l'argent des autres

En réalité, l'État stratège fait des erreurs, mais pas comme n'importe quel entrepreneur, des erreurs bien plus importantes et durables. Car l'entrepreneur qui se trompe affronte vite la faillite. Son faux pas s'en trouvera limité en importance et en durée. En revanche, l'État qui se trompe ne craint pas la faillite, il ne sera jamais à cours de l'argent des autres, le nôtre, celui des contribuables. Comme l'État (et son bras armé, les grands planificateurs omniscients) part du principe qu'il ne peut pas se tromper, il persévère. Le navire *France*, le *Concorde*, le minitel, les abattoirs de la Villette (détruits le jour de leur inauguration), le TGV, Bull et le Plan

32 *Le Suicide français*, Albin Michel, 2014.

Calcul, le Rafale, la nationalisation des banques et le Crédit lyonnais, l'EPR (naufrage en devenir), les portiques écotaxe, etc. Certains de ces projets dispendieux sont pardonnés car les nostalgiques de Colbert y voient le prestige de la France. Ce sont pourtant bien des fiascos économiques, jugés trop chers par le client final. Malheureusement pour l'exportation de notre très belle technologie étatique, dans beaucoup de pays on parle de clients et non d'utilisateurs. Contrairement à une idée répandue, depuis la mise en service de la première ligne Paris-Lyon en 1981, le TGV ne s'est jamais vraiment exporté : Espagne, Italie, Corée du Sud et Maroc sont ses seuls succès commerciaux à l'export. Même les rois du pétrole, les Saoudiens, n'en ont pas voulu en 2011. C'est dire...

« Que l'État fixe des dossiers prioritaires, qu'il cherche à mobiliser les énergies. Qu'il pousse les différents acteurs à collaborer. Qu'il mette en place des aides financières, qu'il passe des commandes publiques... tout ça peut aller dans le bon sens et *a priori* on se dit que même si ça ne fait pas de bien, ça ne risque pas de faire de mal »³³, écrit David Barroux, rédacteur en chef des *Échos*. Ce genre de pensée est tellement répandu qu'on la croit unique, universelle : les entrepreneurs auraient besoin d'un chef pour mobiliser leur énergie et collaborer. Ces pauvres myopes ne sont pas capables de reconnaître eux-mêmes les personnes avec lesquelles il serait judicieux qu'ils s'associent. Ensuite, selon cet éditorialiste, les aides financières et les commandes

33 Blog des *Échos*, « L'État stratège, ça sert à quoi » ?

publiques, même si elles ne sont pas utiles, ne seraient pas nuisibles. Rien n'est plus faux. Il s'agit d'argent ponctionné et gaspillé ! C'est donc nuisible pour tous ceux qui auraient pu mieux disposer de ces sommes. Il est bon de se rappeler encore et toujours qu'aujourd'hui 57 % du PIB provient du secteur public, contre 43 % pour le secteur privé. L'argent prélevé puis gâché est évidemment une cause d'appauvrissement collectif. On peut conclure sans grand risque après presque un demi-siècle d'expérience *in vitro* en France que ce dirigisme qui étouffe l'initiative de terrain est impuissant à résorber le chômage. Nous sommes donc bien dans un processus à la fois vain et nuisible. Évidemment, il se trouvera toujours quelques nostalgiques du marxisme pour faire remarquer que les sociétés communistes ne connaissaient pas le chômage et que si ce fléau progresse c'est parce qu'on n'en fait pas assez en matière d'interventionnisme. Il est vrai que le marxisme, étatsisme pur, est la fabrique de pauvres par excellence : plus personne n'en réchappe.

L'État stratège entretient le chômage

Comme on l'a vu, l'État stratège n'est pas un bon entrepreneur. L'objectif de créer toujours plus de dépendance est atteint, mais il y a un dommage collatéral, le chômage, dont il convient de gérer les effets politiquement néfastes à l'aide de différents gadgets. Avec les emplois d'avenir, les limites de l'absurde ont été une nouvelle fois repoussées. Ce dispositif prétendait offrir 100 000 emplois à des jeunes sans qualification de 16

à 25 ans en 2013. En pratique, seuls 5 000 contrats ont été signés. Le gros des avantages était réservé au secteur non marchand, mais ni les administrations ni le secteur associatif n'ont finalement été séduits par les réductions de charges proposées. Comme toutes les mesures précédentes (contrats de générations, contrats aidés) censées lutter contre le chômage des jeunes, celle-ci est tombée à plat. On peut créer tous les emplois qu'on veut, en taxant ou en empruntant, il s'agit de travail qui ne correspond à aucune demande. Nous ne sommes pas dans un schéma d'échange profitable à deux parties, nous sommes dans le cas d'un échange contraint et biaisé.

La France possède une particularité : le salaire minimum équivalant à 60 % du salaire moyen, ce qui en fait le plus élevé au monde derrière celui de la Turquie. Y a-t-il un lien de cause à effet entre un SMIC élevé et un taux de chômage des jeunes élevé ? L'économie est une matière complexe qui n'est pas une science puisqu'il y est impossible d'être prédictif. En revanche, rien n'empêche d'être pragmatique ; rien, sauf l'idéologie bien sûr.

L'expérience des autres semble indiquer que la mise en place d'un SMIC jeune améliore plutôt le sort des moins de 25 ans³⁴. Les pays qui pratiquent un SMIC jeune³⁵ ont des taux de chômage inférieurs à la moyenne européenne (11,5 % aux Pays-Bas, l'un

34 Le taux moyen de chômage des jeunes en Europe est de 22,8 %, contre 24 % en France.

35 Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni.

des plus faibles d'Europe). La Finlande, qui n'a pas de SMIC, pratique des mesures spéciales pour les jeunes et le taux de chômage de ces derniers y est de 19 %.

Mais en France, l'idée d'un SMIC jeune, ou de tout ce qui s'en rapprocherait de près ou de loin, rencontre un refus obstiné de la part des forces syndicales. Dans la réalité, la France comporte de nombreux jeunes sous-smicards précaires. Beaucoup de jeunes diplômés sont payés comme des stagiaires avec un salaire qui frise le tiers du SMIC. Nos fonctionnaires élus et nos gouvernants n'auraient-ils pas un proche dans cette situation ? Encore et toujours l'idéologie...

Les 35 heures et le mythe du partage du travail

Si vous obligez les gens à moins travailler, ils vont moins produire. N'oublions pas notre premier principe de bon sens : chacun travaille pour gagner de l'argent. Toutes choses égales par ailleurs, si chacun travaille moins, il y aura moins de biens et services produits à échanger. La réduction forcée du temps de travail est donc excellente pour atteindre les objectifs de la fabrique de pauvres puisque les revenus de chacun vont baisser. Pour ceux qui trouvent que la réfutation des 35 heures par le simple bon sens ne suffit pas, voici une autre preuve. Si le temps de travail était un simple gâteau qui se partage, le système des préretraites aurait dû faire reculer le chômage des jeunes. Tout comme l'allongement des congés parentaux. Plus de sortants, donc plus de place pour les entrants. Hélas, il n'en est

rien. En revanche, les pays dans lesquels on travaille plus (nombre d'heures par an ou durée de la vie active) ont un taux de chômage inférieur à celui de la France (Allemagne, Angleterre, Belgique, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Suède).

L'idée de la réduction du temps de travail a été soumise à une population crédule avec des arguments de vente séduisants tels que le « partage du travail ». C'est à Dominique Strauss Kahn que revint la paternité des 35 heures en 1997 alors que le chômage atteignait 12,5 %. Il fallait bien que la gauche puisse alors proposer quelque chose de séduisant, de démarquant.

Problème de collègue

Pour faire un ballon de foot, il faut :

- 1 h de travail, 1 m² de cuir, une valve et une chambre à air.
- En France 1 h de travail coûte 100 et M. Dupont travaille 35 h par semaine.
- En Chine 1 h de travail coûte 30 et M. Chang travaille 40 h par semaine.
- En France comme en Chine, le m² de cuir vaut 10, la chambre 5 et la valve 5.
- Quel est le prix de revient d'un ballon en France et en Chine ?

Réponse : 120 en France et 50 en Chine.

- Combien un ouvrier produit-il de ballons par semaine ?

Réponse : 35 en France et 40 en Chine.

- Où la société BallonRond va-t-elle décider de produire ?

Notre collègien ne s'étonnera pas de jouer à la récréation avec un ballon *made in China*.

En 2004, deux ans après l'application généralisée des 35 heures, la balance commerciale est tombée dans le rouge pour ne plus jamais en sortir. Bingo pour la fabrique de pauvres, car un pays qui importe plus qu'il n'exporte s'appauvrit.

Mais fi de l'arithmétique ! Refuser de partager nous met en situation délicate ; quant à refuser de partager notre travail pour aider des pauvres chômeurs... La muse de la paresse qui sommeille en chacun se réveille avec bonne conscience : c'est pour faire une bonne action ! Avec de tels atouts, les 35 heures ne pouvaient qu'être plébiscitées par une population dont l'ignorance en matière économique est soigneusement entretenue par l'Éducation nationale.

Face à la mondialisation, l'instauration de la dépendance à l'argent gratuit

« Les gens n'ont pas besoin de travail, ils ont besoin

d'argent. Vous n'avez rien compris », m'écrit un lecteur qui me reprochait de pourfendre la création monétaire à laquelle se livrent actuellement les grandes banques centrales de la planète, prétendument pour notre plus grand bien.

Grâce à un bon marketing keynésien qui postule qu'on s'enrichit en consommant, une majorité croit volontiers ne pas avoir *besoin* de travail, mais avoir *besoin* d'argent. L'argent distribué par le crédit crée le besoin, qui crée à son tour le travail... mais pas en France ; l'argent emprunté crée le travail des Chinois qui acceptent des salaires peu élevés selon nos critères et ne bénéficient pas de l'assurance chômage, de l'assurance maladie, de cinq semaines de congés payés, de RTT, du paiement des journées de grève et autres avantages acquis.

Le danger est la confusion entre *besoin* et *envie*. Par exemple, vous avez besoin d'être chaudement vêtu en hiver, mais vous avez envie d'un cachemire... D'une façon générale, les gens n'ont pas *envie* de travail, ils ont *envie* d'argent. C'est normal, c'est humain. La plupart des gens ont même envie de beaucoup d'argent contre seulement un peu de leur travail. Là encore, c'est normal et humain ; qui a envie d'être mal payé ?

Nous vivons dans une société d'abondance dans laquelle tout l'art du marketing et de la propagande politique consiste à faire confondre envie et besoin. On crée des envies qui ne correspondent à aucun besoin.

Notez qu'il n'y a rien de mal à avoir des envies, bien au contraire. Les ennuis commencent lorsque « argent » et « envie » ne coïncident pas, ou lorsque des « besoins inutiles » sont financés avec « l'argent des autres », c'est-à-dire des impôts, notre argent. La confusion entre besoin et envie est le chemin de la dette et de l'insolvabilité.

La mondialisation a consisté à importer des biens et produits fabriqués avec du travail pas cher, par exemple celui des Chinois. En contrepartie, la mondialisation a supprimé du travail chez les Occidentaux et a importé du chômage chez ceux qui n'ont rien compris à ce processus et qui pensent toujours qu'on peut échanger quelque chose contre rien, ou que l'argent gratuit existe.

La classe politique persiste à faire croire aux Français qu'ils peuvent vivre au-dessus de leurs moyens alors qu'ils n'ont pas su adapter leur offre de produits et services à la nouvelle donne de la mondialisation. Au lieu de profiter de la baisse des prix des produits et services importés pour monter en gamme et faire des efforts, nous avons préféré jouer les cigales. Nous avons cru pouvoir assouvir sans risque toutes sortes d'envies. Les professionnels de la politique ont flatté les bas instincts de leurs électeurs plutôt que de leur avouer qu'à ce rythme ils n'auraient bientôt plus assez d'argent pour assouvir leurs besoins.

L'argent permet d'échanger des biens et services ou des loisirs contre un travail présent ou passé. Pour

qu'une personne reçoive de l'argent sans avoir travaillé, il faut donc bien qu'une autre ait travaillé sans recevoir tout ce à quoi elle pouvait prétendre pour son propre usage. Si vous considérez que l'esclavage a été supprimé et que tout travail utile mérite un salaire, l'argent gratuit n'existe pas. Mais nous avons vu que pour les keynésiens, lorsqu'il n'y a pas de travail, il suffit de créer de l'argent. C'est le principe de la relance par la politique de la demande.

La dette publique : « L'idée de génie, c'est de prendre dans la poche des gens l'argent qui n'y est pas encore. » (Zola, *L'Argent*)

En France, la mondialisation a donc été une opportunité pour créer toujours plus de dépendance. D'abord, les gouvernements ont commencé à prendre l'argent du futur en généralisant le recours à la dette plutôt qu'à l'impôt (évitant ainsi tout débat démocratique sur la vraie destination de l'impôt). Pour cela, il suffisait d'imposer un système financier prêt à émettre du crédit sans limite et sans aucun rapport avec le travail fourni, le tout avec la bénédiction d'une banque centrale. C'est le principe de la banque moderne selon lequel « les crédits font les dépôts ». L'idée de génie consiste donc à mettre dans la poche des gens de l'argent qui n'existe pas encore afin qu'ils puissent assouvir leurs envies en se croyant riches.

Après le désastre financier de 2008, l'endettement public s'est emballé mais les gens ont toujours

ce qu'ils veulent : de l'argent. En contrepartie, les impôts rémunèrent l'industrie financière des intérêts dus sur la dette publique. L'accumulation de dettes souveraines est telle que la richesse ne progresse plus puisqu'il faut payer des intérêts croissants sur l'argent pris toujours plus loin dans le futur. Les politiciens ont oublié de prévenir les gens qu'un crédit prive de liberté à venir. « Un crédit vous engage et doit être remboursé », écrivent pourtant les banques quand il s'agit d'un particulier.

La phase ultime consistera probablement à mettre directement dans la poche des gens de l'argent fabriqué à partir de rien, comme par le passé en Allemagne, en Hongrie ou au Zimbabwe. Les gens comprendront alors la différence entre « envie » et « besoin ». Ils auront des besoins à satisfaire et de la monnaie incapable de les assouvir. Découvrant qu'ils sont ruinés, ils éprouveront alors le *besoin* de pendre leurs naufrageurs cyniques qui se seront enrichis à leurs dépens.

L'idéologie keynésienne justifie le capitalisme de connivence

La science économique ne permet pas de prévoir. Elle tente de modéliser le résultat des efforts (la production) de milliards d'individus qui, chacun à leur échelon, prennent des décisions au vu de leur savoir, leur mémoire, leur expérience, leur compétence, leur personnalité, leur intérêt...

Pour les keynésiens, la consommation est le début du cycle économique. Hélas, les crises ou les récessions provoquent un recul de la consommation. Pour lutter contre ce triste phénomène naturel, il convient de pratiquer des politiques dites de relance. L'État décide de redistribuer l'argent des contribuables à ceux qui sont les plus touchés par la crise : allocations aux plus pauvres, aides aux secteurs en difficulté. Cette politique est appelée relance de la consommation, ou plus récemment « politique de la demande ». Dans une variante, l'État pratique une relance par grands travaux : réalisation de routes, de ponts, de grands réseaux, de ports, avec l'argent des contribuables. Cette activité est censée remettre sur les rails la consommation puisque les employés requis pour ces grands ouvrages vont consommer.

Il est infiniment séduisant pour les politiciens et les fonctionnaires de conférer à l'État un rôle de superviseur économique et régulateur capable de lisser les à-coups de l'activité humaine. Les politiciens peuvent déclarer qu'ils vont lutter contre les crises grâce à la redistribution et les fonctionnaires vont trouver la justification académique de leur rôle de grands planificateurs interventionnistes. L'impôt ne devient plus simplement le moyen de financer les fonctions régaliennes (police, justice, armée, diplomatie) de l'État, il est aussi une arme face aux aléas des cycles économiques. Pour un économiste – en général payé sur des fonds publics en tant que chercheur ou enseignant – il est de son intérêt bien compris d'être keynésien.

De relance en relance, le keynésianisme n'a pas réellement réussi à lisser les cycles économiques mais, en revanche, la dette publique s'est envolée. Si, au début, la politique keynésienne se finançait par l'impôt, très vite les gouvernements prirent l'habitude de recourir à l'emprunt. Keynésianisme et finance font très bon ménage. On pourrait même dire que c'est un couple incestueux depuis la grande dérégulation des années 1980.

Les banques commerciales créent le crédit en fonction de leurs fonds propres (l'argent qui leur appartient vraiment, que les actionnaires ont mis au pot) à raison de 1 pour 30. Avec un 1 € de fonds propres, elles peuvent octroyer jusqu'à 30 € de crédit. Elles vendent ce crédit en prenant une marge par rapport au taux directeur fixé par la banque centrale dont elles dépendent.

Les gouvernements dispendieux ont donc trouvé auprès des banques commerciales un moyen de financement de leurs relances autre que l'impôt, ce qui évite tout débat démocratique quant aux bienfaits des dépenses engagées. Les banques ont pu vendre des crédits avec très peu de fonds propres et furent les grandes gagnantes de cette dérégulation. Leurs gains sont venus s'ajouter aux fonds propres et augmenter leurs capacités de crédit. Évidemment, elles ont souscrit de bon cœur aux emprunts d'État français, à la dette émise par des gouvernements qui faisaient leur fortune.

Les gens en sont arrivés à confondre taux de croissance de l'activité économique rentable et taux de croissance du crédit. « Nous traversons une crise de surproduction – longuement occultée par la croissance de la dette – non de sous-production » analyse Paul Dembinski³⁶. Aujourd'hui, pour 1 € de consommation supplémentaire, il faut 3 € de crédit supplémentaire. Tout frein à l'endettement refroidit forcément la machine économique.

La « dérégulation » financière, qui n'est autre que la surproduction de crédit, est présentée comme la quintessence du capitalisme et de la liberté alors que c'est un habillage pervers d'étatisme et d'affairisme de copinage. « Une classe kleptocratique s'est ainsi formée, basée sur l'exploitation d'un bien commun, la monnaie, à son profit. Avec la complicité des banques centrales que, pratiquement, elle contrôle et la connivence des gouvernements qui dépendent d'elle pour se financer »³⁷, dénonce Bruno Bertez.

L'idéologie égalitaire éradique la richesse

En 2013, l'économiste français Thomas Piketty publie un pavé de plus de 900 pages intitulé *Le Capital au XXI^e siècle*. En 2014, le pavé traduit en anglais, *Capital in the 21st Century*, est immédiatement encensé par une presse anglo-saxonne friande d'explications sur la montée des inégalités.

36 Paul Dembinski, *Le Temps*, 13 novembre 2014.

37 Bruno Bertez, fondateur de *L'Agefi*.

Le livre possède tous les ingrédients d'un best-seller d'économie. Il est long, truffé de données statistiques mortellement ennuyeuses, contient notamment une formule mathématique accessible à un élève de terminale qui prétend tout expliquer et propose une solution magique, l'impôt sur la fortune (impôt que la France est seule parmi 200 pays au monde à appliquer). Piketty devient la coqueluche des médias américains. Pour l'anecdote, le libraire en ligne Amazon, qui diffuse des liseuses, sait à quelle page s'arrêtent les lecteurs d'un ouvrage numérique. Dans le cas de Piketty, la majorité des lecteurs se sont arrêtés à l'introduction, page 26 exactement³⁸ ! Merci, cher lecteur patient, d'en être à la page 65 de ce livre...

Pour Piketty, les inégalités progressent car l'accumulation de capital est plus rapide que la croissance. Dit autrement, les revenus des capitaux sont supérieurs au taux de croissance de l'économie. Pour lutter contre les inégalités, il suffit donc de taxer le capital.

Après un petit temps de digestion, quelques journalistes et universitaires lecteurs consciencieux osent toutefois critiquer le livre, ses données et ses conclusions. Le *Financial Times* conteste les chiffres qui concernent l'Angleterre, la France, la Suède, l'Europe et même les États-Unis³⁹. L'examen des données nettoyées montre

38 Rapporté par *The Wall Street Journal* qui s'appuie sur la fonction *popular highlights* d'Amazon.

39 Chris Giles est le chef de la rubrique économie du *Financial Times* et a signé *Data problems with Capital in the 21st Century* sur le blog de son journal, ainsi que *Piketty findings undercut by errors* dans les colonnes du journal.

qu'aucune montée des inégalités n'apparaît en Europe après les années 1970. D'autres⁴⁰ relèvent des erreurs concernant le salaire minimum aux États-Unis, même dans des données récentes (1980-1990). *The Atlantic*⁴¹ reproche même à l'auteur de ne pas avoir fait intervenir un facteur important : la corruption.

Le plus important des détracteurs du *Capital au XXI^e siècle* est Daniel Stelter⁴², partenaire allemand du Boston Consulting Group. Stelter dénonce que « Thomas Piketty a ignoré la vraie cause des inégalités : l'augmentation des dettes depuis trente ans ». Chiffres rigoureux à l'appui, l'Allemand prouve que la thèse qui voudrait que la croissance des fortunes dépasse celle de la croissance économique ne se vérifie que sur un laps de temps extrêmement court. Piketty conclut à une croissance des inégalités, mais prend en compte les données avant impôts et ignore les transferts sociaux. Plus important, Stelter dénonce les effets du crédit : « Les inégalités de fortune proviennent de la politique de l'argent bon marché orchestrée par les banques centrales et de l'augmentation des dettes. Nous avons vécu la chute du mur de Berlin et l'ouverture de la Chine au capitalisme. Ces événements considérables ont provoqué des pressions à la baisse des salaires dans les pays occidentaux. Ces pays auraient dû investir

40 Diana Furchtgott-Roth, directrice de la publication *e21 Economic Policies for the 21st Century* du Manhattan Institute.

41 Sous la plume de Moisés Naím, également éditorialiste du quotidien espagnol *El País* et du quotidien italien *La Repubblica*.

42 Daniel Stelter a publié en écho *Die Schulden im 21. Jahrhundert* (Les dettes au XXI^e siècle).

dans la formation afin d'accroître la productivité. Mais ils ont privilégié la croissance à crédit. [...] Le crédit bon marché renforce les inégalités de fortune. »⁴³

Piketty a simplement oublié le vieil adage : « on ne prête qu'aux riches ». Or nous vivons dans l'économie du crédit, plus dans celle de l'épargne. Des banques commerciales ont acquis une licence de création monétaire et elles prêtent... aux riches, dont les États, qui apportent en garantie la caution illimitée de leurs contribuables. C'est ainsi que les prix des actions et de l'immobilier ont monté : grâce au crédit.

Comment un ouvrage composé majoritairement d'un recueil de données suivies d'une conclusion hâtive et idéologique peut-il être accueilli comme un véritable travail scientifique ? « Si des gens bien formés grâce à l'impôt de ceux qui n'ont pas fait (autant) d'études se trompent autant ou s'ingénient à ne pas voir ce qui saute aux yeux du commun des mortels et des personnes lucides du secteur financier depuis longtemps, ce n'est pas qu'ils soient bêtes, ou de mauvaise foi [...] ils n'arrivent pas à surmonter les graves conflits d'intérêts au milieu desquels ils se trouvent placés et dont ils entendent bien ne pas sortir, car c'est de la sécurité de leur emploi qu'il s'agit », analyse Charles Le Lien⁴⁴.

Voilà survolée la chape idéologique sur laquelle s'appuient les engrenages de la fabrique de pauvres.

43 *Le Temps*, 20 septembre 2014.

44 *Les Échos*, 8 février 2013, « Personne n'avait rien vu venir ? ».

Une vision distordue de l'économie endossée par la classe politique favorise l'installation de la dépendance à l'État stratège et fausse les échanges sur le principe de « ça ne coûte rien, c'est l'État qui paie ». L'économie doit être soumise à la classe politique. La mainmise sur le crédit crée une illusion de richesse et permet de financer promesses et erreurs de l'État stratège. L'État est censé être l'émanation du peuple souverain pour lequel l'égalité (nivellement par le bas des revenus) serait plus chère que la liberté. La lutte contre les inégalités – qui n'a rien à voir avec la lutte contre la pauvreté – est devenue l'alpha et l'oméga de la politique et justifie toutes les absurdités. L'argent de tous finance l'idéologie clientéliste de l'intelligentsia.

Toutefois, pour être acceptée sans critique, cette idéologie doit être inoculée très tôt. Ce qui nous amène au sein de la première salle des machines de la fabrique de pauvres dans laquelle s'affairent 1 252 367 techniciens⁴⁵. Il s'agit de l'Éducation nationale, la plus grande organisation humaine après l'armée chinoise.

45 Insee, chiffre 2013.

L'Éducation nationale : une machine à fabriquer des chômeurs

La vérité, l'âpre vérité, la voici : l'échec scolaire n'est pas un échec du système, mais sa raison ultime.
Jean-Paul Brighelli, *La Fabrique du crétin*

C'est une évidence, l'Éducation nationale ne fonctionne plus, le mammoth bloque les portes de l'ascenseur social. La plupart des lycées et même des universités fabriquent des chômeurs. En 1997, Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, parle de « dégraisser le mammoth ». Rassurez-vous, en presque vingt ans, il n'a pas perdu un gramme de lard, pas perdu un poil. « Même pas mal, d'abord », comme il se dit dans une cour de récré. Un enseignant sur deux reconnaît que l'école primaire ne remplit pas sa fonction, à savoir apprendre à lire, écrire et compter⁴⁶.

Le livre de Jean-Paul Brighelli dresse un état des lieux du primaire au lycée, pétillant d'intelligence

⁴⁶ Sondage Ifop de septembre 2014 publié dans le *Huffington Post*.

et d'humour. Pour l'auteur, l'échec de l'école serait organisé par des soixante-huitards libertaires tenants de la « nouvelle pédagogie » avec le soutien de vilains capitalistes. Ces derniers auraient ainsi de la main-d'œuvre bon marché exploitable à bon compte avec quelques CDD entrecoupés de passages à Pôle emploi. Pour ceux qui se demanderaient ce qu'est la « nouvelle pédagogie », elle est, toujours selon Brighelli, « à la vraie pédagogie ce que la nouvelle cuisine fut un temps à la gastronomie : rien dans l'assiette – mais quel discours d'escorte ! ». Autre avantage selon l'auteur, après le formatage des mal éduqués, les vilains capitalistes pourront leur vendre très cher de la formation tout au long de leur sombre vie d'exploités.

C'est vrai, tout au long du cycle scolaire, tout est très bien organisé pour que nos chers enfants soient maintenus au bord de l'illettrisme, sauf les plus brillants qui, de toute façon, s'en tirent toujours. Face à l'incurie du mammouth, il existe maintenant des services en ligne pour apprendre l'orthographe et un certificat privé (équivalent du TOEIC qui jauge le niveau d'anglais) propose de labelliser un niveau minimum requis pour travailler en entreprise. Toutefois, c'est la demande des employeurs qui a créé l'offre ; ceux-ci souhaitent engager du personnel qui sache rédiger un écrit qui ne soit pas bourré de fautes d'orthographe à tel point qu'il en devient incompréhensible. D'autres entreprises organisent à leurs frais leurs propres tests et cours d'orthographe pour faire progresser leur personnel. Ces besoins sont renforcés

par la pratique du courrier électronique qui a allégé le classique filtre de relecture par la hiérarchie.

Nous payons tous (« tous » inclut les soixante-huitards libertaires comme les grands capitalistes supposés exploiters de la main-d'œuvre ignare) et tout le temps pour cette Éducation nationale défaillante qui représente le deuxième poste du budget de l'État. Nous payons une première fois sous forme d'impôts et taxes, que nous ayons des enfants scolarisés ou non. Nous payons une deuxième fois en nous acquittant aussi de charges sociales dont une part est de l'assurance chômage pour ceux qui, faute de bagage scolaire minimum, ne pourront s'adapter, comme le révèle la gaffe de l'énarque et ministre l'Économie Emmanuel Macron, évoquant les illettrés de l'entreprise GAD⁴⁷. Nous payons une troisième fois car nous finançons, par l'impôt, les allocations versées aux laissés-pour-compte de l'enseignement, qui quittent l'école sans acquis. Nous sommes tous pénalisés par la faillite du mammouth.

La théorie du complot de Jean-Paul Brighelli ne semble donc pas tenir à un examen attentif. À qui profite le crime ? Pas au « grand capital ». Ce n'est pas l'intérêt des entrepreneurs d'avoir un réservoir d'incapables. En revanche, l'idéologie perverse, qui consiste à confondre égalité et équité, promeut des idées fausses et se nourrit de lutte des classes, est bien coupable. C'est

47 En septembre 2014. Certains employés de l'abattoir ne pouvaient retrouver de travail, faute d'avoir un permis de conduire et de pouvoir passer les épreuves du code de la route.

l'intérêt de la classe politique de conserver de plus en plus longtemps les jeunes dans le système éducatif afin qu'ils ne soient pas étiquetés comme chômeurs. C'est aussi l'intérêt des politiciens qui se feront élire sur leur politique de redistribution, ou plutôt de distribution de faveurs, d'avoir une masse de demandeurs d'assistance. C'est encore l'intérêt du corps des enseignants qui va réclamer toujours plus de moyens (des postes). C'est aussi l'intérêt de la bureaucratie qui aura le privilège de taxer, percevoir, contrôler, redistribuer. C'est le concept même de la fabrique de pauvres : rendre les faibles dépendants et transformer les forts en fonctionnaires ou privilégiés de l'État. La « nouvelle pédagogie » est un instrument essentiel de ce dessein.

La lutte des classes et celle de l'inné contre l'acquis au cœur de la pédagogie

Un parti-pris idéologique est au cœur de la « nouvelle pédagogie » : l'acquis est prépondérant et l'inné secondaire. L'homme pâte à modeler susceptible de prendre une forme décidée par certains (un groupe dominant) permet tous les rêves de transformation de la société, d'homme nouveau, etc.

La sélection par la culture bourgeoise (d'Abélard à Zola) est injuste car elle est contraire au principe de l'égalité de naissance. Certains privilégiés baignent dans cette culture dès le biberon puis les premiers dîners à la table familiale dans la salle à manger tandis que d'autres ne parleront pas français le soir autour

de la toile cirée de la table de la cuisine. « Les différences seraient entièrement le produit de l'éducation et de la culture, y compris entre l'homme et la femme : différences de sensibilité, de goûts, différences intellectuelles, préférences sexuelles, morales ou politiques. Dans cette perspective, toutes les inégalités seraient dues à la discrimination, aux préjugés ou au conditionnement social. On appelle cela le culturalisme ou le sociologisme : tout est culturel, tout est social, il n'y a pas de nature humaine », résume le philosophe Damien Thellier⁴⁸. Ainsi pour Durkheim, le père de la sociologie moderne, la nature humaine ne serait qu'une pâte modelée et transformée par le facteur social. Pour le psychologue Steven Pinker, tenant de la « table rase », tout nous viendrait de l'environnement à travers la socialisation et l'apprentissage. Enfin pour Marx, « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, mais c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience ». Selon le principe de la lutte des classes, si les rejetons des familles bourgeoises ont plus de succès, c'est parce que le système éducatif les favorise en sélectionnant sur la culture. L'Éducation nationale se doit d'éradiquer cette injustice. C'est ainsi que plus personne à l'école n'apprendra une fable de La Fontaine.

La Révolution avait conduit à rejeter le principe de l'hérédité, donc de l'inné, comme déterminant l'accès à une position sociale puisque l'aristocratie se reproduisait par le sang ; la méritocratie devait prendre le

48 Co-auteur de *Culture Générale*, éditions Pearson, 2013.

dessus. Rousseau et certains philosophes des Lumières avaient commencé à jeter l'idée de l'importance de l'acquis, d'un individu façonné par son environnement, Rousseau postulant que l'homme naît bon mais que la société le corrompt ; l'enfant est présumé « bon sauvage ». La biologie génétique est depuis passée par là et bouleverse quelque peu cette belle construction intellectuelle. « Les gènes c'est de droite, l'environnement c'est de gauche »⁴⁹, ironisait en 2012 le chercheur et biologiste Pierre-Henri Gouyon.

Les dernières études scientifiques semblent indiquer que l'inné – le patrimoine génétique – est plus fort que ce que le dogme de l'Éducation nationale prévoit. La génétique moderne permet de mesurer la part de variation d'une caractéristique – comme le quotient intellectuel ou QI – due à l'environnement et la part de variation imputable aux gènes. Aux États-Unis, une étude a été menée sur les enfants adoptés⁵⁰ et on dispose en outre de nombreuses études sur les vrais jumeaux (monozygotes ayant donc un patrimoine génétique similaire).

On sait ainsi que, passé un certain niveau minimum, l'éducation reçue et donc transmise par la mère ne joue plus aucun rôle, que les enfants soient adoptés ou non. Les cinéphiles se rappelleront *La vie est un long fleuve*

49 Allodoxia, blog du *Monde*, 30 mai 2012.

50 Bruce Sacerdote, 2006, sur un échantillon de 1 500 enfants adoptés et placés dans des familles de milieux très différents : *What Happens When We Randomly Assign Children to Families?*

*tranquille*⁵¹ qui met en scène un échange d'enfants à la naissance : Maurice sera élevé par la famille Groseille vivant en HLM et subsistant grâce aux aides sociales, tandis que Bernadette sera plongée dans la bourgeoise famille Le Quesnoy. L'inné et l'acquis s'entremêleront tandis que les Le Quesnoy, découvrant la vérité, décideront d'adopter leur fils légitime à l'âge de 12 ans.

Au-delà de cette fiction, les études montrent que l'inné est prépondérant avec une première conclusion dérangeante pour le dogme égalitariste : un bon environnement amplifie les différences génétiques. Un rejeton bourgeois idiot restera un crétin dans un environnement exigeant, mais un jeune individu brillant issu d'un milieu modeste y sera d'autant plus brillant car stimulé. Par ailleurs, il ressort des études sur les jumeaux que la corrélation de QI de deux jumeaux élevés séparément est de 75 % tandis qu'elle n'est que de 4 % pour des adultes élevés ensemble mais sans liens biologiques. Le quotient intellectuel serait donc surtout lié à l'inné.

Des résultats difficiles à avaler pour les tenants de l'égalité de naissance et de la lutte des classes, d'où d'étranges déclarations des engagés, comme celles du psychiatre Boris Cyrulnik : « Je crois ainsi que la distinction gène/environnement – c'est-à-dire inné/acquis – est purement idéologique et pas du tout scientifique. Le gène est aussi vital que l'environnement, ils sont inséparables. Nous sommes déterminés à 100 %

51 Comédie d'Étienne Chatiliez sortie en 1988.

par nos gènes et à 100 % par notre environnement. » 200 % ça fait beaucoup pour un seul individu... Idéologie mise à part, l'importance du patrimoine génétique vis-à-vis du patrimoine culturel ne peut plus être objectivement niée, même si, bien sûr, il existe une interaction gènes/environnement, ce que scientifiques comme spécialistes des sciences humaines admettent. « Ce que j'ai dit à des enseignants, ça les a horrifiés, c'est que si on arrivait à faire un système éducatif parfait, parfaitement égalitaire, eh bien comme il n'y aurait plus aucune variation environnementale, il ne resterait plus que les variations génétiques. [...] Il suffit de comprendre que même s'il y a des gènes, l'environnement change tout, et donc, effectivement, même si vous êtes de gauche, vous pouvez accepter qu'il y ait des gènes, vous aurez le droit de changer l'environnement pour changer les résultats »⁵², pointe Pierre-Henri Gouyon. Plutôt que de se vouloir égalitariste, l'école devrait donc viser de donner à chacun le bagage de la meilleure qualité possible pour permettre une sélection équitable au-delà de ce bagage minimum. Ceci éviterait d'encombrer les universités en première et deuxième années dans des cursus sans débouchés professionnels. « Enseigner, ce n'est ni inscrire sur une table rase ni laisser s'épanouir la bonne nature de l'enfant. C'est plutôt essayer par une technologie particulière de compenser les faiblesses innées de l'esprit humain. L'enfant n'a pas besoin d'aller à l'école pour apprendre à marcher, à parler, à reconnaître les objets

52 Allodoxia, blog du *Monde*, 30 mai 2012.

ou à se souvenir de la personnalité de ses amis, alors que ces apprentissages sont beaucoup plus difficiles que ceux qui permettent de lire, d'additionner des nombres ou de retenir des dates d'histoire. Il a besoin d'aller à l'école pour apprendre le langage écrit, l'arithmétique et les sciences car ces ensembles de savoirs et de savoir-faire ont été inventés trop récemment pour que l'évolution ait installé au niveau de toute l'espèce la moindre compétence innée dans ces domaines »⁵³ indique Steven Pinker.

Mais ceci est contraire à la « nouvelle pédagogie », nourriture idéologique ruminée par le mammoth depuis quarante ans. Celle-ci le contraint à vivre écartelé en reniant à la fois l'inné (les talents de naissance) et tout acquis qui n'est pas conforme à son idéologie. Le résultat est un nivellement par le bas, un manque de sélection et un taux de chômage des jeunes record pour un pays d'Europe qui n'est pas encore officiellement en faillite.

L'école garderie au service du nivellement par le bas

Le concept de l'école garderie commence en maternelle où nos chérubins s'éveillent et s'adaptent à la vie sociale. Il est hors de question de commencer tout apprentissage de la lecture avant 6 ans, il vaut mieux les socialiser et leur apprendre à ne rien faire,

53 Professeur au département des sciences cognitives du Massachusetts Institute of Technology, auteur de *Comprendre la nature humaine*, Odile Jacob, 2005.

à « glander ». À cet âge-là, ça tombe bien, ils ne sont pas violents, même quand ils s'ennuient, emprisonnés. Autre avantage : ils sont coupés de leur milieu familial. Or, soit celui-ci est défavorisé, auquel cas c'est un bien, soit ce milieu est bourgeois, attentif, et ce serait très injuste vis-à-vis des enfants des milieux défavorisés de baigner dans une telle atmosphère. La maternelle n'est donc pas obligatoire, mais vivement recommandée pour ne pas être étiqueté asocial.

Ensuite, en cours préparatoire, les affaires sérieuses peuvent commencer. D'abord avec l'apprentissage de la lecture par une méthode globale dont on sait depuis quarante ans qu'elle fait la fortune des orthophonistes volant au secours de ceux qui tenteront désespérément de rester dans le système. Vous serez satisfait de savoir qu'en tant que contribuable vous avez financé par vos impôts une étude au cours de laquelle durant deux mois des enfants en phase d'apprentissage de la lecture selon la méthode syllabique ou la méthode globale ont été soumis à des IRM⁵⁴. Car bien sûr, quarante ans d'expérimentation, c'était un peu juste pour conclure sur le tas. Résultat sans appel : la méthode syllabique fait travailler l'hémisphère gauche du cerveau, le circuit universel de lecture ; la méthode globale stimule l'hémisphère droit, celui qui traite les images.

Pourquoi alors ne pas revenir à cette méthode syllabique puisqu'il est désormais empiriquement

54 AgoraVox TV, « Lecture : la méthode syllabique écrase la méthode globale », septembre 2014.

et scientifiquement prouvé qu'elle est la plus performante ? Dans l'école d'avant, celle de Pagnol, tout le monde savait lire à Noël en s'y mettant en septembre. Mais le petit monde des adeptes de la « nouvelle pédagogie » (petit mais immensément majoritaire au sein de l'Éducation nationale) se cramponne aux leviers de sa machine à fabriquer des chômeurs.

Soyons juste : parfois, un éclair de lucidité zèbre les cerveaux des tenants de la « nouvelle pédagogie » ; l'un de ses grands prêtres, Philippe Meirieu, a fait une confession publique : « Il y a quinze ans, par exemple, je pensais que les élèves défavorisés devaient apprendre à lire dans des modes d'emplois d'appareils électroménagers plutôt que dans les textes littéraires. Parce que j'estimais que c'était plus proche d'eux. Je me suis trompé. Pour deux raisons : d'abord parce que les élèves avaient l'impression que c'était les mépriser ; ensuite parce que je les privais d'une culture essentielle. »⁵⁵ Ce docte naïf n'avait pas dû lire beaucoup de notices d'appareil électroménager. Il se serait aperçu que les traductions hâtives de Coréens ou de Chinois en anglais puis en français étaient bourrées de fautes et souvent incompréhensibles techniquement. Voici un exemple de notice de compteur de vitesse et compteur kilométrique pour bicyclette, pompeusement baptisé « ordinateur » : « Auto Puissance de temps à autre. Afin de réserver les pile. L'ordinateur seront auto puissance tourné quand y a pas de signé pour cinq procès-verbal L'ordinateur seront auto puissance one sans urgent tout

55 *Le Figaro Magazine*, 23 octobre 1999, cité par Philippe Brighelli.

boutonner quand utilisateur commencer cyclisme. »⁵⁶
Traduction de la traduction : « Afin d'économiser les piles, en l'absence d'activité, l'ordinateur sera automatiquement mis hors tension au bout de 5 minutes. Il sera remis automatiquement sous tension dès que l'utilisateur se remettra à pédaler. » Il vaut mieux commencer par « Pépé fume la pipe » pour passer un jour à Molière ou à la tirade de Cyrano de Bergerac avant d'arriver dans la jungle sauvage de la vie professionnelle. L'étape notice technique arrivera assez vite, et qui peut le plus peut le moins.

Poursuivons et passons maintenant à l'écriture. En 2005, l'association Sauver les Lettres a fait refaire à 2 500 élèves de troisième une dictée de BEPC de 1988. Avec des critères de notations inchangés, 56 % des élèves ont eu zéro. Quatre ans auparavant, seuls 28 % des élèves avaient eu zéro. La dictée « pose problème » à « l'apprenant ». Car en « nouvelle pédagogie », il n'y a plus d'élèves, il y a des apprenants. La dictée est donc réduite à la portion congrue, raccourcie, faite de textes sélectionnés – tout comme ceux utilisés pour la lecture – pour la pauvreté du vocabulaire. Il ne faut pas que la maîtrise de la langue française soit un « marqueur social ». *Exit* donc aussi le latin.

Passé l'apprentissage de la lecture, l'étude des textes se gardera bien d'en donner les clés. Il convient de délivrer le français « des connivences culturelles en

56 « Traduction technique, les dangers de la traduction à bas prix », Atenao, *Le Journal de la traduction*.

objectivant son étude, enfin le purger de l'humanisme disciplinaire et historique en instaurant une démarche d'appropriation individuelle sans médiation ni maître, trop marqués du sceau dominant »⁵⁷. Que signifie ce jargon ? Que l'étude de texte portera uniquement sur le formalisme : prose ou vers, figures de style, linguistique, mais surtout pas sur les idées et le fond. Les idées, c'est dangereux... L'idéal est de réduire la langue française à un bagage minimal, genre bagage cabine de compagnie aérienne *low cost*, et d'éliminer toute référence culturelle et historique.

Voici un condensé des dernières réflexions des philosophes Marie-Claude Blais, Marcel Gauchet et Dominique Ottavi dans *Transmettre, apprendre*. L'école traditionnelle était dans l'erreur qui reposait sur un maître qui transmettait son savoir à des élèves passifs. On lui a substitué « une pédagogie active faisant de l'enfant l'acteur de la construction de ses savoirs ». Mais même cette approche serait à refonder, pas pour revenir en arrière, bien sûr, pour aller plus loin vers une « économie de la connaissance ». Celui qui veut s'instruire saura ce dont il a besoin. Il n'y a plus qu'à demander à Google ou poster une question sur des forums. « Une victoire sans appel du camp de la liberté d'apprendre sur celui de l'obligation de transmettre », écrivent les auteurs. En gros, c'est l'enfant qui va remplir son bagage de connaissances et la gigantesque bibliothèque-audiothèque-photothèque-cinémathèque que constitue Internet sera son principal outil présent et à

57 Circulaire de préparation de rentrée scolaire.

venir. Ces philosophes ont-ils déjà vu le contenu des valises faites sans supervision par des enfants partant en vacances ? Ça promet...

Le mammouth amplificateur d'inégalités

Le désastre de l'Éducation nationale amplifie les inégalités. D'un côté des enfants de bourgeois. L'école finie, ils ont accès à la culture : ils écoutent des conversations d'adultes en français, ils feuilletent les livres et les magazines de leurs parents, parfois même, les samedis ou dimanches de pluie, ils iront dans un musée. S'ils restent vautrés devant la télévision trop longtemps, ils seront tancés, de même s'ils traînent sur les réseaux sociaux en pleine nuit. Les parents vérifient les carnets et contrôlent la bonne exécution des devoirs. De l'autre, des enfants d'un milieu moins favorisé. On ne parle pas toujours français le soir, peu de livres ou de journaux, pas de musée en famille. Une horrible injustice sociale qu'il convient de réparer. Comment ? Certainement pas avec l'école traditionnelle qui autrefois assurait assez bien la promotion sociale. Plutôt en « éveillant », en développant des « activités », en supprimant les devoirs à la maison, en diffusant de l'information lorsque « l'apprenant » se sent prêt et disposé plutôt qu'en inculquant du savoir. Les adeptes de la « nouvelle pédagogie » n'ont pas compris que les bourgeois ont su s'adapter. L'école ne rabâchait plus ? Aucune importance, les parents ont pris le relais, soit en y consacrant leur propre temps, soit en payant des

mercenaires. Ceci permet de passer les caps délicats du collège puis de la troisième. Ensuite, ruser avec la carte scolaire permet d'accéder aux bons lycées qui préparent aux bons baccalauréats. Les enfants d'enseignants rompus à ces finasseries savent déjouer tous les pièges et s'en sortent très bien, eux. Pour les autres, les BEP, bac pro ou licences conduisant directement à Pôle emploi... Et même là, il faut savoir lire pour remplir correctement un formulaire.

L'idéologie au cœur des programmes

Les idées consensuelles du moment tiennent lieu d'érudition. « Le politiquement correct qui a remplacé la culture a fait de l'antiracisme le Nadir de toute littérature. Tout converge vers le Zola de *J'accuse* – que ne leur donne-t-on le Zola de *L'Argent* pour comparer ? »⁵⁸

L'indigence intellectuelle ne s'arrête pas aux matières littéraires. La lecture d'un manuel de sciences économiques et sociales de terminale ES, considéré comme la référence⁵⁹, est édifiante. En principe, les élèves, pardon, les apprenants, sont supposés l'année suivante entamer des études supérieures pour ensuite trouver un emploi. Sur quinze chapitres de ce manuel d'économie, aucun n'est consacré à l'entreprise, vous avez bien lu : aucun. Le premier chapitre s'ouvre sur « Quelles sont les sources possibles de la croissance économique ? Si les facteurs de production, travail et

58 Jean-Paul Brighelli, *La Fabrique du crétin*, Gallimard, 2006.

59 Nathan, collection C.-D. Échaudemaison.

capital, apportent une contribution non négligeable à la croissance, la productivité globale de ces facteurs, le progrès technique ou encore les institutions, jouent un rôle important. La croissance est donc un phénomène complexe qui est loin d'être harmonieux et continu. » Le ton est donné dès les premières phrases. La croissance économique n'est pas le fruit de l'organisation optimale de l'ensemble des activités humaines. C'est une chose compliquée et désincarnée. Tellement compliquée qu'il va falloir que l'État s'en occupe beaucoup ! Dans une première synthèse, notre apprenant en « phase terminale » saura que la croissance par habitant a décollé à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle alors qu'auparavant elle était difficilement mesurable. Cependant, aucune explication ne lui est proposée quant à cette rupture. On ne pourrait lui reprocher d'en conclure que, depuis l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle, la Terre ne fut peuplée que d'imbéciles besogneux, inorganisés et incapables de progrès techniques.

Par la suite, les sujets sont macroéconomiques, c'est-à-dire qu'ils portent sur les grandes statistiques officielles nationales et mondiales d'activité et de commerce : PIB, croissance, balances commerciales et parités monétaires. On y aborde de grandes questions sans réponses pratiques objectives mais se prêtant à des commentaires politiques, telles que : « Quels instruments économiques pour la politique climatique ? », « Comment s'opère le financement de l'économie mondiale ? », ou encore « La croissance économique

est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ? ». L'économie administrée et dirigiste est présentée comme une évidence, une panacée et aucune alternative n'est présentée. La partie sociale est traitée en huit chapitres et s'ouvre sur la lutte des classes avec des textes de Marx, Weber et Bourdieu. D'une façon générale, les sources font la part belle à *Alternatives économiques*. La présentation est – comme dans tous les autres manuels scolaires – éclatée, morcelée, sans aucun fil conducteur apparent entre les différents morceaux. La partie synthèse qui clôt chaque chapitre ne suffit pas à rassembler le puzzle des pages précédentes. Que retiendra un élève après avoir ingurgité ce contenu ? Que l'économie est désincarnée, sans ancrage dans le quotidien ; qu'elle doit être impérativement régulée par l'État qui est tantôt stratège, régulateur, employeur en dernier ressort, consommateur en dernier ressort, tout ceci pour lisser des cycles car la croissance est instable, source d'inégalités et de conflits sociaux. De quoi faire naître une vocation de fonctionnaire, doux régulateur des dysfonctionnement de cette complexe machine économique, en utilisant l'argent des contribuables.

De l'école garderie à Pôle emploi et au traitement social du chômage

Non seulement l'Éducation nationale est une machine à fabriquer des exclus, mais c'est le rouage le plus efficace de la fabrique de pauvres. L'école primaire recrache des enfants qui ne savent pas lire

et compter couramment (18 % des enfants entrant en sixième sont « illettrés mathématiques »⁶⁰) et ne possèdent pas les bases de la grammaire et de l'orthographe. Le collège retraite ces pauvres sujets en les occupant jusqu'à la fin de la troisième. Le secondaire parachève le travail de sape en abaissant en permanence les exigences. Puis vient l'université, antichambre de Pôle emploi, et des études supérieures sans débouché.

« La réussite des bacs pro, gageure pour l'université » titrait *Le Monde*⁶¹. Car finalement, parents et étudiants ne sont pas totalement dupes des fourberies du mammoth. Nombre de bacheliers qui ont un bac généraliste se dirigent vers des formations courtes (BTS et DUT) qui ont le plus de chances de déboucher sur un emploi. Il n'y a donc plus assez de place dans ces filières pour les titulaires d'un bac pro qui, pour éviter le chômage, s'inscrivent en première année de faculté de lettres modernes, de sociologie ou d'histoire « sans avoir jamais rédigé la moindre dissertation, ni même parfois lu autre chose que des magazines », continue *Le Monde*. Évidemment, le taux de déchet est monstrueux. À Cergy-Pontoise, les bacs pros représentaient 16 % des inscrits en première année de lettres et sciences humaines. Moins de 2 % accéderont en deuxième année de licence. Mais pour ces jeunes, c'est un an de gagné avant l'arrivée sur un marché du travail sans perspective, et

60 Pierre Tapie, président de la Conférence des grandes écoles, 21 juin 2011.

61 27 septembre 2012.

pour les statistiques de l'Insee, c'est un an de répit. Cette absence de sélection a un coût, probablement 1,2 Md€⁶².

Ces constats sont connus depuis belle lurette et rien ne bouge, mais la tacite alliance imaginée par Jean-Claude Brighelli n'existe pas. Les soixante-huitards égarés, intégristes de la « nouvelle pédagogie », et le secteur marchand exploiteur de main-d'œuvre de basse qualité puisque démunie de toute possibilité de critique et d'évolution n'ont pas les mêmes intérêts. Faisons-nous l'avocat du Diable patronal et supposons que celui-ci soit avide d'exploiter le plus grand nombre possible de misérables bipèdes. Son intérêt est alors, comme en toute chose, d'avoir abondance, car ainsi les prix baisseraient. Supposons que la main-d'œuvre qualifiée, bien formée, apte à évoluer, devienne pléthorique, alors les prix de ladite main-d'œuvre, c'est-à-dire les salaires, baisseraient. Le Diable patronal a donc intérêt à avoir les salariés les mieux formés possible, même pour du travail peu qualifié. L'idéal serait pour lui un niveau certificat d'études ou baccalauréat à l'ancienne et d'y greffer les formations, les compétences, et les savoir-faire intéressants pour lui. Le secteur marchand n'a aucun intérêt à un mauvais enseignement qui conduit à renchérir le coût du travail puisqu'il lui faudra pallier les carences éducatives, ce qui nuit à ses marges.

62 Blog d'Acrithène : « Université : ce que coûte l'absence de sélection ». Calcul réalisé sur la base d'un coût moyen annuel par étudiant de 10 000 € en septembre 2012.

Souvenons-nous du fordisme. Henry Ford voulait créer une automobile susceptible d'être produite en masse afin de pouvoir baisser les prix et conquérir une clientèle plus vaste. Avant Ford, une automobile était une œuvre artisanale que seules l'aristocratie ou la grande bourgeoisie pouvaient s'offrir, tout comme les voitures à cheval et les beaux équipages. Henry Ford a revu le dessin des pièces mécaniques afin de pouvoir les standardiser, de l'usinage au montage. Sa main-d'œuvre qualifiée et formée à une nouvelle organisation productive possédait des compétences et savoir-faire rares sur le marché du travail de son époque. Les salaires des ouvriers passèrent de 2 à 3 \$ par jour à 5 \$ par jour. Henry Ford n'était pas spécialement un philanthrope, il entendait seulement fidéliser ses employés bien formés.

Il y a bien une alliance tacite comme le suppose Jean-Paul Brighelli, mais entre l'Éducation nationale et la classe politique et non pas le secteur marchand. Pour le philosophe Philippe Nemo⁶³, l'école garderie est adaptée à une société dans laquelle les deux parents travaillent et est voulue par les hommes politiques de tous bords qui ne souhaitent pas que les effectifs des chômeurs gonflent. Nous sommes ici dans la même logique que celle du raccourcissement du temps de travail, des 35 heures et des préretraites. L'allongement de la scolarisation et des études diminue le temps de travail possible de ceux qui sont hors système, les *outsiders*. La durée de la scolarité est passée de neuf ans juste

63 Auteur de *Le Chaos pédagogique*, Albin Michel, 1993.

après la Seconde Guerre mondiale à plus de dix-huit ans aujourd'hui. Si ce n'était pas le cas, nous aurions plus de 9 millions de chômeurs. Tout ceci a un prix. « La nation consacre aujourd'hui dix fois plus d'argent, les jeunes ont une scolarité deux fois plus longue, il est fréquent que les bacheliers n'aient pas le niveau du certificat d'études primaires et que les titulaires des plus hauts diplômes de l'enseignement supérieur n'aient pas le niveau du baccalauréat. »⁶⁴ « Évidemment, les performances proprement scolaires n'ont pas progressé en proportion. [...] Il y a eu ainsi une baisse ou même un effondrement de la productivité marginale de tout effort supplémentaire d'éducation mesurée en termes de dépenses ou de temps de scolarisation. »⁶⁵

Il s'agit du concept connu des économistes de « gain marginal ». Imaginez que vous ayez très soif. Les premières gorgées d'eau vous désaltèrent et sont exquises. Les suivantes procurent de moins en moins d'effet, jusqu'au moment où, une fois désaltéré, boire encore devient une nuisance. Les investissements pour réaliser un but donné suivent la même règle. Une fois la mise de fonds nécessaire réalisée, rajouter encore des moyens et de l'argent ne procure plus aucun résultat tangible. La promesse en 2011 du candidat à la présidence de la République François Hollande d'engager 60 000 enseignants supplémentaires surpasse même Vincent Peillon, son Monsieur Éducation. *Le Monde*

64 Mohamed Cherkaoui et Nathalie Bulle, *École et société, les paradoxes de la démocratie*, PUF, 2001.

65 Mohamed Cherkaoui, Nathalie Bulle, *op. cit.*

nous donne cependant le dessous des cartes : « Le ministre a compris que si ces postes supplémentaires ne suffiront pas à changer l'école, ils pourront l'aider vis-à-vis des syndicats. » Le clientélisme, comme toujours. Parents d'enfants et syndicats d'enseignants satisfaits, statistiques du chômage enjolivées : que des avantages. Quant au niveau de l'école garderie, à la préparation des jeunes au marché du travail, ce n'est franchement pas le sujet important. Syndicats de parents d'élèves et d'enseignants sont des groupes organisés. Ils veillent à ce que la majorité des parents – des naïfs qui pensent que l'objectif de l'école est l'enseignement et l'insertion dans la société – soient tenus dans l'ignorance. « Tout est lu désormais à la seule aune des critères sociaux »⁶⁶ et non de l'efficacité. Ainsi en septembre 2014, le gouvernement décide de supprimer les financements complémentaires pour études supérieures accordés aux élèves boursiers ayant décroché une mention TB au baccalauréat. La circulaire émanant de Mesdames Vallaud-Belkacem et Fioraso justifie la mesure par un effort de « solidarité », comprendre : « nivellement par le bas ».

L'école doit transmettre des savoirs et apprendre à construire des raisonnements. Sa fonction n'est pas de corriger les inégalités. La sélection permet de reconnaître les mérites et d'accéder à la promotion sociale qui s'ensuit. « Il faut rompre avec la logique qui assimile intérêt général et égalitarisme. Il importe de comprendre qu'un système de science et d'éducation

66 Benoît Pellistrandi, *Le Figaro*, 3 décembre 2014.

suffisamment différencié est indispensable pour servir les intérêts économiques et sociaux réels de nos sociétés ainsi que pour assurer la promotion sociale des plus méritants des enfants d'origine modeste. L'inégalité scolaire tire la société vers le haut »⁶⁷, écrit encore Philippe Nemo.

Détecter et respecter les talents de chacun ne constituent pas un déni d'égalité, un crime contre la morale et les droits de l'homme. Mais souvenons-nous que le bon fonctionnement de la fabrique de pauvres nécessite de faire passer l'égalitarisme avant l'équité et d'avoir le plus d'individus possible dépendants de l'État. Dans ce sens, l'Éducation nationale est admirablement nuisible. Par la suite, les individus rétifs résiduels qui s'obstinent à vouloir prospérer par leurs propres moyens passeront par la machine suivante de notre fabrique de pauvres, une machine à broyer l'initiative : l'appareil législatif et réglementaire.

67 Article paru en espagnol dans la *Revista española de pedagogía*, « La libertad escolar, una necesidad para Europa », 2009.

4

La réglementation : machine à broyer l'initiative

*La liberté, au lieu d'être le droit de faire ce
qui ne nuit pas à autrui, n'est plus que l'étroit
couloir concédé par les autorités entre le mur
des obligations et celui des interdictions.*
Cédric Parren, *Le Silence de la loi*⁶⁸

Au rythme auquel nous cheminons, l'étroit couloir entre le mur des obligations et celui des interdictions sera bientôt réservé aux soles-limandes anorexiques. 58 codes, 11 000 lois, 130 000 décrets, 400 000 normes édictées par la classe politique, les administrations, les collectivités ou même des fédérations sportives⁶⁹. Tous les ans, *Le Journal officiel de la République française* vous procure 24 000 pages de lecture soporifique. On se demande pourquoi les gens achètent encore des

68 Les Belles Lettres, 2014.

69 *L'Édito éco*, France Inter, mercredi 19 décembre 2012, « La folie des normes ».

somnifères. L'appareil réglementaire de la France est une machine à broyer toute initiative, à laminer les bénéfices, une source d'appauvrissement collectif.

Dans votre vie quotidienne, en une année, un mois, une semaine, une journée, combien de temps passez-vous en tâches administratives stériles, combien d'argent dépensez-vous parce que c'est la norme, la loi, le règlement qui le veut ? Déclarations d'impôt, classement de vos archives pour l'administration, travaux de mise en conformité de votre logement, travaux de sécurisation de votre ascenseur (qui désormais vous parle), de votre installation électrique, contrôle technique de votre voiture, chasse au plomb, à l'amiante, aux termites, bilan énergétique, achat d'un éthylotest individuel, d'un gilet jaune, d'un triangle de signalisation, changement de votre tuyau de gaz, installation de détecteurs de fumée, protection et alarmes de votre piscine...

Je réside dans une petite copropriété dotée d'une gardienne. Cela fait quarante ans que cette personne fait le ménage des parties communes pour notre plus grande satisfaction. Elle a récemment subi une formation imposée par son employeur, c'est-à-dire nous les copropriétaires. Simplement parce que c'est la loi. Commentaire à chaud de notre gardienne désormais sur-formée et informée : « heureusement que je ne les ai pas attendus pour savoir comment nettoyer quoi avec quel produit. Si vous les écoutez d'ailleurs, vous ne faites plus rien. C'est simple : tout est dangereux

et vous n'allez plus me voir qu'avec une combinaison, des gants et un masque. Je ne vous parle même pas des extincteurs, c'est encore plus risqué que le feu. Quant à changer une ampoule, il faut être suicidaire. En plus, je vais vous dire, cette formation est rasoir. Vous feriez mieux de l'économiser, tout le monde s'en porterait beaucoup mieux ! » Bien vu... Sauf que légalement on ne peut pas. En l'occurrence, cette formation était à peu près en accord avec le métier, ce qui n'est pas toujours le cas.

Si tout ce temps, toutes ces dépenses, vous étiez libre de les consacrer à autre chose ? Multipliez ce gigantesque gisement de temps et d'argent par la population adulte. Vous avez le vertige ? Le surcoût des services publics en France a été évalué à 60 Mds€ par an, 30 Mds€ pour le fonctionnement de l'État et de ses sous-échelons et 30 Mds€ pour le social⁷⁰. Le coût de la complication administrative est évalué dans les pays de l'OCDE à 3 ou 4 % de PIB, 80 Mds€ pour la France⁷¹. Le coût des fameuses normes et règles européennes promulguées dans l'Europe des vingt-sept entre 1998 et 2008 a été quant à lui chiffré à 1 400 Mds€.

À l'occasion de l'investiture de la nouvelle Commission européenne en octobre 2014, le député européen britannique Nigel Farage fustige devant l'Assemblée européenne le fonctionnement de cette

70 Agnès Verdier-Molinié, *60 Milliards d'économies*, Albin Michel, 2013.

71 La Grande-Bretagne l'a estimé à 10 % de son PIB en comptant le temps et l'argent.

même instance : « La Commission est l'exécutif, le gouvernement de l'Europe, elle seule a le droit de proposer des lois. Elle le fait en relation avec 3 000 comités opaques qui emploient principalement du personnel de multinationales et de grandes entreprises financières et toutes les lois y sont proposées en secret. Lorsqu'une proposition devient une loi européenne, c'est la Commission européenne elle-même qui a le droit exclusif de l'abroger ou de la modifier. Le moyen par lequel la Commission européenne crée les lois et les maintient est en réalité l'ennemi même du concept de démocratie. »

L'Union européenne est un beau projet, la libre circulation des bipèdes et de leur argent légitimement acquis est une bonne chose, une monnaie commune reconnue et acceptée par le plus grand nombre possible simplifie les comparaisons et les échanges. Toutefois, la mise en œuvre de ce beau projet paraît aujourd'hui très contestable. Dans tout projet ou grand dessein, il y a la conception et la réalisation. On peut, tout en adhérant à l'idée d'un rapprochement des nations européennes, en critiquer la réalisation.

Bruxelles abrite 30 000 lobbyistes répartis dans 700 organismes, soit presque un lobbyiste par employé de la Commission⁷². C'est une industrie qui pèserait officiellement 123 M€ par an, ce qui semble très peu car cela nous met le prix moyen du lobbyiste à 4 100 €

72 Corporate Europe Observatory (CEO), *The Fire Power of the Financial Lobby*, avril 2014.

par an alors que les salaires moyens à plein temps dans ces cabinets sont de l'ordre de 70 000 € par an.

« Voulez-vous faire entendre votre voix à Bruxelles et dans les capitales européennes ? Nous pouvons vous aider à élaborer et mettre en place une stratégie de communication efficace pour façonner la pensée politique, contribuer au débat public et à préserver votre réputation en cas de crise », indique la publicité de Peter Guilford, président de G+, consultant spécialisé dans les affaires financières. L'industrie financière compte le plus de lobbyistes, mais bien entendu ceux des grandes industries (énergie, santé, agroalimentaire...) grouillent autour de la Commission.

C'est ainsi qu'un beau jour vous vous réveillez avec la directive 2002/55/CE qui vous interdit de commercialiser des légumes et des semences qui ne sont pas inscrits dans un « catalogue commun des variétés » tel que publié dans le *Journal officiel des Communautés européennes* série C. La prochaine fois que vous croisez votre vendeuse de melons sur le marché, évitez de lui demander si elle est en règle et si elle achète bien ses graines chez Monsanto, Dupont de Nemours ou Syngenta.

Mais n'allez pas imaginer une seconde que tout est de la faute de l'Europe et des multinationales. Que nenni, nous avons notre *French touch* bien personnelle. Ainsi, la Communauté européenne ne nous a pas demandé d'installer des ceintures de sécurité dans les pirogues qui conduisent les petits Guyanais à l'école

ou que nos fossoyeurs soient diplômés⁷³. L'écartement entre plants de vigne pour bénéficier d'une appellation contrôlée est strictement codifié ; mais le régulateur a oublié de préciser si la distance se prenait de centre à centre ou de pied à pied, ce qui fait qu'en vieillissant, certaines parcelles se retrouvaient hors appellation en mesurant de pied à pied. Ces brillantes idées sont les fruits des cerveaux de notre seule administration nationale. Les technocrates de Bruxelles ont même inventé une expression pour désigner les lèche-bottes qui en rajoutent une couche dans les directives : le *gold plating*. Quand on nous demande quelque chose, nous, les Français, le faisons en plaqué or, aux frais des contribuables. Toujours notre longue tradition de corporatisme, de colbertisme. Vous rajoutez là-dessus l'idéologie et nous avons des monstres législatifs.

Un maquis d'aides inefficaces

Le rapport Queyranne remis à Arnaud Montebourg alors ministre du Redressement productif en mars 2013 est sans appel : en France, l'impôt sur les sociétés rapporte à l'État 36 Mds€ tandis que les aides aux entreprises (le rapport en recense 6 000 !) coûtent aux contribuables 110 Mds€ : une énorme fuite de productivité. À la place d'Arnaud Montebourg, j'aurais largement distribué ce rapport dans mon ministère, aux ministères voisins, au Trésor, à la Banque publique d'investissement, accompagné de la lettre suivante :

73 Philippe Eliakim, *Absurdité à la française – Enquêtes sur ces normes qui nous tyrannisent*, Robert Laffont, 2013.

Mes très chers Collaborateurs et Contribuables,

Après avoir lu très attentivement le rapport Queyranne, je constate que 74 Mds€ d'économies budgétaires immédiates sont à notre portée, là, tout de suite. Il suffit de ne plus aider les entreprises et, en contrepartie, de ne plus les taxer. $110 - 36 = 74$ Mds€.

Pour que ce miracle se réalise, il n'y a qu'une condition : mobiliser nos forces pour dorénavant ne rien faire ; je compte désormais sur toute votre énergie, votre opiniâtreté dans ces temps difficiles pour résister aux pressions que vous ne manquerez pas de recevoir pour agir.

Afin de ne pas être détourné de votre nouvelle mission, je vous demande de partir en congé exceptionnel jusqu'à nouvel ordre, avec traitement bien sûr, puisque ce dernier aspect ne rentre pas en ligne de compte dans les économies budgétées.

Avant de partir, je vous demande de rédiger une note à l'attention des administrations avec lesquelles vous coopérez, leur disant clairement de suspendre tous les dossiers en cours. Je me suis arrangé auprès de mes collègues Michel Sapin et Pierre Moscovici pour que le Trésor public arrête toute procédure de recouvrement de l'impôt sur les sociétés.

Si jamais on vous dit que vous faites un « cadeau aux

patrons » en supprimant l'impôt sur les sociétés, objectez que ce gouvernement, au contraire, refuse de coopérer avec les exploitants des travailleurs et vient de leur retirer toute aide. Si jamais on vous reproche de ne plus rien faire pour lutter contre le chômage en refusant d'aider les entreprises, rétorquez que, depuis la fin des Trente Glorieuses, aucune lutte contre le chômage n'a donné de résultat probant, comme en témoignent les statistiques, et que par conséquent votre décision de ne plus distribuer d'aides ne peut être franchement nuisible.

Mes très chers Collaborateurs et Contribuables, merci de votre dévouement à cette nouvelle mission pour laquelle je ne doute pas que vous saurez montrer une compétence indiscutable.

Je sais, cher lecteur, je vois déjà venir vos objections, l'une politique, l'autre économique :

- Vous allez me dire que « ne rien faire » est contraire au gène politique ; les gens qui embrassent cette carrière croient en général savoir ce qui est bon pour leurs électeurs.
- Vous allez me dire aussi que des entreprises qui ne paient pas d'impôt sur les sociétés et reçoivent des aides couleront.

À la première objection, je vous répondrai que sont suspects les gens qui croient savoir mieux que les autres

ce qui est bon pour les autres. Sur le plan économique, puisque l'efficacité des aides aux entreprises n'a pas été prouvée – comme en témoignent les statistiques accablantes de chômage et de participation à l'emploi – il ne coûte rien de tenter de ne rien faire.

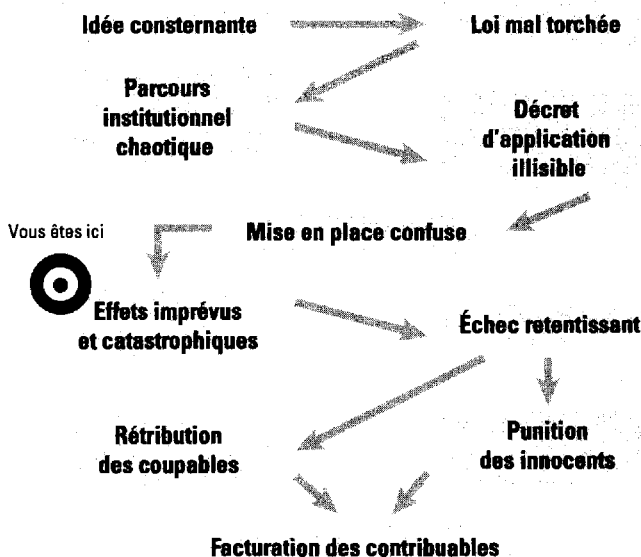
À la deuxième objection, les entreprises libérées de l'impôt sur les sociétés investiront peut-être sur fonds propres pour gagner plus d'argent ; en se développant, elles seront peut-être tentées d'embaucher... Qui mieux qu'une entreprise sait ce qui est bon pour elle ? Et si cette entreprise ne sait pas le reconnaître, ne mérite-t-elle pas de disparaître ? Une entreprise n'est-elle pas avant tout une association à but lucratif ?

Des lois idéologiques, opportunistes et mal ficelées

Mais nous n'en sommes pas encore là, bien au contraire. La dernière lubie en date est ce que les médias ont appelé la loi Florange. Ce genre de petite couche législative supplémentaire est exemplaire d'un mécanisme très bien huilé de notre fabrique de pauvres. On introduit un petit privilège, un droit de vote double pour les actions détenues au nominatif depuis plus de deux ans.

À l'origine, on trouve une idée ruisselante de bons sentiments aux conséquences potentiellement catastrophiques : il faut privilégier les actionnaires qui conservent leurs actions longtemps. C'est une excellente idée, tellement originale que les membres du conseil d'administration d'une entreprise cotée

ne pouvaient évidemment pas l'avoir eue tout seuls. Heureusement, quelques bureaucrates pensent pour ces écerclés. La loi Florange grave dans le marbre le droit de vote double contraire au grand principe 1 action = 1 vote. En pratique, cette nouvelle loi entache encore un peu plus la réputation de la place de Paris, piétine les intérêts des actionnaires minoritaires et constitue un formidable cheval de Troie pour des fonds d'investissement qui peuvent contrôler une entreprise avec 20 % du capital. Ce genre de parcours législatif a été résumé avec beaucoup d'humour par le chroniqueur H16, grand observateur des rouages de la fabrique de pauvres. Avec cette loi Florange, nous pouvons actuellement nous situer à l'étape « effets imprévus et catastrophiques ».



Par courtoisie de h16free.com

En réalité, la loi Florange fait un gagnant : l'État actionnaire, qui accroît ainsi son emprise. La boulimie législative et réglementaire de la France est connue, ainsi que la gabegie qui en est la conséquence. Rien n'a vraiment changé depuis 1976 et les 600 pages de diagnostic d'Alain Peyrefitte⁷⁴ du *Mal français*, parce que « les ministres passent et que les fonctionnaires campent à vie dans leurs bureaux et sur leurs positions »⁷⁵, constate Agnès Verdier-Molinié. « Les hauts fonctionnaires n'ont pas intérêt à ce que cela change parce que c'est des risques pour eux, par rapport à leur carrière. »⁷⁶ Le verrouillage n'est pas accidentel, il est délibéré.

La dérive du Code civil

Tout changement fondamental de droit est une entreprise de grande envergure. Le Code civil promulgué le 21 mars 1804 (mais aussi 30 ventôse an XII en vertu d'une nouvelle norme calendaire que tout le monde oubliera très rapidement) fut le résultat de douze ans de gestation. Il remplaça l'empilage du droit français de l'Ancien Régime, un droit coutumier qui était surtout de la jurisprudence et la somme des généralisations des cas jugés, ces généralisations étant rédigées par des jurisconsultes. Le droit était hors champ de l'absolutisme royal et les rois de France ne pouvaient toucher aux lois civiles.

74 *Le Mal français*, éditions Fayard, 1976.

75 *60 milliards d'économie*, éditions Albin Michel, 2013.

76 JT de TF1, « Comment l'État gaspille l'argent public », février 2013.

Napoléon avait nommé quatre experts du « droit positif » pour accoucher de ce code rédigé sous l'égide de Jean-Jacques Régis de Cambacérès. Le droit positif est ainsi nommé pour se différencier du droit naturel cher aux philosophes des Lumières. Le droit positif est une règle rédigée par des hommes tandis que le droit naturel s'impose au-delà de toute société, État ou frontière. « Une loi injuste est une loi humaine qui ne plonge pas ses racines dans la loi naturelle et éternelle », disait Martin Luther King. Le droit naturel postule qu'il existe un ordre indépendant de toute religion ou tradition qui s'impose par la raison et qui permet aux humains de vivre en harmonie. Ce droit préexiste donc à tout État ou nation et est supérieur au droit positif. Les droits à la liberté, à la sécurité et à la propriété sont le trépied du droit naturel.

Comme l'ENA n'existait pas, les quatre experts provenaient de milieux et de cultures bien différentes. Jean-Étienne-Marie Portalis et Jacques de Maleville appartenaient à une tradition de droit écrit ; l'un, d'Aix, influencé par le droit romain, l'autre, de Bordeaux, plutôt influencé par la coutume du Nord. François Denis Tronchet et Félix Julien Jean Bigot de Préameneu étaient au contraire des coutumiers habitués à une loi qui s'écrit petit à petit par les usages qui se forment. Bigot de Préameneu était un rural alors que Tronchet était un Parisien pur jus.

Ne vous y trompez pas, ces rédacteurs étaient de grands bourgeois ou aristocrates cultivés, nourris au

classicisme. Le plan du Code est simple et marie le droit positif et le droit naturel. Il se subdivise en quatre livres qui traitent des personnes, des biens et de la propriété, de la façon d'acquérir la propriété, le dernier livre concernant la procédure. Il laisse la part belle aux contrats qui régissent les échanges noués en toute liberté des parties contractantes, et à la propriété privée. Le Code est aussi imprégné de droit coutumier forgé à l'expérimentation de la jurisprudence.

C'est un des paradoxes de Napoléon Bonaparte, étatiste suprême, que d'avoir parrainé ce texte. Il tenait si bien la route qu'il inspira de nombreux pays : Pays-Bas, Italie, Roumanie, Espagne, Portugal, pays d'Amérique centrale, d'Afrique, et d'Asie avec l'essor colonial... Lorsque l'exception française est excellente, elle essaime. Le projet final se composait finalement de 2 281 articles. La formulation est limpide et les phrases à portée de tout être alphabétisé sachant distinguer sujet, verbe et complément. Les auteurs n'ont pas la prétention de prévoir tous les cas de figure. L'article 1134 prévoit que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » et laisse une grande latitude aux contractants dans la mesure où l'accord des volontés existe. L'article 1382 sur la responsabilité civile stipule que « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Ce code est – ô horreur pour les étatistes – libéral. D'où des bricolages incessants pour l'adapter au concept

de la fabrique de pauvres qui entend créer des assistés délivrés de toute responsabilité.

Les bricolages, détricotages et retricotages de lois

C'est devenu un lieu commun que de dire que le droit du travail, avec ses rigidités étalées sur 3 500 pages, est une des sources de chômage. Le massacre de l'emploi est courageusement organisé par les gouvernements successifs. Commençons par Giscard (500 000 chômeurs après les chocs pétroliers) ; poursuivons par Mitterrand : « Dans la lutte contre le chômage on a tout essayé. Depuis maintenant plus de douze ans que j'occupe ces fonctions, tout a été essayé. Vous connaissez le résultat »⁷⁷ ; passons rapidement sur le néant Chirac ; poursuivons par Sarkozy qui s'engage sur 5 % de chômage et termine à 10 % ; quant à Moi-Président, il est trop tôt pour savoir si le bilan est simplement catastrophique ou apocalyptique.

« Le chômage en France, de fait, est devenu un mode de régulation de la crise sociale. Les chômeurs sont silencieux, ayant honte de leur état, ils descendent peu dans la rue, ils n'ont aucun moyen de pression. *Outsiders* par excellence, ils ne sont défendus par personne. [...] Chômage ou esclavage, tel serait le dilemme français. Mais comment a-t-on pu en arriver là ? »⁷⁸ : Philippe Simonnot, professeur d'économie

77 14 juillet 1993. Le chômage atteindra 11,5 % fin 1993.

78 *Chômeurs ou esclaves – Le dilemme français*, éditions Pierre Guillaume de Roux, 2013.

du droit à Paris-Nanterre, nous livre une réflexion originale.

Les Français n'aiment pas l'économie de marché – entendez par marché un endroit où la concurrence s'exerce librement – et le marché du travail évoque pour eux un marché aux esclaves. Pourtant, le travail est bien une marchandise, un service qui s'échange. La racine du mal, l'origine de l'extraordinaire rigidité de notre Code du travail, gît en grande partie dans le Code civil qui met sur un même plan le louage de choses, d'animaux et de travail humain. Le Code civil entendait ainsi prémunir la société contre tout rétablissement de l'esclavage pour le travailleur manuel. Les rédacteurs connaissaient le milieu rural et voulaient protéger l'ouvrier agricole en lui offrant l'opportunité de vendre au mieux sa force de travail. La main-d'œuvre, la force musculaire, était l'énergie de l'époque et à ce titre précieuse et convoitée. Un contrat de travail à durée indéterminée était une porte ouverte au retour du servage. Celui qui se louait, qui vendait ses muscles, devait pouvoir se dégager le plus facilement possible. Le patron achète le travail, le salarié le vend, patrons et employés sont des personnes juridiquement égales et la transaction se fait pour une durée limitée. Le contrat de travail à durée déterminée visait à ce qu'aucune des parties n'enchaîne l'autre. Point de contrat de service perpétuel. L'idéologie du début du ^{xx}e siècle a présidé plus tard à l'élaboration du Code du travail décidé en 1910 et achevé en 1922 ; les abus de la révolution industrielle étaient passés par là. Le nouveau Code du travail postule que le patron

acheteur et le salarié vendeur ne sont pas égaux, que le vendeur de son travail doit être défendu face à un acheteur qui le soumet à toutes sortes de pressions par abus de position dominante. À peine promulgué, le texte était en réalité déjà dépassé. Un siècle plus tard, de replâtrages en bricolages, de bidouillages en scribouillages, le droit du travail devient un magma illisible qui repose sur un nouveau monstre qu'est le « contrat de travail ». L'introduction en 1973 de la « cause réelle et sérieuse » pour justifier le licenciement en est le point culminant. Une abondante jurisprudence aggravante achève le massacre.

Une des conséquences directes de ce code absurde se mesure au coût moyen annuel d'établissement d'un bulletin de paye en France qui est de 393 €⁷⁹, plus du double des autres pays. « En France, on protège l'emploi plus que les salariés », déplore Jean Tirole, prix Nobel 2014 d'économie : « Une protection excessive du CDI [...] se traduit par une précarisation de tous les autres. »⁸⁰

Que se passerait-il si le marché de l'emploi devenait un véritable marché où se rencontrent l'offre et la demande ?

Soyons fous. Supposons que les entrepreneurs puissent licencier, sans contrainte, sans « cause réelle et sérieuse » et que les salaires puissent varier, d'un

79 Groupe ADP.

80 i-télé.fr, 16 octobre 2014.

commun accord. Qu'arriverait-il ? Aucune étude chiffrée n'est disponible tant le sujet est tabou. On ne peut donc que se livrer à des conjectures. Consolons-nous en pensant à toutes les prévisions fausses émanant de coûteuses études dites sérieuses. Le sens des variations est plus important que la quantification de ces variations. N'ayons donc aucun complexe d'infériorité par rapport à ceux qui préoyaient l'inversion de la courbe du chômage.

Si vous êtes dans le donjon hyperdéfendu du salariat, ronronnant confortablement dans un CDI ou inconfortablement car soumis à la pression de la mondialisation, vous pourriez penser que la liberté de licenciement vous serait nuisible et qu'il vaut mieux que la loi verrouille tout. Ce serait pourtant adopter une vue de myope, de court terme. Car à long terme, cela signifie que vos charges sociales (assurance chômage) et la pression fiscale vont fortement progresser sous l'effet de l'augmentation du chômage de masse. Mais si par malheur vous veniez à rejoindre la triste cohorte des exclus, vous vous trouveriez confronté au problème d'assiéger la forteresse dont vous venez d'être expulsé. Donc votre intérêt de court terme et votre intérêt de long terme ne coïncident pas.

Prenons un autre exemple : le strict encadrement législatif qui frappe le licenciement des personnes âgées de plus de cinquante ans. Le revers de la médaille, c'est que si vous vous trouvez dans la mauvaise tranche d'âge, les chances de vous recaser deviennent bien minces. Un

potentiel employeur sait qu'il risque en recrutant un cinquantenaire de se retrouver pieds et poings liés au cas où son développement ne se passe pas comme prévu.

Ce réflexe de peur et de crainte est bien compréhensible car nous sommes très loin d'une situation de plein-emploi, le marché du travail est actuellement défavorable aux employés et favorable aux employeurs, mais la protection dont vous croyez bénéficier ne fait qu'aggraver les choses au lieu de les améliorer.

Supposons donc que le licenciement soit libre. Il s'ensuivrait probablement une vague massive de licenciements. Des gens dont la qualification même élevée ne correspond plus vraiment aux besoins actuels du marché perdraient leur emploi. Des salariés d'entreprises sur la corde raide, qui ont absolument besoin de réduire leurs effectifs pour pouvoir s'ajuster, seraient victimes d'une telle mesure. Mais il y aurait également une vague massive d'embauches. Face à une liberté de se désengager, beaucoup d'entrepreneurs qui n'osent pas recruter le feraient. Lorsque nous achetons un forfait téléphonique, nous préférons avoir le moins de durée d'engagement possible et le plus de liberté possible. Pourtant, l'achat d'un forfait téléphonique à deux ans est une décision beaucoup moins lourde de conséquences que celle d'engager un employé supplémentaire. Les employeurs face à une décision d'embauche sont unanimes : le prix de la rupture et la peur de se retrouver aux prud'hommes avec une procédure de six mois sont dissuasifs.

Prenons l'hypothèse inverse et supposons que demain, en France, tout licenciement devienne désormais impossible. Pensez-vous que le chômage se stabiliserait ? Nous aurions des entreprises fossilisées incapables de s'adapter et qui finiraient par mourir. En Suisse, la liberté d'embauche et de licenciement est totale, les charges sociales ne dépassent pas 25 % du salaire net, la législation prévoit quatre semaines de congés et la population a refusé en 2014 d'adopter un salaire minimum⁸¹. Le chômage de ce pays, qu'on ne peut considérer victime d'un libéralisme sauvage, est actuellement de 3,2 %.

Le principe de précaution : le dernier clou dans le carcan législatif

Le principe de précaution, gravé dans le marbre de la Constitution depuis 2005 et donc au plus haut niveau juridique national, stipule que si les conséquences d'une action sont inconnues ou incertaines (dans l'état actuel de la science) mais pourraient être nuisibles à la collectivité, alors il faut s'abstenir ou prévoir de quoi contrer ces conséquences potentiellement nuisibles. Appliqué à la vie privée, il faudrait éviter de procréer car vous pourriez peut-être donner naissance à un nouvel Adolf Hitler ou à un tueur en série. Comme on ne sait pas trop ce qui donne naissance à des monstres, mieux vaut s'abstenir d'engendrer.

81 Par référendum en mai 2014 et avec 76 % de « non ».

Toute entreprise comporte un risque. Avec le principe de précaution, pas de développement du train (on pensait au XIX^e siècle que dépasser une vitesse de 60 km/h dans un tunnel pourrait s'avérer mortel), de l'électricité, de l'aviation, du nucléaire, etc. Remerciez nos très aventureux ancêtres qui eux n'avaient pas froid aux yeux. La France en 2006 a fermement décidé de rentrer dans l'ère de l'immobilisme, n'hésitant pas à flatter servilement le conservatisme le plus désuet. Le principe de précaution permet aussi à la classe politique de justifier son irresponsabilité, à des associations de refuser une nouvelle technologie, à des lobbies d'agiter des épouvantails. L'État-nounou est là et veille sur ses enfants dépendants : ne touche pas le sable du bac à sable, ne monte pas sur la balançoire, le toboggan est dangereux, De nombreux entrepreneurs français quittent le square de tous les dangers pour aller tenter l'aventure ailleurs et nous avons perdu beaucoup de chercheurs dans le secteur des OGM (organismes génétiquement modifiés) et de l'énergie (interdiction de la fracturation hydraulique). Ceci rappelle l'épisode de la Terreur quand la République, n'ayant pas besoin de savants, guillotina le chimiste Lavoisier.

C'est désormais aux industriels, aux créateurs de prouver que leurs produits ne sont pas potentiellement nuisibles. Pourtant, l'article du Code civil sur la responsabilité avait suffi aux générations antérieures. Nous sommes le seul pays au monde à avoir adopté ce

principe qui renverse la charge de la preuve⁸².

Le pouvoir législatif est beaucoup plus puissant et inerte qu'on ne le pense, et les hommes de loi exercent une tyrannie subtile. Un droit obscur et incompréhensible avantage les fonctionnaires (notamment la magistrature) et les professions juridiques qui justifient ainsi de leur double importance : un rôle d'interprète entre le citoyen et des textes inintelligibles et un rôle d'intercesseur entre le citoyen et la justice. Les arcanes procéduriers sont une jungle impitoyable où le citoyen démuné de coûteux conseillers a une espérance de vie probablement équivalente à ce qu'aurait été celle de Mowgli sans le chaperonnage de Bagheera et Baloo.

Ce n'est pas nouveau et François I^{er}, pour s'atteler à une réforme du droit, a dû auparavant codifier... l'orthographe ! En 1539, l'ordonnance de Villers-Cotterêts impose de rédiger en français et non plus en latin les actes judiciaires car le roi voulait que la loi devienne accessible à l'ensemble de son bon peuple. Il essuya alors une fronde des clercs et de toutes les professions protégées vivant du commerce de la justice. Le français était une langue mouvante, incertaine, mal construite, incompatible avec la noble pratique du droit, argumentèrent-ils. François I^{er} appela à la rescousse Clément Marot, poète, mais aussi courtisan, donc pas dénué de sens politique, et pour qui « tout

82 Le principe de précaution est mentionné par le traité de Maastricht (art. 130 R devenu 174 avec le traité d'Amsterdam) mais en tant qu'objectif, censé favoriser l'action préventive sur le principe du pollueur payeur et ceci pour les questions d'environnement.

vient à point à qui sait attendre ». Clément Marot jeta les bases de la grammaire et de l'orthographe de notre langue française et le droit s'y plia.

La loi ne se réforme qu'avec un exécutif fort ; les quatre personnages désignés par Napoléon furent la clé du déverrouillage, les cours de Cassation et d'appel n'avaient que des avis consultatifs. Napoléon Bonaparte, grand admirateur du travail législatif de Rome, avait remarqué que les empereurs passés à la postérité – comme Auguste, Justinien ou même Charlemagne – avaient été de grands législateurs. « Ma vraie gloire, ce n'est pas d'avoir gagné quarante batailles ; Waterloo effacera le souvenir de tant de victoires. Ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement, c'est mon Code civil », écrivit Napoléon à Sainte-Hélène. La loi française demande aujourd'hui plus qu'une réforme, une révolution décapante.

Et le choc de simplification, alors ?

Le fameux choc de simplification promis par François Hollande se heurte déjà à une nouvelle vague de complications. Le point de départ : une entreprise française doit communiquer 3 000 informations par an à l'administration et l'OCDE a chiffré à 60 Mds€ les charges administratives que supportent les entreprises de notre pays.

Le choc de simplification prévoyait un cortège de 200 mesures portant sur la création et la transmission

des entreprises, la simplification des démarches et des procédures concernant les entreprises en difficulté. Simplifier la naissance et la mort est certes intéressant mais, sans avoir fait l'ENA, on peut subodorer que le gros des 60 Mds€ se trouve dans la vie courante des entreprises. Là, le choc concerne la demande d'aides et de subventions, les réponses aux marchés publics. Et pour les entreprises qui évoluent essentiellement dans le secteur privé et qui ne demandent pas d'assistance ? Un très léger allègement des exigences comptables et l'administration semble partir du principe qu'une télédéclaration est une simplification par rapport à une déclaration papier postée sous enveloppe. Ce qui concerne le droit du travail n'est qu'effleuré.

En réalité, ce choc de simplification est une lamentable pichenette et les enthousiasmes ont été vite douchés. D'autant plus qu'arrive une déferlante de nouvelles complications : décrets sur la pénibilité, obligation d'information préalable des salariés en cas de cession, sables mouvants de nouvelles mesures fiscales complexes, et à venir de nouvelles mesures contre la discrimination à l'embauche, pratique coupable pour laquelle un groupe de travail gouvernemental a été nommé fin 2014. Il est en effet urgent de comprendre pourquoi par exemple la loi de 2006 sur le CV anonyme n'avait toujours pas de décret d'application. Il est donc prévu de rajouter quelques petites couches légales, notamment la traçabilité des candidatures. Le futur décret obligerait les entreprises à tenir « un registre de candidatures pour vérifier que les personnes

convoquées en entretien n'aient pas été choisies sur des critères discriminatoires » et que « les personnes qui assument des fonctions de recrutement soient formées contre les discriminations à l'embauche ».

Supposez que, fort d'une bonne visibilité sur vos marges et votre chiffre d'affaires et soutenu par un moral d'acier, au cœur de la plus grave crise économique depuis 1929, vous décidiez de recruter. Vous passez une annonce et vous recevez un déluge de réponses. Il vous faudra maintenant conserver la trace de tous ceux que vous avez éconduits de façon à ce qu'un fonctionnaire puisse vérifier au besoin que vous n'avez pas procédé à votre recrutement de façon discriminatoire en écartant des personnes parfaitement qualifiées issues d'une minorité visible. Si vous n'avez pas suivi votre formation contre les discriminations à l'embauche, vous allez certainement vous prendre les pieds dans le tapis et dépenser en procédure ou pénalités.

« La difficulté numéro un, c'est le flux de nouvelles normes. Quand on prend une mesure de simplification, de nouveaux textes sont votés et participent à la complexité de la vie économique »⁸³, reconnaît Thierry Mandon, le secrétaire d'État chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification. Comment lutter ? « Une autorité indépendante sera créée pour que toute création de nouvelle obligation soit contrebalancée par la disparition d'une ancienne norme ou obligation. »

83 *Les Échos*, jeudi 30 octobre 2014.

Vous voilà rassuré, on connaît l'efficacité des « autorités indépendantes », commissions, observatoires, etc.

De dérive en dérive, l'État français s'organise autour d'un droit qui stipule que « tout ce qui n'est pas permis est interdit » plutôt que « tout ce qui n'est pas interdit est permis » ; le champ du permis se rétrécit chaque jour et celui de l'interdit gagne inexorablement un terrain qu'il remplit de ronciers juridiques incompréhensibles. Chaque ministre ou secrétaire d'État prétend avoir sa loi et ainsi marquer l'Histoire, mais n'est pas Bonaparte qui veut. Dans d'autres pays, des citoyens ont pu s'exprimer sur le sujet du poids de la législation, de l'État et de ses dépenses. En France, il semblerait que cela soit impossible ; même le texte de référendum d'initiative partagée⁸⁴ voté en 2008 est une usine à gaz de plus. L'hyper-législation, cette machine à broyer l'initiative, ne risque pas de caler demain : l'État réglemente, démolit, taxe pour réparer, ce qui démolit un peu plus et conduira à taxer plus. La salle des machines suivante, celle des exceptions françaises, permet de freiner ce qui reste d'efficacité.

84 Intéressant de constater que ce texte visait au départ d'être un référendum d'initiative populaire ; finalement, l'initiative n'est plus « populaire » mais parlementaire.

5

Les exceptions françaises : le frein de l'efficacité

*Depuis le temps que la France "rayonne", je me demande
comment le monde entier n'est pas mort d'insolation.*

Jean-François Revel

D'une façon générale, les gens, en dehors des frontières de notre merveilleux pays, ne sont pas des crétins finis et lorsque quelque chose fonctionne, le modèle est vite adopté, même en politique. Il existe, pas trop loin de nous, des démocraties prospères dans lesquelles les droits de l'homme ne sont pas piétinés et les cadavres de gens morts de faim ou de maladie n'encombrent pas les rues. Curieusement, ces démocraties prospères choisissent de ne pas appliquer notre merveilleux modèle de protection sociale, même la Suède.

Si vous vous risquez à formuler ce genre d'observations en France, vous vous attirez bien vite de la part de votre auditoire des remarques sur l'atroce

condition des travailleurs pauvres ici ou là, ou sur les insupportables inégalités qui sévissent dans ces pays certes riches mais ô combien cruels. Il n'en demeure pas moins que ces gens bien éduqués, sachant lire écrire et compter, qui votent tout comme nous, ne pensent pas comme nous puisqu'ils choisissent de ne pas nous copier. S'ils ne s'alignent pas sur notre merveilleux modèle social, il doit bien y avoir une raison.

En réalité, le modèle social français est dépassé, inadapté, ruineux, et a engendré une fiscalité spoliatrice pour tous. C'est pour cela que personne ne le copie et que les gens, ailleurs, préfèrent moins de chômage et moins d'impôts. L'exception française ne fait pas rêver car elle est tout simplement trop coûteuse en emplois et en prélèvements.

La communication politique continue cependant à nous vanter en permanence le modèle français, notre belle solidarité. En fait, ce modèle social français ressemble plutôt à celui d'une mauvaise organisation caritative. Chacun croit donner à une juste cause, mais très peu de l'argent parvient aux gens qui en ont réellement besoin. En revanche, beaucoup d'argent est dépensé en tracts et spots publicitaires (la politique) et encore plus dans la rémunération des permanents (les fonctionnaires). Dans les autres pays, on est plus regardant sur la qualité des œuvres charitables, y compris celles de l'État.

Assurance et solidarité : le pire de chaque monde pour notre modèle social

La France a mis tardivement en place son fameux modèle social. Les modèles d'assistance publique s'inspirant fortement à la fois de l'assistance religieuse et de la logique de l'assurance furent adoptés dès 1881 dans l'Allemagne de Bismarck, et dès 1911 en Angleterre. Assez rapidement, ces deux logiques se sont retrouvées en concurrence.

La plus ancienne est celle de l'assurance mise en place par Bismarck. Dans ce système, sont assistés seulement ceux qui se sont couverts et le paiement de la prime d'assurance par les travailleurs est obligatoire ; cette prime est assise sur les salaires et les droits sont proportionnels aux cotisations.

Plus tardivement, en 1911, en Angleterre, émerge la logique de l'assistance. D'inspiration keynésienne, ce modèle social promu par Lord Beveridge entend couvrir ceux qui en ont besoin. Il s'agit d'un système universel et général financé par l'impôt, pour ne pas peser sur le pouvoir d'achat des plus modestes. Les prestations comme les cotisations sont peu élevées. Les assurances maladie et accident du travail, qui ont vu le jour en 1946, procurent un minimum vital et non pas un revenu de remplacement comme dans le cas allemand. Il s'agit d'un État-providence minimal. Le modèle de Beveridge se fonde sur les « trois U » comme universalité (tout le monde), uniformité (mêmes prestations) et unicité (monopole de gestion étatique).

En 1976, James Callaghan, le Premier ministre du gouvernement travailliste britannique en faillite, doit demander trois prêts d'urgence au Fonds monétaire international. Cependant, même à cette sombre époque, les dépenses sociales restaient limitées à 22 % du PIB ; Margaret Thatcher ne sabra pas dans ce poste de dépenses dont le poids dans les dépenses publiques augmenta sous son administration, passant de 42 % à 50 % du budget du Royaume-Uni.

La Sécurité sociale française n'a pas voulu choisir. Elle fonctionne comme une assurance car les prestations sont proportionnelles aux cotisations. La maladie a un coût identique, qu'elle frappe Pierre ou Paul, mais la perte financière due à l'arrêt de travail consécutif à cette maladie dépend des salaires respectifs de Pierre ou Paul. Elle fonctionne aussi comme une assistance, car elle concerne aussi tout le monde y compris les ayants droit de l'assuré (universalité). De plus, l'assurance maladie se veut monopole d'État. À ceci s'ajoute une couche idéologique de redistribution avec des allègements sur les bas salaires. Il en résulte que nous avons le système le plus dispendieux au monde. Tellement dispendieux que nous ne pouvons plus nous le payer depuis 1990.

Pour couronner le tout, signalons une exception dans l'exception. Depuis la signature du traité de Maastricht en 1992 – traité international ratifié en interne par voie de référendum – nous ne respectons pas nos engagements. Ce traité prévoyait une

ouverture à la libre concurrence de tous les secteurs non régaliens et parmi ceux-ci l'assurance. Or l'assurance maladie est, comme son nom l'indique, couverte par cette branche. La directive⁸⁵ stipule : « Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures permettant l'accès de chacun d'entre nous à l'ensemble des activités d'assurances dans toute la communauté, ceci afin de couvrir n'importe quel risque. [...]. À cet effet, il est nécessaire de supprimer tout monopole dont jouissent certains organismes dans certains États membres pour la couverture de certains risques (dont l'assurance maladie, l'assurance retraite, l'assurance chômage...). » Les États membres devaient transposer ces directives dans leur droit national au plus tard le 31 décembre 1993 et faire disparaître tout monopole au 1^{er} juillet 1994. Malgré de multiples rappels à l'ordre par l'Union européenne, vingt ans plus tard, la France fait toujours la sourde oreille. L'Union européenne ne demande nullement la privatisation de la Sécu, mais simplement sa mise en concurrence, ce qui, compte tenu des déficits cumulés, se justifie. Comment un système pourrait-il être excellent et cependant craindre la concurrence ? Ne perdez pas votre temps à tenter de résoudre ce paradoxe. Là encore, la France est victime de son idéologie contreproductive.

Le refus obstiné des gouvernements successifs d'ouvrir l'assurance maladie à la concurrence masque en outre un problème bien plus grave : la corruption. Toucher à la « Sécu », c'est s'attaquer à une importante

85 92/49/CEE du 11 août 1992.

pompe financière syndicale et c'est donc tabou. Les syndicats administrent les organismes dits paritaires et en tirent plus de 110 M€ de recettes, à comparer à leurs 190 M€ de cotisations. La principale mission de ces syndicats non représentatifs⁸⁶ est la prolongation des « acquis sociaux » – c'est-à-dire des privilèges ruineux et iniques accordés à certains et payés par les autres, les vaches à lait.

En réalité, l'assurance maladie n'est pas un système généreux. Chaque assuré paie pour l'ensemble des soins en acquittant les charges dites sociales. De la même façon que chaque conducteur paie pour les accidents de l'ensemble des conducteurs. La partie véritablement « solidarité » du système – la CMU ou couverture maladie universelle – est financée par l'impôt et notamment les taxes sur l'alcool, le tabac, les boissons sucrées.

Les citoyens des autres pays ne désirent pas amonceler des dizaines de milliards de déficits tous les ans pour engraisser une poignée de privilégiés. Dans ces pays (dont les rues ne sont pas jonchées d'agonisants), les charges dites sociales et le chômage sont en général moins élevés. Certains peuples font en toute liberté d'autres choix que les nôtres.

Mais ce n'est pas tout. En plus de piétiner les traités internationaux, la France dans l'illégalité use de

86 8 % des salariés en France, contre 9 % pour le Royaume-Uni ou l'Allemagne, 65 % pour la Belgique et 83 % pour la Suède, selon le rapport IGAS de 2004.

coercition envers ses citoyens. En effet, les demandes de désaffiliations des indépendants et professions libérales affluent. Des assurances maladie européennes proposent une couverture similaire à celle de la Sécu pour une cotisation de 2 000 € par an. Pour quelqu'un payé au salaire minimum (salaire brut de 1 444 €), ceci représenterait une économie annuelle de 1 708 € par rapport à l'assurance maladie monopolistique française ; pour quelqu'un qui gagne 5 000 € brut par mois, cette économie s'élèverait à 10 840 € annuels. Les premiers arrêts de jurisprudence donnent raison aux légalistes. Pour tenter d'endiguer l'hémorragie d'assurés captifs, notre gentil État-providence s'est donc forgé une loi sur mesure : l'Assemblée nationale a adopté le 23 octobre 2014 un amendement selon lequel « toute personne qui, par quelque moyen que ce soit, inciterait les assujettis à refuser de se conformer aux prescriptions de la législation de Sécurité sociale, notamment de s'affilier à un organisme de sécurité sociale, ou de payer les cotisations et contributions dues, sera passible d'un emprisonnement de deux ans et/ou d'une amende de 30 000 € ». Dans le pays des droits de l'homme, l'État fabrique des lois non pour protéger ses citoyens mais pour se protéger lui-même. Les amateurs de démocratie apprécieront ce nouveau mur de Berlin version française.

La bonne exception victime des mauvaises exceptions

Lorsque vous quittez notre douce France et que vous parlez à des autochtones, vous constatez que la

seule chose que les étrangers nous envient vraiment est notre système médical et que le *French doctor* jouit d'une aura comparable à celles de nos grands vins, de nos parfums, de la tour Eiffel, de Versailles et des steaks-frites. Ironie du sort, ce système qui combine ingénieusement concurrence du public (l'hôpital et le centre universitaire hospitalier) et du privé (clinique et médecins libéraux) s'appuie sur la formation en alternance tant méprisée par l'Éducation nationale ; dès leur deuxième année d'études jusqu'à la fin de leur internat dix ans plus tard, les étudiants pratiquent en hôpital. Hélas, cet astucieux système est lui-même menacé par les dérapages de l'assurance maladie.

Tout a un prix et, avant de dépenser, il est indispensable de savoir si on peut s'offrir ce que l'on convoite. Ceux qui se souviennent de leurs cours de philosophie se rappellent peut-être le principe de Kant : « Agis toujours de telle sorte que la maxime de ton action puisse être érigée en loi universelle. » Pourquoi des électeurs ne seraient-ils pas à même de juger s'ils ont les moyens de s'offrir leur générosité ?

Nous pénétrons ici au cœur d'un des mécanismes importants de la fabrique de pauvres : politiciens et bureaucrates se gardent bien de donner le vrai coût de la générosité collective ou solidarité. Les premiers car ils doivent toujours promettre plus pour posséder un avantage électoral. Les seconds car ils se nourrissent du système : plus il y a à redistribuer, plus la machine étatique aura besoin de gestionnaires

et d'administrateurs. Les prestations sociales représentent 33 % de l'activité économique et les prélèvements obligatoires 45 %. À ce stade, lecteur sagace et attentif, vous me dites : « Comment ! La pompe à redistribution aspire 45 % et ne recrache que 33 % ? Mais son rendement est très mauvais ! Où passent donc ces pertes qui représentent plus d'un tiers de la collecte ? » Une partie passe dans les rouages administratifs qui ne brillent pas par leur efficacité ; les employés des organismes de sécurité sociale détiennent le record de l'absentéisme⁸⁷ ; une autre partie est perdue dans le maquis législatif et réglementaire.

La retraite par répartition organise le racket d'une génération par une autre

La plupart des Français sont persuadés de cotiser pour leur retraite future et tombent des nues lorsqu'on leur dit que ce qu'ils payent va à leurs aînés. C'est dire si le marketing politique (désinformation) sur le sujet est bien fait. Dans ce système de répartition, le cotisant n'acquiert aucun capital, aucun droit ; sa propre retraite sera en principe un pourcentage de son salaire d'actif calculé selon des règles inconnues ; les cotisations seront partagées entre les retraités selon des règles obscures.

87 Selon le document de la Cour des comptes de 2010. Le taux d'absentéisme des fonctionnaires est le double de celui du privé selon les derniers chiffres de l'iFRAP. Selon *Le Figaro Magazine* du 5 décembre 2014, le taux d'absentéisme du secteur privé est de 4,26 %. Celui du secteur public est de 8,70 % et la durée moyenne d'absence pour arrêt maladie était de 40 jours. Les absences coûtent au contribuable 1 772 € par agent.

Un système de retraite par répartition est en général l'apanage de pays qui ont rencontré des crises économiques très graves ayant détruit l'épargne, comme aux États-Unis après la Grande Dépression (1935) ou en Allemagne après l'hyperinflation (1924). En France c'est le régime de Vichy qui l'a institutionnalisé en 1945. Un tel système est coercitif puisqu'il repose sur l'obligation de cotiser et est contraire au principe de bonne gestion puisqu'il faut toujours au minimum autant de rentrants pour payer pour les sortants. La spoliation était en germe dès la conception. « Ce dépouillement des générations futures [...] tend à préparer pour les enfants en bas âge une politique de privations. Mais ceux-ci, devenus adultes, rejeteront le fardeau. Tout le monde le sait déjà, et c'est pourquoi la défiance règne [...] », déclarait déjà Alfred Fabre-Luce⁸⁸, lors des discussions parlementaires préparatoires.

Preuve de l'absurdité de ce système à bout de souffle, près d'un tiers des retraités viennent désormais en aide financièrement à leurs proches et près des deux tiers font des donations à leurs enfants⁸⁹. Ces seniors soutiennent les jeunes de plus en plus souvent confrontés au chômage. Or les charges sociales – qui renchérissent le coût du travail – sont pointées comme une des causes du chômage, et dans ces charges sociales une part substantielle est due aux cotisations de retraite qui sont reversées aux aînés. Quelques voix

88 *Le Secret de la République* (1938).

89 Sondage Odoxa réalisé pour le compte du *Parisien-Aujourd'hui en France* et la Caisse d'épargne en décembre 2014.

ont le courage de s'élever pour dénoncer l'iniquité du système. « Nous faisons financer les points que nous décidons de nous attribuer par la génération suivante qui, elle, n'aura pas l'aide d'une bonne démographie, et nous osons appeler cela la solidarité intergénérationnelle ! Le nom de solidarité cache des montages immoraux. Aller à la banque, se servir en créant un découvert sur le compte du voisin sous prétexte qu'il est plus jeune, n'est pas ma conception de la solidarité entre les générations », estime un président de caisse de retraite⁹⁰. Mais faire machine arrière condamnerait une génération à la double peine : cotiser pour les retraités et pour leur propre retraite. Il n'existe qu'un précédent historique d'un pays ayant réussi ce tour de force : le Chili entre 1978 et 1980.

L'hypertrophie de l'industrie financière et la faiblesse des investissements des entreprises et de la croissance trouvent en partie leurs racines dans la retraite par répartition. La plupart des pays qui nous entourent partent du principe que la croissance doit s'appuyer sur l'épargne. Or, les systèmes par capitalisation sont créateurs d'épargne. En France, l'État capte la création de richesse à la source (taxation du travail) à des fins de redistribution (versement des retraites) de façon autoritaire et monopolistique. La perte dans la pompe à redistribution est gigantesque et la gestion lamentable puisque l'augmentation de la durée de vie n'a pas été prise en compte dans les calculs.

90 Le docteur Gérard Maudrux, président de la Caisse autonome de retraite des médecins de France, juin 2007.

L'exception culturelle

Lorsque vous allez à un spectacle, une partie du prix de votre billet financera la création française. En 1959, naît le ministère de la Culture et l'État va s'ingérer dans le cinéma, le théâtre et la télévision. Cette exception culturelle nous coûte 11 Mds€⁹¹ par an. Quotas et protectionnisme concernant la diffusion d'œuvres étrangères, subventions aux productions françaises : encore une exception française qui laisse sceptique à l'étranger. « La chose la plus importante que j'ai apprise est que les cultures n'ont pas besoin d'être protégées par les bureaucrates et les forces de police, ou placées derrière des barreaux, ou isolées du reste du monde par des barrières douanières pour survivre et rester vigoureuses. Elles doivent vivre à l'air libre, être exposées aux comparaisons constantes avec d'autres cultures qui les renouvellent et les enrichissent, leur permettant de se développer et de s'adapter au flot constant de la vie. La menace qui pèse sur Flaubert et Debussy ne vient pas des dinosaures de *Jurassic Park* mais de la bande de petits démagogues et chauvinistes qui parlent de la culture française comme s'il s'agissait d'une momie qui ne peut être retirée de sa chambre parce que l'exposition à l'air frais la ferait se désintégrer », juge Mario Vargas Llosa⁹². « L'exception culturelle est le refuge des cultures en déclin. Je ne crois pas en l'exception culturelle européenne et je ne redoute pas la

91 Question écrite n° 3362 du député Jacques Bompard en juillet 2013.

92 Prix Nobel de littérature 2010.

mondialisation », estime, serein, José María Aznar, ex-président du gouvernement espagnol.

Mais, me direz-vous, c'est une exception gentille, il y a bien pire, quel rapport avec la fabrique de pauvres ? Le lien, ce sont les 106 000 intermittents du spectacle, une population précaire dépendante de ces subsides. Pour bénéficier des indemnités de chômage, un intermittent doit avoir travaillé 507 heures ou avoir obtenu 43 cachets au cours des 319 derniers jours pour les artistes, ou des 304 derniers jours pour les ouvriers ou les techniciens⁹³. C'est beaucoup moins que pour un salarié normal⁹⁴. La Cour des comptes estime le niveau de fraude à « au moins 15 % des intermittents » et évalue que « sur les dix dernières années, le déficit cumulé du régime des intermittents s'est établi à un montant proche de l'endettement total du régime d'assurance chômage (9,1 Mds€ à la fin de 2010) »⁹⁵. En 2011, les intermittents ont cotisé 239 M€ tandis que ceux inscrits à Pôle emploi percevaient 1,2 Md€ d'indemnités. Les intermittents du spectacle représentent un tiers du déficit de l'Unedic. L'exception culturelle française est un cas d'école de Malthus qui estimait que les subventions « créent les pauvres qu'elles assistent ». Les prestations sociales ne constituent plus dans certains cas une aide utile pour passer un mauvais cap, surmonter un accident de la

93 Les artisans (menuisiers, électriciens...) gravitant autour des intermittents ont les mêmes droits.

94 122 jours d'affiliation ou 610 heures de travail au cours des derniers 28 mois pour les moins de 50 ans ou 36 mois pour les 50 ans et plus.

95 Rapport de la Cour des comptes de février 2012.

vie, mais visent à façonner un mode de vie en dépendance continue.

Quand le travail n'en vaut presque plus la peine...

« Pourquoi travailler si à chaque fois que vous travaillez vous recevez une facture et à chaque fois que vous arrêtez de travailler vous recevez une allocation ? » avait déjà dénoncé l'économiste Laffer en 1980. Dans certains cas, il est en France presque aussi avantageux de cumuler différentes allocations que de se lever tous les matins pour aller toucher un salaire minimum.

Récemment, le gouvernement Hollande a décidé de baisser le plafonnement du quotient familial, de supprimer la première tranche d'imposition et de soumettre les allocations familiales à des conditions de ressources. Résultat, dans de nombreux cas, les gens cotisent plus qu'ils ne perçoivent. Ainsi, un couple qui gagne deux salaires de 1 500 € cotisera 160 € par mois et recevra 129 € par mois d'allocations au titre de ses deux enfants. Plus d'impôts que d'aides.

Supposez maintenant deux couples ayant trois enfants. Dans le premier, les parents perçoivent chacun le RSA ; dans le second, le cumul des deux salaires est de 2 648 €. Le premier bénéficie d'un cortège d'aides majorées liées au RSA (aide au logement, prime de Noël, allocation rentrée scolaire, réduction pour la cantine des enfants). Le premier couple arrivera à

un revenu disponible hors dépenses contraintes⁹⁶ de 1 405 € et le second de 1 911 €. La différence est donc de 16,40 € par jour pour un couple au travail.

Les 35 heures : parce que l'idéologie fait office de mode de gestion

Les 35 heures sont une absurdité économique. La France est à la traîne de l'Europe en ce qui concerne le temps de travail avec 1 661 heures de durée effective de travail pour les salariés à temps complet. Seul pays européen derrière nous : la Finlande. Les Allemands travaillent 1 847 heures et les Anglais 1 900 heures. Si les autres pays n'ont pas adopté les 35 heures, ce n'est pas par amour démesuré du travail mais tout simplement parce que c'était idiot. Quiconque a vécu la mise en place des 35 heures a constaté que cela avait conduit à une augmentation de la productivité – et d'ailleurs, la productivité horaire des Français est l'une des plus fortes au monde –, et surtout du stress et du *burnout*. La compensation par les merveilleux RTT ne touche que ceux qui travaillent dans des grandes entreprises. Le taux d'accidents au travail a lui augmenté⁹⁷ et la presse s'est largement fait l'écho de la pression psychologique qu'ont exercée Renault ou France Télécom sur leurs salariés. En contrepartie, les non-salariés et les indépendants français font partie des Européens qui travaillent le plus (2 372 heures et au quatrième rang).

96 Logement, assurance santé, impôts, Internet et téléphonie, électricité, transports en commun.

97 Enquête « RTT et modes de vie » du ministère du Travail datant de 2001.

Le statut à vie des fonctionnaires

Encore une exception française, le fonctionnaire à vie, un statut qui date de 1946 et de Maurice Thorez. Recruter aujourd'hui un fonctionnaire coûte 3 M€ : en moyenne, il va percevoir 50 000 € par an, travailler quarante-deux ans et sera retraité durant vingt et un ans. Sa veuve a droit à une pension de réversion durant dix ans⁹⁸. En 2007, l'État décide d'adopter un logiciel unique pour la paie de 2,5 millions de fonctionnaires. 290 M€ et sept ans plus tard, le projet de l'ONP (Opérateur national de paie) est abandonné. 12 000 fonctionnaires continueront à émettre les bulletins de paie de leurs collègues à la cadence de 200 par préposé. Il existe 1 850 régimes différents, chaque ministère ayant en outre son propre régime de primes⁹⁹.

La France compte 5,3 millions de personnes dans les trois fonctions publiques et seulement 17 % de contractuels (non-fonctionnaires, en CDD renouvelables). Ils représentent plus du quart de la population active ayant un emploi¹⁰⁰. Qu'est-ce qui justifie un emploi à vie au ministère de la Culture, de l'Environnement, des Transports, de la Santé ?... Ce sont autant de gens maintenus dans la dépendance à la manne étatique.

Le racket des impôts

Traumatisme suite à un braquage ? Un tiers des

98 *Le Figaro*, 29 septembre 2014.

99 Fondation iFRAP, bulletin n°144.

100 Contre 13 % en moyenne pour les pays du G7.

Français voient dans les impôts une extorsion de fonds¹⁰¹. Une écrasante majorité estime que l'argent est gaspillé et plus d'une personne sur deux pense que les impôts financent le train de vie des élus. À la fin de l'année 2014, les Français semblent souffrir d'un « haut-le-cœur fiscal » pour reprendre l'expression du Premier ministre Manuel Valls. La France est vice-championne du monde des impôts, juste derrière le Danemark. Trop c'est trop et, dans le même temps, 6 Mds€ de recettes attendues d'impôt sur le revenu ne sont pas arrivées dans les caisses du Trésor en 2014.

Depuis trop longtemps, l'impôt n'est plus vu comme le moyen de financer les grandes missions de l'État. L'impôt est désormais un instrument idéologique essentiel à la fabrique de pauvres. Il permet de susciter l'envie, la jalousie, de dresser les gens les uns contre les autres : entreprises contre individus, riches contre moins riches, profiteurs de niche fiscale contre contribuables de droit commun, salariés du privé contre salariés du public, professions libérales et artisans contre salariés, etc. Les Français n'ont pas tort en qualifiant l'impôt d'extorsion de fonds : il est devenu immoral. Dans beaucoup de cas, l'impôt est censé corriger une anomalie qui a été créée par une intervention de l'État. Nous sommes bien dans le cas du racket où, après avoir mis le feu à un établissement, des voyous demandent à son propriétaire de s'assurer auprès d'eux pour que ce triste accident ne se renouvelle pas. Hélas, les incendies se succèdent au rythme

101 Sondage OpinionWay, décembre 2014.

des démagogies électorales et les primes montent.

Fiscalement, tout est possible – rétroactivité, méthodes arbitraires et inquisitoires – car il est admis que l'impôt ne pénalise que les riches et ne peut que profiter aux pauvres. La justice fiscale est au service de la justice sociale qui vise à corriger les inégalités. Le mot « justice » n'apparaît plus qu'affublé des adjectifs « social » et « fiscal. » Nous sombrons dans l'arbitraire, car la notion même d'inégalité est floue.

La fiscalité vue comme un moyen de financement des fonctions régaliennes de l'État peut être justifiable et la coercition nécessaire pour lever l'impôt peut être éventuellement admise dans la mesure où il s'agit de financer des services publics qui ne pourraient pas l'être de façon rentable par le secteur privé. Mais tout autre système fiscal qui n'est pas mis au service de l'intérêt général est en réalité injuste. C'est d'ailleurs ce que nous observons en France puisque le gros de l'argent ne circule pas des riches vers les pauvres, mais plutôt du secteur privé vers le secteur public. La plupart des impôts qui frappent ceux qui sont désignés comme « riches » les appauvrissent sans que les « sans-dents » en bénéficient. Les impôts sur l'épargne ou le capital ou les gains des entreprises détruisent les investissements et le mécanisme d'enrichissement de la collectivité.

L'ISF est une merveilleuse exception fiscale française. Notre pays est le seul parmi 200 à le pratiquer. Mis en place par un gouvernement

socio-communiste en 1982 sous le nom d'IGF alors que l'inflation dépassait 11 %, les barèmes initiaux pouvaient sembler supportables, ils ne le sont plus. Quant aux recettes (4,4 Mds€ en 2013), elles ne représentent que le quart du manque à gagner fiscal sur les recettes de TVA et d'impôt sur le revenu des expatriés dégoûtés par la fiscalité. Grande victoire de la fabrique de pauvres, un tiers des milliardaires français ont déjà quitté le territoire national¹⁰². Pire encore, un peu plus de la moitié ont créé leur entreprise à l'étranger car l'ISF est dissuasif pour les entrepreneurs. Évidemment, les pourfendeurs d'inégalité sont satisfaits. Et justice est rendue !

En parlant de « justice sociale » ou de correction des inégalités, on postule que celui qui s'enrichit le fait sur le dos des autres, au détriment des pauvres, et qu'il doit s'acquitter d'une dette. Cela signifie que l'État serait incapable de préserver les droits de chacun, ce qui est sa plus importante fonction régalienne.

Hors fonctions régaliennes bénéficiant à tous, on pourrait justifier l'impôt pour fournir gratuitement à certains des soins, des indemnités de chômage, des aides pour l'éducation ou le logement dans la mesure où celui qui paie peut recevoir une contrepartie. Le contribuable peut avoir lui-même recours à ces prestations en cas de revers de fortune, ou bien le fait d'aider les plus démunis assure une harmonie sociale profitable à tous. Certains parlent de paix sociale. En

102 *Contrepoints*, 15 septembre 2014.

revanche, devoir s'acquitter d'impôts pour payer les privilèges de certains (retraites des élus, des employés de tel ou tel établissement public, les journées de grèves de la RATP, de la SNCF ou d'Air France) relève de l'injustice et conduit à un appauvrissement général. « L'impôt sans contrepartie tend à ramener l'humanité différenciée et humaniste au stade de troupeau indistinct. Par la pratique délibérée du vol, il la prive des richesses et des développements humains futurs que la liberté seule pourrait créer – même si ces biens sont encore invisibles au moment où la spoliation s'effectue », dénonce le philosophe Philippe Nemo¹⁰³. Nous avons un des systèmes fiscaux les plus absurdes au monde et l'administration fiscale est à la hauteur de ce monument.

L'incompétence des hommes politiques

Les hommes politiques français sont spécialement incompétents. Ils n'ont rien vu venir des grands chocs du xx^e siècle et du xxi^e siècle. Ils sont dans leur grande majorité vieux, mal formés, monolingues, ne connaissent pas le monde de l'entreprise concurrentielle (au mieux les PPP ou partenariat public privé, autrement dit le copinage, ou la finance). Depuis dix ans, sur 126 ministres, 49 % n'ont aucune expérience du privé (55 % dans le cas des ministres de gauche) et dans l'ensemble nos politiciens professionnels n'ont passé que 17 % de leur temps de carrière dans

103 *Entreprise Éthique*, n° 15, octobre 2001.

le secteur privé¹⁰⁴. Ils ne voyagent pas : François Hollande a découvert la Chine en avril 2013, Manuel Valls, en janvier 2015. Comment peut-on imaginer qu'un dirigeant politique à ce niveau, confronté à la mondialisation des échanges, n'ait jamais eu la curiosité d'aller voir réellement ce qui se passe dans l'usine du monde ? Que dire de notre flamboyant ex-ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui décide d'entamer des études de management à l'INSEAD (prestigieuse *business school* européenne qui forme des étudiants de niveau bac + 4 ou bac + 5 ayant déjà une expérience professionnelle) et qui laisse entendre qu'il aurait réclamé une bourse afin d'en assumer la scolarité (environ 34 500 € HT) ? Lui dont le salaire de ministre entièrement défrayé était de 9 940 € mensuels... Incompétent, désinvolte ou cynique ? On aurait préféré qu'il aille s'instruire *avant* de prétendre réformer le tissu industriel français et nous couvrir de honte face à des industriels étrangers.

Le seul qui ait gagné de l'argent semble être Jérôme Cahuzac, qui a malheureusement préféré l'abriter en Suisse ou dans les îles anglo-normandes plutôt que de le voir taxé ! On aurait aimé un courageux *coming out*, disant « je suis socialiste par choix idéologique mais j'échappe à l'impôt par nécessité pour éviter une fiscalité par trop spoliatrice et parce que j'ai envie de laisser quelque chose à mes enfants et mes proches ». Au moins, le débat aurait été ouvert sur les bienfaits de l'achat de bonne conscience solidaire avec l'argent des autres.

104 *Paris-Match*, « Les ministres connaissent-ils le secteur privé ? », juin 2014.

La réception du prix Nobel¹⁰⁵ d'économie 2014, le Français Jean Tirole, par la Commission des affaires économiques du Sénat en novembre, est emblématique de la crasse intellectuelle de notre classe politique. On aurait pu penser que, dans une France profondément en crise, d'autres membres du Sénat que les 39 membres de la Commission se seraient déplacés. Pas du tout. Jean Tirole a parlé des modèles sociaux de nos voisins devant une petite douzaine de sénateurs¹⁰⁶ ! L'économiste a évoqué la Suède, l'Allemagne, l'Australie et le Canada qui ont en commun « d'avoir sauvé leur modèle social en faisant des réformes au moment justement où ils affrontaient les plus grandes difficultés économiques » et souligné que « toutes ces réformes ont été menées par des gouvernements socialistes et quand la droite est arrivée ensuite au pouvoir, avec l'alternance, elle les a maintenues ». Pas intéressant pour nos sénateurs. Gêné, le président du Sénat, Gérard Larcher, a décommandé quelques rendez-vous pour pouvoir recevoir le lauréat du Nobel à l'issue de son audition.

Le plus grave reproche qu'on puisse faire à nos hommes politiques, aveuglés par le court terme et leurs petites ambitions de prochain mandat, est de ne pas avoir réalisé le choc démographique qui s'annonçait : une société dont l'espérance de vie après 60 ans progresse vertigineusement et dont la natalité stagne.

105 Très précisément : « prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », puisque l'économie n'était pas un domaine initialement primé par Nobel.

106 Nous payons 348 sénateurs.

Une société de vieux avec un « modèle social » construit au temps du plein-emploi, d'une natalité dynamique (le *baby-boom*) et d'une croissance hors norme pouvait-elle résister ? Non.

Un aveuglement stupide flatté par des économistes serviles

Ah qu'elle était belle l'époque de construction de notre beau « modèle social » ! Il suffit de lire les titres des ouvrages du grand économiste d'État de l'époque, Jean Fourastié : *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible* ; *Le Grand Espoir du XX^e siècle* ; *Progrès technique, progrès économique, progrès social* ; *Machinisme et Bien-Être* ; *Les 40 000 heures* (trente heures hebdomadaires de travail, quatorze semaines de congés et trente-cinq ans d'activité). La croissance atteignait en moyenne 5,3 % par an (et 4,2 % par habitant), le chômage était inférieur à 2 % en 1967 et l'énarque Jacques Chirac, alors jeune secrétaire d'État, créait l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). L'assurance chômage ne coûtait pas cher, l'assurance vieillesse non plus vu que l'âge de la retraite était de 65 ans et que l'espérance de vie était de 67,2 ans pour les hommes et 74,3 ans pour les femmes. Aujourd'hui, l'espérance de vie est de 79,2 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes. Ces dix dernières années, elle a progressé de 2,5 ans¹⁰⁷.

Même le grand chantre de l'économie planifiée,

107 Insee, bilan démographique 2014.

Jean Fourastié, avait cependant prévenu qu'un tel rythme de croissance n'était pas tenable. Et en utilisant la règle d'Einstein¹⁰⁸ des intérêts composés on déduit que 7 % de croissance par an conduisent à doubler la taille de l'économie en dix ans et à presque la multiplier par 868 en un siècle. Effectivement, cette belle accélération s'est enrayée à la fin des années 1970.

Gouverner aurait nécessité de prévoir, de prendre des dispositions, d'expliquer. Le modèle social français aurait dû être adapté d'abord au gain foudroyant d'espérance de vie (les antibiotiques sont produits en masse à la fin des années 1950) qui rendait hasardeux le principe même de retraite par répartition ; puis aux chocs pétroliers (1971 à 1978) qui tassaient la croissance ; enfin à la mondialisation des échanges qui mettait en concurrence le travail de la main-d'œuvre des pays émergents qui ne bénéficient pas de notre merveilleux modèle social.

Nos hommes politiques ne demandent pas à gouverner, ils se contentent d'occuper le pouvoir et leurs électeurs s'en satisfont. « Pas de couilles, pas d'embrouille », comme on dit dans l'armée. Aujourd'hui nous sommes au pied du mur et la pilule amère des réformes devrait être avalée dans un contexte d'appauvrissement. C'est politiquement suicidaire. Keynes prévoyait l'euthanasie financière du rentier. Le

108 La règle d'Einstein est une approximation qui permet de calculer rapidement à partir d'un pourcentage d'accroissement en combien d'années une quantité double. Il suffit de diviser 70 par le chiffre en pourcentage. Dans notre cas : $70 \text{ ans} / 7 \% = 10 \text{ ans}$.

rentier d'aujourd'hui est le retraité qui – se méfiant de l'État-providence – a décidé de se constituer un pécule. S'il ne se méfie pas de la fabrique de pauvres, il sera euthanasié par la confiscation de son épargne. Certes, il n'y a toujours pas d'inflation – le classique poison de l'euthanasie financière – mais il y a d'autres moyens, comme nous le verrons.

Comme les systèmes absurdes et iniques ne peuvent survivre que par l'exaction, en plus de l'euthanasie des rentiers prévue par Keynes, le crime contre la postérité, contre les jeunes, s'organise. Il consistera à forcer les jeunes actifs à payer les intérêts de la dette publique ou les rentes et les soins de leurs aînés en vertu du sacro-saint principe de solidarité. Le racket est aisé puisque, avec le vieillissement de la population, les jeunes sont minoritaires. Or, nous vivons en France dans un système démocratique dans lequel la majorité force la minorité. La démocratie a été dévoyée car l'État fabrique les lois protégeant l'État et ne souhaite pas protéger les citoyens minoritaires ou en état de faiblesse. Il préfère en faire des dépendants.

Le replâtrage du modèle social français par un retour de la croissance serait-il possible et nous redonnerait-il une marge de manœuvre ? C'est ce que je vous propose d'examiner.

6

La fin de la croissance : l'ultime laminage

*L'humanité n'est pas sortie de l'âge de pierre
parce qu'il n'y avait plus de pierres.*

Ahmed Zaki Yamani

La productivité est la mesure du progrès technique.

Jean Fourastié

Qu'est-ce qui trouble en ce moment le sommeil de certains membres les plus vigilants de notre élite ? Un indice : ce n'est pas une quelconque phobie administrative, ni des indécatesses fiscales, ni des dossiers judiciaires, ni des accusations de manipulation de marchés, ni Mario Draghi, grand guichetier de la Banque centrale européenne qui rechignerait à racheter des créances pourries. Non, ce qui les préoccupe ce serait la fin de la croissance. Cette « nouvelle normalité » ou « stagnation séculaire » empêcherait nos élus de tous bords d'acheter sereinement leurs

réélections à coup de largesses budgétaires et nos financiers d'éponger leurs mauvaises prises de risque...

Fin 2014, les faits démentent une nouvelle fois le président Hollande et la croissance tant attendue devient l'Arlésienne de Bizet : on risque d'en entendre parler tout un quinquennat sans en voir le lambeau d'un jupon. Les titres de journaux pourtant traditionnellement plutôt favorables aux étatistes dépensiers de l'argent des autres et aux prévisionnistes de lendemains qui chantent s'enchaînent, menaçants : « Le manque d'innovation menace la croissance », *Le Monde*, en septembre 2014 ; « La croissance peut-elle revenir ? », *Alternatives économiques*, en septembre 2014.

Le débat sur la stagnation séculaire¹⁰⁹ qui fait rage aux États-Unis débarque enfin sur les côtes françaises où nos grands planificateurs sont des croyants de la théorie des cycles économiques, confortable vision selon laquelle après la pluie survient le beau temps et inversement, chaque cycle durant une dizaine d'années. Pour les tenants de la stagnation séculaire, si la croissance moyenne du siècle précédent fut de 2 % par an avec deux guerres mondiales, celle du siècle qui s'ouvre pourrait être plus faible encore.

Nous serions donc partis pour des décennies de croissance molle, voire nulle. Est-ce grave ? Oui pour les chômeurs qui aimeraient prendre ou reprendre

109 *Secular stagnation*, expression popularisée en novembre 2013 par Lawrence Summers, ancien secrétaire au Trésor américain, dans un discours au Fonds monétaire pour décrire l'économie américaine.

le chemin de la vie active, et oui pour ceux qui sont lourdement endettés ; or, nous le sommes tous à titre collectif : être français, c'est porter en 2014 plus de 2 000 Mds€ de dette nationale.

Alors que tous les économistes s'accordent pour dire que la situation économique d'aujourd'hui a profondément changé depuis 2007, des termes étranges ont occupé les lignes de vos journaux, tels que « croissance structurelle », « croissance potentielle ». S'il n'y avait pas eu la crise de 2008, la pente naturelle de croissance du PIB des États-Unis aurait dû conduire à un PIB 20 % supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. La reprise n'a pas comblé le décrochage de 2008 qualifié de Grande récession. Trois théories s'affrontent pour justifier ce décalage. Dans la première, la machine américaine va refaire son retard et retrouvera son rythme d'accélération d'avant. La deuxième prétend que le rythme de croissance potentielle sera retrouvé mais que le trou ne sera jamais comblé. La troisième pense que la croissance s'est évanouie à l'horizon, pour de bon. La littérature américaine a déjà consacré plus d'une demi-douzaine de livres sur ce sujet, dont celui de Tyler Cowen¹¹⁰, auteur du blog économique influent, *Marginal Revolution*. Mais encore faut-il savoir quelle croissance nous mesurons : celle de l'activité rentable ou celle de la dette et du crédit ?

110 Professeur à l'Université George Mason.

Ce qu'est la croissance et surtout ce qu'elle n'est pas

De nos jours, plus personne ne sait trop de quoi nous parlons en France ou même ailleurs lorsque nous évoquons la croissance. On peut cependant constater que l'activité rentable, celle qui donne du travail bien payé, diminue, car sinon la fabrique de pauvres n'en serait pas une, et le chômage de longue durée ne frapperait que quelques marginaux. Si l'activité rentable augmentait, il y aurait une véritable création de richesse dans les pays développés au lieu d'une précarisation. La « croissance » dont on nous rebat les oreilles en France repose en réalité sur une croissance de dépenses puisque c'est ce que recouvre ce fameux chiffre de PIB qui est conventionnellement la somme des dépenses des ménages, des investissements des entreprises, des dépenses de l'État et le solde de la balance commerciale (exportations diminuées des importations). Jusque-là tout va bien, car si on dépense ce qu'on a, on peut très bien convenir que ces débours sont le reflet de la richesse. Mais le bât blesse lorsque ces dépenses de consommation sont financées par un crédit revolving. « Les salaires et les crédits se sont mis à progresser bien plus vite que la productivité, ce qui a déprimé la compétitivité », résume l'économiste allemand Hans-Werner Sinn¹¹¹.

Si vous consommez à crédit, vous ne pouvez plus dire que vos dépenses sont le juste reflet de votre richesse. C'est vrai pour vous, c'est vrai pour l'État.

111 *Le Point*, 23 octobre 2014.

C'est bien le cas de la France qui, en 2014, affiche une croissance de 0,4 %¹¹² avec un déficit public de 4 % du PIB. Nous sommes donc en réalité en décroissance de 3,6 % (ou bien en croissance négative si vous préférez la langue de bois façon Christine Lagarde). Ce que l'on nomme aujourd'hui « croissance » en France n'est en fait que l'augmentation du crédit, de la dette décidée par l'État. Cette croissance-là nous étouffe car la dette n'est jamais remboursée (c'est le crédit revolving), le principal augmente et les intérêts deviennent de plus en plus lourds à supporter¹¹³.

Sur ce sujet de la croissance par la dépense publique, un demi-siècle de réflexion d'économie politique sépare la France de l'Allemagne. Dans ce pays, le parti socialiste a tranché lors de son congrès de Bad Godesberg en 1959 : « concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire », également traduit par « autant de marché que possible, autant d'État que nécessaire ». Pour l'Allemagne, le débat sur le bien-fondé de l'enrichissement collectif par la dépense publique et les bienfaits de la planification centrale par rapport à l'initiative de terrain a été tranché. Dès lors on comprend mieux l'obstination teutonne à refuser tout ce qui se rapproche d'une relance achetée à crédit, comme par exemple l'émission d'eurobonds, pour financer des grands travaux publics européens. Le directeur de la Banque centrale allemande, Jens Weidmann,

112 Prévision du FMI pour l'année 2014.

113 Environ 2 % de PIB alors que les taux sont à un niveau historiquement bas, ce qui nécessite 2% de croissance pour ne pas creuser encore la dette.

répétait fin 2014 : « La croissance et les emplois sont créés par les entreprises privées. C'est là que doivent se faire les investissements. Pour les promouvoir, la sphère publique doit créer le cadre nécessaire. Je crois que l'amélioration des structures administratives dans les pays en crise est plus importante que la demande de construction de nouvelles voies ou ponts. »¹¹⁴ Dit poliment : des réformes lutteront plus efficacement contre le chômage que de nouveaux ronds-points ou de nouvelles pistes cyclables.

Ne vous méprenez pas, il ne s'agit pas de la position d'un seul parti ou d'une fragile coalition dont bénéficierait la chancelière Angela Merkel mais bien d'un consensus national. Lors de la réunification, la découverte des fleurons industriels de l'ex-République démocratique allemande – considérée comme le champion économique du monde communiste – a conforté les Allemands dans leur choix. Volkswagen, Audi, Mercedes, Porsche et BMW valaient mieux que Trabant !

Cette position est aussi celle des pays situés dans la sphère d'influence de l'Allemagne. « La Banque centrale européenne et les politiciens essaient d'augmenter la croissance économique en augmentant l'endettement des populations et des entreprises alors même que les problèmes auxquels nous sommes confrontés proviennent d'un excès de dettes »¹¹⁵, analysait le professeur Krzysztof Rybinsky, économiste polonais,

114 Interview dans *Der Spiegel*.

115 *Le Blog à Lupus*, 14 octobre 2014, « Boulets rouges sur les Allemands ».

consultant auprès de la Banque mondiale, après l'adoption par la BCE de taux d'intérêt négatifs¹¹⁶.

Cette dictature de la gonflette du PIB dopé à la dette publique n'indique pas non plus si chacun de nous s'enrichit ou s'appauvrit. Imaginons que dans un pays que nous appellerons Nanoland, 100 personnes ont ensemble un PIB de 100 et une dette de 100 ; donc chaque Nanolandais a gagné 1 et porte une dette de 1. L'année suivante, le PIB de nos 100 Nanolandais est de 103 et la dette de 105 ; chaque Nanolandais a gagné 1,03 mais porte maintenant une dette de 1,05. Nanoland n'est pas un pays en croissance mais un pays qui s'appauvrit puisque la dette augmente tandis que les revenus baissent.

La croissance de la productivité, source de vraie richesse

Dans le secteur marchand, lorsque plus de gens travaillent et lorsqu'ils travaillent mieux, ils échangent de cette façon plus de produits et de services, donc la richesse augmente. La véritable croissance provient de l'augmentation de la productivité ou de l'augmentation de la population productive, ou des deux. Cela revient à travailler plus ou mieux car – sauf dans le monde magique de la finance moderne des banquiers rentiers sur le capital inexistant – personne ne gagne d'argent en dormant. L'enrichissement ne dépend

¹¹⁶ Mesure supposée forcer les banques commerciales à prêter, ce qui suppose qu'elles trouvent des emprunteurs solvables.

donc pas de la création de crédits adossés à du vent mais de l'augmentation de l'activité rentable, seule source de prospérité pour chacun.

En août 2012 puis en février 2014, le professeur Robert Gordon a publié deux papiers qui eurent un certain écho¹¹⁷ : il y soutenait que la croissance des 250 dernières années était une simple parenthèse dans la longue histoire de l'humanité. Le développement de la vapeur et dans son sillage de l'industrie textile et des premiers réseaux ferroviaires et télégraphiques a conduit à la formidable industrialisation des années 1750-1850. Puis le développement de l'électricité et de l'automatisation prit le relais. Depuis, notre productivité ne s'améliore plus de façon sensible. Le plus gros a été fait, nous n'apportons plus que des améliorations marginales. La main-d'œuvre est éduquée, la vie active plafonne en durée. Là où l'espérance de vie était de 44 ans avant la production industrielle de la pénicilline, elle dépasse maintenant largement l'âge légal de la retraite. Recevoir un courrier par train fut un gros progrès par rapport aux coursiers à cheval et aux relais-postes, mais recevoir un mail plutôt qu'un fax ne bouscule plus la donne.

Sans même plonger dans les détails des travaux de Robert Gordon, on comprend aisément que la révolution industrielle tient d'abord au remplacement de

117 « Is US Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds », *NBER Working paper* n° 18315 et « The Demise of US Economic Growth : Restatement, Rebuttal and Reflections », *NBER Working Paper* n° 19895.

la force humaine ou animale par de l'énergie fossile, charbon puis pétrole. Auparavant, la mécanisation se limitait essentiellement aux moulins à vent ou hydrauliques. Avec l'énergie fossile, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, produire ne nécessitait plus de gros muscles ou beaucoup de main-d'œuvre réduite en esclavage. Produire nécessitait surtout de l'argent pour investir dans des machines.

Peu avant l'économiste Robert Gordon, l'historien John Robert McNeill¹¹⁸ avait également développé l'idée que le formidable essor du XIX^e et du XX^e siècle reposait sur la disponibilité de l'énergie. Selon ses calculs, celle-ci a été multipliée par cinq au XIX^e siècle, soit environ la même progression que dans les 10 000 années précédentes, puis par douze au XX^e siècle. Le triomphe du neurone sur la masse musculaire, de l'ingénieur sur la brute, une magnifique épopée de deux siècles ! Pour fixer les idées, avant la révolution industrielle, la croissance mondiale par habitant en Europe avançait à un rythme inférieur à 0,1 % par an¹¹⁹. Cette infime avancée était périodiquement entravée par la bêtise (guerres et destructions) ou la malchance (famines dues à des accidents météorologiques et des épidémies). Avec l'avènement de l'énergie autre que musculaire, nous eûmes droit à de magnifiques périodes de croissance, certes toujours

118 Auteur de *Something New Under The Sun : An Environmental History of the Twentieth-Century World*, W.W. Norton & Company, 2001.

119 Chiffres extraits par *Le Point du Capital au XXI^e siècle* de Thomas Piketty, qui s'est lui-même appuyé sur les travaux d'Angus Maddison de l'Université de Groningen.

écornées par des guerres stupides puisque le progrès n'éradique pas la bêtise (si c'était le cas, depuis l'âge de pierre, cela se saurait). L'humanité connut toutefois plutôt moins de malchance que par le passé, la dernière grande épidémie à avoir décimé la population mondiale étant la grippe espagnole survenue à la fin de la Première Guerre mondiale et qui fit plus de victimes que cette dernière¹²⁰.

Nous vivons toujours sur cette lancée, mais désormais la productivité plafonne et cette merveilleuse dynamique initiée au milieu du XVIII^e siècle en Angleterre s'éteint doucement. Le concept d'utilité marginale reprend le dessus. Par exemple, la mécanisation de l'agriculture permet de cultiver plus efficacement une surface avec une seule personne là où il en fallait dix avant la Première Guerre mondiale. De la main-d'œuvre a ainsi été libérée pour l'industrie. Maintenant, si les moissonneuses-batteuses sont équipées de la climatisation ou sont programmées et commandées à distance, la productivité n'en sera que très faiblement augmentée ; par ailleurs, l'agriculture ne pèse plus un poids considérable dans les économies développées et l'industrie demande elle aussi de moins en moins de main-d'œuvre. Les fruits des branches basses ont été cueillis depuis longtemps, la croissance résiduelle mondiale repose désormais surtout sur l'industrialisation des pays émergents qui sont rentrés

120 La grippe espagnole a fait 30 millions de morts selon l'Institut Pasteur. Les pertes humaines de la Première Guerre mondiale sont inférieures à 9 millions (militaires et civils).

plus tard que nous dans cette organisation d'énergie disponible et abondante.

Ces idées ne sont donc pas tout à fait neuves, le fait qu'elles trouvent de l'écho en dehors d'un petit cercle académique l'est plus. L'électrochoc a commencé de l'autre côté de l'Atlantique où pourtant on chante les louanges de la reprise et de la croissance retrouvée.

Triste constat : les vieux sont moins performants et les vieux endettés le sont encore moins

« La croissance aux États-Unis et ailleurs a été facilitée durant ces trente dernières années par l'expansion du crédit et l'effet de levier. Une fois que les capitalistes auront reconnu qu'ils ne peuvent pas continuer à accumuler le crédit à ce même rythme, la croissance ralentira. La démographie contribue aussi à diminuer la croissance économique. La génération du *baby-boom* vieillit et prend sa retraite.

Ses représentants ont besoin de soins de santé, mais n'ont pas besoin d'une nouvelle maison ou d'une troisième voiture. Le vieillissement de la population pèse sur la croissance économique. Enfin, la technologie est une bénédiction mais elle détruit aussi des emplois, qui ne sont pas remplacés au même rythme. Apple est une très belle société, mais elle n'emploie pas autant de monde que General Motors autrefois.

Les États-Unis ont été leader mondial de la globalisation depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons profité de l'expansion mercantiliste parce que le dollar a été une monnaie de réserve mondiale, mais le vent tourne. Quand vous naviguez avec des vents contraires, vous n'avancez pas à la même vitesse. » (Bill Gross)¹²¹.

Probablement n'avez-vous jamais entendu parler de Bill Gross, l'un des hommes les plus importants de la planète-finance jusqu'à la fin de 2014. Il était encore en octobre 2014 le gérant du plus gros fonds obligataire mondial, Pimco, un fonds détenu par la compagnie d'assurance allemande Allianz. Pimco représente 2 000 Mds\$ d'argent sous gestion, le futur de centaines de milliers de retraités.

La France, avec sa retraite par répartition, est isolée. Les cotisations des jeunes, de moins en moins nombreux, payent les retraites des aînés de plus en plus nombreux et qui vivent de plus en plus vieux. Avec l'accroissement de la longévité et la baisse de la natalité, la charge des actifs devient insupportable. Un tel système est qualifié à l'étranger de pyramide de Ponzi, une cavalerie financière dans laquelle les nouveaux entrants payent les intérêts promis aux premiers investisseurs. Bien entendu, la supercherie est découverte lorsque l'aigrefin n'arrive plus à recruter suffisamment de naïfs.

La plupart des autres pays ont compris le danger. Pour affronter le vieillissement de la population, ils

121 Interview du journal *Barron's*, 4 octobre 2014.

ont mis en place des systèmes de retraite complémentaire par capitalisation. Chacun met de côté de l'argent, qui est placé par des fonds en principe indépendants de tout État ou gouvernement. Pimco est l'un de ces fonds. Des décisions de ses gérants dépendent les rentes d'innombrables retraités ou futurs retraités. Déjà, en mai 2013, Mohammed El-Erian, cogérant de Pimco, avait démissionné avec pertes et fracas. Il estimait que la politique menée par les banques centrales, à savoir la manipulation à la baisse des taux d'intérêt, ne lui permettait pas de garantir à l'avenir des retraites décentes aux cotisants et épargnants. En septembre 2014, c'est au tour de Bill Gross de démissionner. Ceci montre les limites du capitalisme dévoyé qui prétend tout contrôler par la création monétaire.

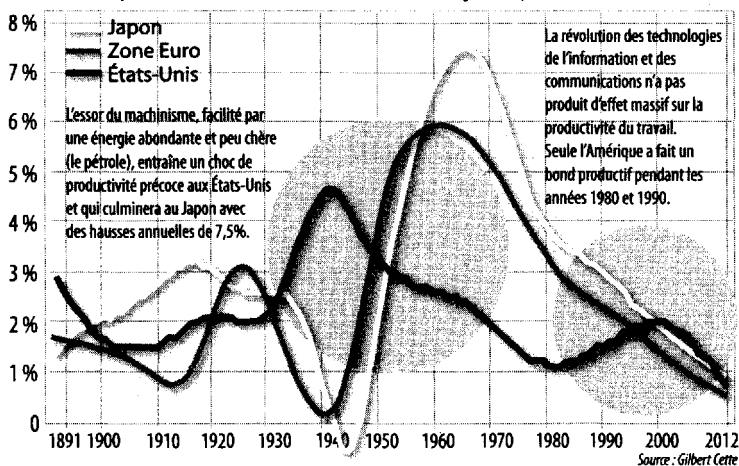
Les bulles de crédit, les bulles des nouvelles technologies et les bulles immobilières ont simplement masqué cette tendance de fond : la croissance n'est plus ce qu'elle était car les progrès techniques n'apportent plus que des améliorations marginales... La population vieillit et la consommation perd de son dynamisme. Les vieux sont moins productifs, ils préfèrent le bouillon de poule à la côte de bœuf (moins de dépenses alimentaires), la lecture ou la télévision aux voyages lointains (moins de tourisme).

En France, le Conseil d'analyse économique a accouché à son tour en septembre 2014 d'une étude sur le déclin de la productivité et ses effets sur les

sociétés vieillissantes des pays développés (États-Unis, Japon, Europe).

Évolution de la productivité de l'heure de travail depuis 1891

L'informatique et les réseaux ont eu une faible influence sur les gains de productivité



Ce graphique, issu de cette étude commence en 1891, un siècle après le début de l'industrialisation de l'Angleterre. Il montre l'évolution de la productivité du travail représentée en pourcentage du PIB. Vous pouvez constater que l'arrivée de l'ère du pétrole et des petites machines (les moteurs à explosion par rapport aux lourdes machines à vapeur) a d'abord gonflé entre 1910 et 1930 la productivité des États-Unis ; l'Europe porte les stigmates de la Première Guerre mondiale et de la grippe espagnole. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe et le Japon comblent leur retard pris sur les États-Unis et la mécanisation de l'agriculture libère de la main-d'œuvre pour l'industrie. Après les chocs

pétroliers des années 1970, la productivité s'améliore beaucoup moins vite. L'avènement des technologies de l'Internet entre 1990 et 2000 n'altère pas cette tendance et les gains de productivité déclinent, sauf aux États-Unis.

Les grandes ruptures comme celle que nous voyons s'achever sont finalement très peu nombreuses dans l'Histoire de l'humanité :

- la domestication du feu (790 000 ans avant J.-C. sur les bords du Jourdain et 350 000 ans avant J.-C. en Europe) ;
- l'agriculture (8 000 ans avant J.-C.) ;
- l'énergie fossile en remplacement de la force humaine ou animale (1 800 après J.-C.).

Que s'est-il passé entre 8 000 ans avant J.-C. et 1 800 après J.-C. ? Finalement bien peu de chose. L'invention de la roue (3 500 avant J.-C.), des moulins à vent (700 avant J.-C.) et à eau (200 avant J.-C.) n'ont pas fait faire de grands bonds en avant à la productivité.

Une période exceptionnelle serait-elle bientôt révolue ? Cette thèse est gênante. Toutes ces analyses effraient les politiciens professionnels vendeurs de rêves. S'il faut se préparer à passer quelques milliers d'années de vaches maigres avant le nouveau grand souffle, la carrière politique devient moins grisante et il va devenir difficile de dépenser l'argent du futur pour s'acheter des voix. Il faudrait s'astreindre à prévoir des

budgets de dépenses publiques « sans croissance » ou au mieux avec un petit 0,8 %¹²² en France. Pas de quoi enflammer des foules ardentes d'électeurs. Plus grave, le remboursement des dettes déjà contractées dans l'euphorie de la certitude que demain nous serons toujours tous plus riches (car on n'arrête pas le progrès, voyez-vous, Madame Michu) risque d'être compromis.

Enfin, admettre le plafonnement de la productivité signifie aussi que la concurrence pour mettre la main sur l'énergie indispensable au maintien de la productivité existante dans les pays développés ou à son accroissement dans les pays dits émergents sera féroce. Des données provenant de 200 pays et collectées entre 1980 et 2003 montrent que lorsque la taille d'une économie double, l'énergie consommée augmente de 70 %¹²³. Si l'économie chinoise double de taille, elle talonnera celle des États-Unis, demandera 70 % d'énergie en plus et pourtant chaque Chinois sera encore deux fois moins riche qu'un Américain. Sachant que la Chine est déjà depuis 2013 le premier importateur mondial de pétrole, la bataille risque d'être rude.

Beaucoup de politiciens et d'économistes balayent ces analyses pessimistes. Malthusianisme que tout cela, dénoncent les optimistes qui se rabattent sur la magie de l'innovation pour nous promettre le retour de la croissance. Facile, si nous dépensons encore un peu plus l'argent du futur, nous allons bien finir par

122 Chiffre avancé par Patrick Artus, directeur de la recherche économique de Natixis.

123 Mark Buchanan, Bloomberg, 5 octobre 2014.

inventer quelque chose qui fera que... Mais ce n'est pas si simple et il nous faudra probablement patienter.

Et les théories des cycles dans tout ça ?

Kondratiev puis Schumpeter ont quantifié des cycles longs de 40 ans à 60 ans, reliés à des vagues d'innovation. La théorie moderne des cycles est d'inspiration keynésienne. Elle postule – à juste titre – qu'il existe un temps de décalage entre les décisions prises par les acteurs de la chaîne économique et les résultats de leurs actions. Les investissements reposent sur des supputations, des hypothèses. Le temps que les projets se matérialisent, les hypothèses se réalisent... ou non ! Le client ou consommateur que l'on attendait ne sera peut-être pas au rendez-vous, tout simplement parce que beaucoup d'autres auront investi en faisant les mêmes hypothèses ou encore parce que le client aura changé d'avis. L'offre sera donc trop abondante et l'échange beaucoup moins favorable qu'anticipé pour le producteur. À des périodes de forte croissance succéderaient alors des périodes de réajustement, de récession en langage moderne. Pour d'autres économistes, notamment ceux de l'école dite autrichienne, les cycles seraient dus non pas à de mauvais investissements mais à des surinvestissements en raison d'une politique de crédit laxiste.

Quoi qu'il en soit, les théories du cycle qui concluent toutes plus ou moins qu'après la pluie vient le beau

temps restent imprécises et ne rendent pas compte de la situation actuelle, contrairement à l'examen de la productivité.

Trop injuste : l'innovation n'apporte pas nécessairement la prospérité !

Les grandes ruptures comme la maîtrise du feu ou l'agriculture sont bien différentes de l'innovation qui par ailleurs n'apporte pas nécessairement de richesse matérielle. Cette idée peut paraître choquante au premier abord, mais pourtant elle se vérifie. Ainsi, vous conviendrez que l'imprimerie fut une innovation majeure. Gutenberg, inventeur des caractères mobiles et interchangeables de l'imprimerie moderne, n'en fut pas pour autant milliardaire, loin de là, ni même un gros employeur. Après une importante levée de fonds auprès du banquier Fust, il fut finalement sauvé de la misère par un protecteur, Adolphe II de Nassau. Quant à l'imprimerie, elle contribua à diffuser les idées de la Réforme, qui débouchèrent sur les guerres de religion. Bref, une innovation majeure, qui relégua des bataillons monastiques de moines copistes au chômage technique, fit que l'Europe se déchira et fut en crise durant plusieurs décennies. Plus récemment, le téléphone, le distributeur de billets, les cartes de crédit furent des innovations qui changèrent notre vie quotidienne mais qui ne se sont pas traduites par des gains de productivité considérables. « Acheter un livre sur Internet plutôt qu'en allant dans une librairie n'a

rien à voir avec l'invention de l'électricité »¹²⁴, résume bien le généticien Jan Vijg, théoricien de l'innovation.

En réalité toute innovation comporte même un volet de « destruction créatrice », comme l'a démontré l'économiste Schumpeter. Elle rend ringard ce qui se vendait bien, elle pousse de grosses entreprises confortablement installées à la faillite, elle supprime des emplois. Il y a une vraie différence entre faire autrement ou produire plus et mieux avec moins d'effort. C'est pour cette raison que notre ex-ministre du « Redressement productif », Arnaud Montebourg, entendait ralentir l'innovation avec ses petits bras musclés moulés dans sa marinière en jersey de coton : « Quand l'innovation détruit les systèmes, nous devons aller lentement. Pas trop durement, pour que les gens ne s'opposent pas à l'innovation. C'est ce que nous appelons balance, équilibre, nuance. Nous disons que vous pouvez vous faire de l'argent, vous pouvez faire des innovations, vous pouvez inventer des technologies mais méfiez-vous quand vous détruisez des entreprises. Nous devons être prudents. »¹²⁵ Toujours cette prétention – effarante de la part d'un ministre dont l'expérience de la concurrence se limite à la profession d'avocat – de savoir mieux que chacun ce qui est bon pour nous. Vouloir entraver l'innovation témoigne d'un conservatisme étriqué et stupide. En se perfectionnant, la robotisation arrive à accomplir des tâches répétitives mais complexes ; ce faisant, elle prend le

124 *Alternatives économiques*, septembre 2014.

125 Arnaud Montebourg, décembre 2023, 10^e édition du forum Le Web.

travail de la classe moyenne à qui était traditionnellement dévolu ce rôle d'exécution répétitive de tâches intelligentes. Mais ce n'est pas en refusant la créativité qu'on améliorera la condition humaine, au contraire.

Les robots assassins de la classe moyenne ?

Nous avons eu le droit à la mondialisation destructrice d'emplois et voilà que maintenant nous aurions la robotisation pour détruire ce qui en reste. En France, le cabinet Roland Berger a sorti une étude noire à souhait sur le sujet : avec 20 % de tâches automatisées d'ici à 2025, 3 millions d'emplois disparaîtraient et seulement 500 000 seraient créés avec des techniciens de maintenance de robots (emplois peu payés et à faible valeur ajoutée) d'un côté, et le reste dans l'environnement, les nouvelles technologies et les relations avec les clients. Le chiffre d'affaires mondial du marché de la robotique, d'environ 17 Mds€ en 2013, devrait atteindre 100 Mds€ en 2018, et dépasser 200 Mds€ en 2023, selon les prévisions de l'Institut français de la robotique. Comptables, juristes, journalistes seraient les « cols blancs » des services les plus vulnérables. C'est vrai, nous constatons tous que les robots ont mis au chômage le petit bonhomme incarné par Charlie Chaplin qui serrait les boulons dans *Les Temps modernes*. Ce genre d'études – malgré son intérêt – a un inconvénient : elle regarde, jauge, quantifie ce qui se voit, ce qui est connu et ce qu'on peut éventuellement extrapoler, mais ne prend pas en compte ce qui ne se voit pas ; c'est un défi à l'imagination, ce qui ne se voit pas n'existe pas encore

et naîtra des cendres de la destruction précédente. Le célèbre essai de Frédéric Bastiat, *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, écrit en 1850, critiquait l'interventionnisme de l'État qui tente de se mettre en travers des effets néfastes de ce qui se voit. En entravant la destruction créatrice, on entrave la destruction comme la création, on fossilise l'outil productif, comme le montrent les expériences communistes. On est dans la destruction productive et non dans le redressement productif.

Le discours dominant consiste maintenant à remplacer l'invocation de sainte Croissance par celle de sainte Innovation, mais la seconde ne nous rendra pas nécessairement plus riches à court terme. Les contremaîtres de la fabrique de pauvres bataillent idéologiquement sur qui fertilise et nourrit réellement sainte Innovation afin qu'elle accouche de quelque chose. Pour les étatistes de tous bords, c'est évidemment la force publique : nucléaire, GPS, Internet sont des créations de l'État et cela prouve bien qu'il faut continuer à dépenser encore plus de l'argent des autres. C'est toujours le mythe de l'État stratège, résidu du colbertisme. C'est ainsi que l'Agence pour l'innovation industrielle, ancêtre d'Oséo, dotée par les contribuables de 6 Mds€ en 2006, a financé dix ans après la création de Google le moteur de recherche Quaero, la raffinerie BioHub, la « télévision mobile sans limite »¹²⁶, ou même un projet au doux nom de « LOWCO2MOTION », mais rien concernant l'impression 3D.

126 Projet consistant à pouvoir recevoir la télévision sur un téléphone mobile.

Évidemment, pour les libéraux, absents du personnel d'encadrement de la fabrique de pauvres, l'histoire est différente, elle s'écrit sur le terrain par ceux qui ont la connaissance et non par des théoriciens du savoir et des planificateurs. Force est de reconnaître que la majorité des innovations fleurissent sans avoir été couvées par une quelconque structure étatique. Le « post-it » fut même l'improbable enfant d'une expérience ratée de deux chimistes de la firme 3M, dont l'un était chef de chœur et utilisa des échantillons de colle ratée pour marquer les pages de son livret de chant.

Productivité ou innovation, le véritable enjeu n'est pas là. Dans tout l'Occident et au Japon, une génération a vécu dans la croissance permanente du crédit et a confondu dette et richesse. Les gouvernements redistribuent de l'argent qu'ils n'ont pas et, s'il fallait taxer leurs contribuables, ils seraient tondus jusqu'à l'os. Ces mêmes gouvernements établissent leurs dépenses sur de fausses hypothèses d'enrichissement collectif et tous les beaux discours sur l'innovation avec des investissements publics financés par la dette sont creux. Pour arrêter d'appauvrir les générations futures, la prudence consisterait à revoir toute la mécanique de redistribution des États-providence, à la cantonner à ceux qui en ont réellement besoin et à arrêter cette folle course à l'endettement public. Ce n'est évidemment pas l'opinion des nombreux économistes théoriciens de l'école keynésienne, dont le prix Nobel Paul Krugman, pour qui il suffit de faire encore et toujours plus de relance par la dépense

publique. Paul Krugman n'en démord pas : si le Japon est ce qu'il est en 2014, c'est parce qu'il n'en a pas assez fait en matière de relance à crédit au tout début de sa crise de 1990 après l'éclatement de ses bulles immobilières et boursières.

Même si la croissance se dérobe pour longtemps, la bonne nouvelle c'est qu'en France nous avons de la marge de manœuvre. Avec 57 % de notre économie dévolue au secteur public et un nombre d'heures travaillées par an parmi les plus faibles d'Europe, nous pourrions renouer avec les gains de productivité en faisant maigrir l'État et en travaillant un peu plus efficacement sans dilapider notre énergie dans les rouages d'une monstrueuse et ruineuse bureaucratie. Tout cela plus facilement que les pays qui ont moins de marge de manœuvre que nous. Comme le résume l'économiste Jean-Paul Betbèze, « on a la croissance de ses réformes ». En France, le potentiel est donc énorme ! Mais la question n'est pas là. Toute réforme efficace conduirait à réduire la dépendance et le clientélisme donc la classe politique l'esquive. Par conséquent, pour parer au plus pressé il est illusoire de vous reposer sur une action collective, sur l'idée que tout s'arrangera à la prochaine élection. Il faut vous organiser à votre échelon pour ne pas vous faire happer par les engrenages de la fabrique de pauvres. Le premier écueil à éviter est évidemment le chômage, sortie de piste dangereuse qui vous fait passer à la précarité, puis à la pauvreté. Ensuite, malgré la fiscalité répressive, l'épargne est indispensable car les prestations de

l'État-providence n'iront pas en augmentant. Enfin, la préparation de votre retraite ne peut pas reposer sur un système étatique qui, nous le verrons, est à bout de souffle. Toutes les mesures que vous pouvez prendre ne sont pas exclusivement financières, certaines, très importantes, tiennent plutôt à un état d'esprit. En tant qu'individu, vous disposez d'un capital financier mais aussi d'un capital humain et d'un capital social qu'il ne tient qu'à vous de faire prospérer.

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

Le treizième travail d'Hercule : trouver un emploi.

Roland Topor

« Soyons honnêtes, nous sommes en échec », constatait François Rebsamen, ministre du Travail, à propos du chômage. Pourtant, le chômage n'est pas une fatalité. Régulièrement, vous entendez les chefs d'entreprise se plaindre de ne pas trouver de main-d'œuvre qualifiée (ou non qualifiée, d'ailleurs). En revanche, l'adéquation entre le travail proposé et les formations n'est pas bonne. Pourtant, si l'hypothèse de la stagnation séculaire se confirme, cette adéquation est ce qui permet d'échapper au chômage.

On l'a vu, selon les « stagnationnistes », les robots de nouvelle génération nous mettraient au chômage. Abominable et unilatéralement sanglante, une nouvelle lutte des classes se préparerait entre d'une part des automates dotés d'intelligence artificielle à

la solde de capitalistes avides de profits sans main-d'œuvre et d'autre part de misérables chômeurs ou travailleurs pauvres.

Oui, les robots font désormais plus qu'assumer des tâches répétitives et fastidieuses. Il est exact qu'ils deviennent capables d'accomplir des tâches plus intelligentes, ne serait-ce que l'aiguillage des appels téléphoniques d'un service client. Qui n'a pas eu affaire à ces répondeurs qui vous serinent leur litanie : si vous souhaitez savoir où en est votre commande, tapez le 1 ; si vous souhaitez un renseignement, tapez le 2 ; si vous..., etc. Quand elle existe, l'option « parler à un être humain » ne vous est proposée qu'en dernier recours et ce bipède se trouve souvent sur la rive sud de la Méditerranée proche par la voix mais loin de vos problèmes. Lorsque votre avion atterrit, le pilote automatique se charge de tout, ce qui explique qu'il n'y ait plus que deux pilotes dans le cockpit des appareils des compagnies à bas coût et que même avec des conditions de visibilité quasi nulles votre vol ne soit pas détourné. Une nouvelle Audi se pilote sans chauffeur sur circuit et bientôt en ville, et les rames de métro ou de tramway n'ont plus de conducteur. L'énergie en son temps a aussi tué des emplois, et coolies et dockers ne portent plus de lourdes charges sur les routes et dans les ports. Mais si la robotisation (ou l'énergie) ruinait vraiment l'emploi, depuis le temps, cela se saurait et nous aurions déjà tous notre robot esclave besogneux. L'intelligence artificielle ne constitue pas encore une menace immédiate pour votre emploi. La robotisation

augmente la productivité, donc la quantité de biens à échanger, et déplace des emplois après la délocalisation, voici la relocalisation.

Apple a rapatrié une partie de sa sous-traitance au chinois Foxconn vers la Silicon Valley. *L'Usine nouvelle*, magazine de référence des Français qui produisent encore, évoquait fin 2014 le phénomène américain de « relocalisation » d'une partie de la production sous-traitée en Chine. L'hebdomadaire cite le cas d'une usine de chaussettes qui revenait en Caroline du Nord, ancien État de l'industrie textile américaine du temps de la splendeur du coton produit localement. Un technicien s'affaire autour d'un robot rutilant. Les industriels cités déplorent le manque de personnel qualifié, mais « les liens entre les entreprises et les universités restent la grande force du modèle d'innovation à l'américaine. L'industrie doit s'adapter plus vite, donc nous devons encore intensifier notre collaboration avec les entreprises »¹²⁷, indique la directrice du département textile de Raleigh, l'université de l'État de Caroline du Nord. Imaginez-vous, en France, l'université de Lille, département sciences et technologies, tenir un tel langage et déclarer ouvrir son campus aux entreprises, comme c'est le cas à Raleigh ? La rubrique « investissements d'avenir » de la faculté de cet ancien bassin textile français privilégie la recherche fondamentale sur l'industrie de demain et les emplois d'après-demain. Hélas, malgré la relocalisation des skis Rossignol en

127 *L'Usine nouvelle*, n° 3398, novembre 2014.

2010 et quelques rares cas ponctuels, la fabrique de pauvres est bien partie pour rater le virage.

En réalité, c'est le manque de capacité à suivre l'accélération des innovations qui menace l'emploi de beaucoup, estiment les auteurs d'un livre clé sur le sujet¹²⁸, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee. Certaines compétences ont perdu beaucoup de valeur tandis que d'autres liées à la créativité se négocient très cher et dans l'ensemble l'écart des salaires recommence à se creuser. Vous devez cependant considérer le changement comme un défi, une opportunité plutôt qu'une contrainte. Le temps où l'on rentrait dans une entreprise pour y « faire carrière » est révolu et certains le ressentent comme une insécurité mais d'autres, qui n'apprécient pas la routine, s'en satisfont.

Le travailleur entrepreneur, être rationnel, capable de détecter des opportunités de carrière sur le marché du travail est certainement une créature idyllique mais nous n'avons plus le choix et nous devons tendre vers ce modèle.

Si vous êtes en activité, on a besoin de vos compétences. Peut-être vous sentez-vous angoissé et c'est naturel, le qui-vive est un état normal. Restructurations d'entreprises, réorganisations, délocalisations, externalisation de certaines fonctions, autant de sources

128 *Race Against The Machine – How the Digital Revolution is Accelerating Innovation, Driving Productivity, and Irreversibly Transforming Employment and the Economy* (La course contre la machine – Comment la révolution numérique accélère l'innovation, façonne la productivité et transforme de façon irréversible l'emploi et l'économie).

potentielles de précarité mais, d'un autre côté, vous êtes bien content d'acheter un lave-vaisselle à 300 € ou un T-shirt à 3 €. Les mêmes qui poussent des cris d'orfraie contre la mondialisation profitent de la baisse des prix des biens manufacturés et trouvent normal d'acheter des fraises chiliennes en décembre. Par ailleurs, les nostalgiques de la cheminée d'usine qui fume savent-ils que les cantines des usines sont devenues un service externalisé et que les emplois correspondants pèsent 15 % des emplois industriels en France perdus depuis vingt ans ? C'est plus que les délocalisations à l'étranger (seulement 10 à 15 %)¹²⁹ !

Vous serez mieux armé (donc moins dépendant) si vous anticipez les changements de votre métier plutôt que de vous contenter de les suivre en vous essouffant. Efforcez-vous de connaître le « marché du travail » dans votre domaine. Si vous sentez que votre emploi est menacé, prenez les devants : recherchez les secteurs d'activité qui ont besoin de vos compétences et dont le chiffre d'affaires et les marges progressent. C'est à vous de prendre le taureau par les cornes, de détecter les opportunités du marché du travail, d'obtenir les bonnes informations au travers de votre réseau professionnel. Vous trouverez en accès libre de nombreuses études (payées par vos impôts) sur les emplois et leur évolution. Citons notamment la « Prospective des métiers et des qualifications – les métiers en 2022 », ou PMQ, de la Dares. Mais cela ne vous dispense surtout

129 *La Croix*, avril 2014, « La vente d'Alstom est-elle le signe du déclin industriel français ? ».

pas de cultiver les réseaux sociaux professionnels. L'important est, comme aurait dit ma grand-mère, de « ne pas avoir pas les deux pieds dans le même sabot ».

Maintenez votre « employabilité »

Employabilité : un mot lourd et jargonneux pour qualifier votre aptitude d'adaptation au marché du travail. La formation professionnelle et les bilans de compétence sont en principe faits pour ça, mais les intérêts de l'employeur et de l'employé ne convergent pas toujours. Voici les critiques d'employés de La Poste vis-à-vis de leur formation interne : « C'était de la formation interne, rien de plus. Ce n'est pas de la formation pour progresser, c'est de la formation obligatoire pour se servir d'un outil ou d'un produit [...], pour donner aux gens l'impression qu'ils sont acteurs de leur trajectoire. On apprend soit ce qu'on sait déjà, soit ce qu'on va devoir utiliser, mais il n'y a pas d'ouverture sur d'autres métiers. »¹³⁰ Pour le moment, maintenir votre employabilité par ce biais relève plus de la communication que d'une véritable pratique. Le message « On investit pour vous, on s'engage pour vous » n'engage que ceux qui y croient.

C'est à vous de maintenir votre employabilité et de choisir vos formations. Là encore, votre vie est simplifiée par Internet car les « MOOC » débarquent. MOOC comme Massive Open Online Courses, ou cours en ligne ouverts à tous. Ils nous viennent des

130 Université de Nancy 2, Cahier de recherche n° 2011-6.

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

États-Unis, où des universités prestigieuses comme Stanford ou Harvard ont décidé de produire (au sens presque cinématographique car certains enseignants sont des stars) leurs cours en ligne. Ces cours combinent la vidéo d'un cours magistral, des exercices, des travaux dirigés, des possibilités d'échanges avec d'autres étudiants. L'offre se diversifie rapidement, même si les cursus qui tournent autour des techniques numériques et du développement informatique se taillent la part du lion. Mais le catalogue s'étoffe et, si vous êtes enseignant, vous trouverez même un MOOC pour apprendre à faire votre MOOC sur France Université numérique.

À un niveau plus modeste, des formations de marketing web existent également et s'adressent à ceux qui souhaitent rentabiliser un blog. Préférez celles qui vous garantissent un objectif chiffré (exemple : un blog qui rapporte en X jours, comment doubler votre chiffre d'affaires).

Pensez aussi à maintenir votre pratique d'une langue étrangère en vous distrayant : séries en versions originales, livres, magazines.

Le statut d'auto-entrepreneur est un petit espace de liberté à exploiter

Dans la jungle étouffante de la réglementation, il existe une petite clairière qui vous procure encore un peu d'air : le statut d'auto-entrepreneur. Sa paternité

en revient à la présidence Sarkozy et c'est un des rares vestiges du « travailler plus pour gagner plus ». Ce statut vous permet de développer une activité complémentaire avec un niveau de tracasserie administrative raisonnable. Un auto-entrepreneur est un entrepreneur individuel, inscrit au Registre national des entreprises. Pour bénéficier de ce statut, votre activité annuelle ne doit pas dépasser 82 200 € si vous vendez des biens ou 32 900 € si vous vendez vos services, et vous pouvez cumuler ces plafonds. Moyennant quoi vous facturez en franchise de TVA, ce qui réduit votre comptabilité au strict minimum, et vous avez droit à un régime social simplifié. Ce livre n'a pas pour but d'être un guide de l'auto-entrepreneur et pour tous les détails pratiques vous pourrez vous référer au site associatif très bien fait de l'Agence pour la création d'entreprise (www.apce.com). Vous y trouverez même des comparatifs entre structures, car une SAS (société anonyme simplifiée) peut aussi convenir au démarrage d'une activité secondaire.

La véritable révolution du statut d'auto-entrepreneur ne réside pas dans son côté administratif, mais dans la relation différente de l'offre de travail, dans la démocratisation du rôle de prestataire, au moment même où Internet permet de rapprocher l'offre et la demande, et surtout dans le fait que les charges sont proportionnelles au chiffre d'affaires.

Supposons que vous soyez décidé à commercialiser quelque chose ou à vendre votre savoir-faire.

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

Avant Internet quelle aurait été votre façon de le faire savoir ? Des annonces dans des supports de proximité (journaux locaux), de l'affichage, tout ceci avec des frais et pour un rendement médiocre. Au moment où vous passez votre annonce, vos clients potentiels ne sont pas forcément intéressés. Plus tard, ils se souviennent que... mais zut, le journal a été jeté, l'affiche a disparu. Raté !

Aujourd'hui, toutes sortes de sites Internet sont là pour rapprocher l'offre de la demande. C'est vrai dans le cas des locations meublées de courte durée, de voitures entre particuliers, dans le co-voiturage... et c'est aussi vrai dans la prestation de services. Ces sites vous proposent donc un endroit pour rencontrer des clients potentiels. La plupart se rémunèrent sur les acheteurs de prestations ou sur les transactions effectuées, donc vos frais commerciaux sont limités.

Avec l'informatisation, le travail a profondément changé. Pour une entreprise, comment savoir si un employé derrière un écran est réellement productif où s'il n'emploie pas son temps à autre chose ? Le recours aux prestataires extérieurs s'est ainsi généralisé dans beaucoup de domaines avec l'utilisation du télétravail. Ce changement de mentalité est une chance et vous facilite le développement d'une activité parallèle dans un domaine qui vous passionne ou que vous maîtrisez très bien. Vous n'êtes pas obligé de subir les 35 heures et de passer vos RTT à vous morfondre devant la télévision. Un conseil précieux : « Celui qui n'a pas

d'objectif dans la vie, travaillera toujours pour ceux des autres. »¹³¹ En développant une activité en parallèle, vous allez réduire votre dépendance à votre employeur, ce qui vous rendra plus résistant à toute menace de précarité, même en cas de chômage. Souvenez-vous : la dépendance est le chemin critique vers la précarité et la pauvreté. Retraité, vous pouvez donner des cours de soutien scolaire ou un coup de main en bricolage. Jeune en début d'activité et ayant accepté un premier emploi qui vous satisfait à moitié, vous pouvez vous ménager votre espace de créativité.

Les pays dans lesquels il y a un avenir professionnel passé 50 ans

Assumer à la fois l'incertitude et la mobilité est moins fréquent en Europe, continent où la sédentarisation date de plusieurs siècles, qu'aux États-Unis, et les carrières sans frontières concernent surtout les plus jeunes travailleurs ; mais si vous êtes au chômage, n'hésitez pas à vous exporter. Contrairement à la France, au Canada, à la Suisse et même aux États-Unis, il y a dans certains pays un avenir professionnel passé 45 ans. Certains émigrent même pour chercher du travail, comme l'a fait Christian Copay, chômeur de longue durée à 59 ans qui est parti refaire sa vie professionnelle à Singapour. Là-bas, le délai « pour trouver un emploi, est de trois à six mois. L'investissement en vaut la peine, car ce départ est pour moi sans retour.

131 Reinhold Stritzelberger, *L'Auto-motivation*, Ixelles Éditions, 2015.

Sans retour au pays, dont l'économie est régie par des mesures ineptes, quel que soit le parti au pouvoir ; sans retour dans l'ambiance de vaincus qui se développe en France – il y a des exceptions, sûrement. Le pire, quand on vit jour après jour dans ce contexte, c'est que l'on ne voit pas venir, à force de courber l'échine, le coup fatal. En Asie, on ressent tout de suite la différence : un grand souffle de fraîcheur et d'avenir »¹³².

Pour cet expatrié de fraîche date, l'Asie est « l'endroit où il faut être ». L'équation est simple : l'Asie est en croissance mais elle est bridée par le manque de personnel compétent. Les universités des pays asiatiques ne produisent pas tous les cadres dont ils auraient besoin. Le système éducatif est en retard sur le décollage économique, le réservoir local de personnes ayant un bon niveau d'études et de l'expérience est insuffisant. Plusieurs pays ont pris des mesures pour limiter l'immigration occidentale, mais quand il s'agit de trouver des designers, des comptables connaissant les normes internationales IFRS ou encore des spécialistes du déploiement des grands progiciels de gestion ou de bases de données, ils ne sont plus trop regardants. Ceux qui ont tenté l'expérience recommandent de s'appuyer sur les réseaux sociaux professionnels plutôt que sur les classiques cabinets de recrutement ou annonces.

Singapour est apprécié des Européens. La Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam et la Thaïlande sont les pays qui ont le vent en poupe. Moins développés mais disposant

132 Témoignage paru dans *Cadre et Dirigeant magazine*, 14 avril 2014.

d'un potentiel important selon Christian Copay : le Laos et le Cambodge. Plus gênant pour un Européen : la corruption qui sévit aux Philippines. Toute opportunité d'emploi dans chacun de ces pays est bonne à prendre. L'essentiel est d'accumuler des expériences locales, et régionales, si possible. Audacieux de partir si loin pour chercher du travail, pensez-vous ? Pas tant que ça, certains partent bien pour des vacances aux antipodes, alors pourquoi pas pour trouver du travail ?

Culturellement, les Français sont plutôt défavorisés car, contrairement aux Irlandais, aux Écossais, aux Espagnols, aux Italiens, aux Portugais, aux Polonais, aux Russes, aux Libanais, etc., ils n'ont pas émigré massivement¹³³, faute de malheurs suffisants, probablement. La Louisiane et le Canada ne furent que des accidents mineurs.

Dans un sens, on peut le regretter : peut-être trouverait-on partout aux États-Unis de bonnes crêpes plutôt que de mauvaises pizzas. Mais les temps changent, la diaspora française grossit, et pas seulement à Londres. La tendance à l'expatriation des Français s'accroît¹³⁴ chez les jeunes comme chez les seniors. Entre 1,7 million et 2,5 millions de Français vivent à l'étranger, avec une augmentation de 2 % à 4 % par an depuis dix ans et une accélération depuis 2011-2012. 80 % des jeunes diplômés qui disposent d'une offre en

133 En dehors de l'exil des protestants sous Louis XIV suite à la révocation de l'édit de Nantes.

134 Selon la Commission d'enquête parlementaire, rapport du 14 octobre. *Le Figaro*, 10 octobre 2014.

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

France et d'une offre à l'étranger préfèrent l'étranger et 40 % indiquent qu'ils n'envisagent pas de revenir ! La proportion des sexagénaires expatriés a augmenté de 10 % entre 2011 et 2013. En octobre 2014, 77 % des Français se déclaraient prêts à s'expatrier pour obtenir un meilleur poste¹³⁵.

Que conseiller à vos enfants ou petits-enfants lycéens ou étudiants ?

Que savez-vous des emplois de demain dans des secteurs qui vous sont étrangers ? Pas grand-chose, mais certainement pas moins que les fonctionnaires chargés de l'orientation et beaucoup d'enseignants qui n'ont jamais été confrontés à la concurrence. Faites plutôt appel à votre réseau de connaissances ; préférez l'approche par le terrain, fiez-vous à vos observations plutôt qu'au savoir (des statistiques pas toujours fiables). Poussez vos jeunes à raisonner dans une logique de métier et non pas dans une logique d'études, mais attention aux pièges. Par exemple, le droit semble attirant, surtout dans un pays qui multiplie les codes, les textes et les règlements. Mais le droit est avant tout national, il ne s'exporte pas, ne passe pas facilement les frontières. Le « droit international » privé est un mirage qui ne concerne que très peu de cas transfrontaliers et se limite à savoir dans quel pays un litige sera finalement jugé (quel droit sera applicable) lorsque les deux parties proviennent de pays différents.

135 Sondage du *Journal du Net*, 7 octobre 2014.

En plus, presque chaque pays possède son droit international. En France, beaucoup d'avocats vivent très difficilement et les juristes d'entreprise sont une espèce en voie de disparition.

Toute tâche facilement informatisable est vouée à disparaître, sauf à très haut niveau. Comptable, greffier, voyageur, documentaliste : autant de professions qui ne seront probablement pas florissantes à l'avenir. Consolerez-vous en pensant que rémouleurs, vitriers, pompistes, dentellières et photographes de quartier ont disparu aussi ; ainsi évolue l'économie. Les meilleurs métiers sont ceux qui ne sont pas facilement délocalisables ou automatisables, ceux où il faut de l'imagination et de la créativité en plus d'une expertise d'exécution et même une capacité d'exécution manuelle. Il faut pouvoir être à la fois créatif, intellectuel et adroit de ses mains pour être complet.

On pourrait classer les tâches en trois catégories :

- Les tâches non répétitives mais simples : jardiniers, coiffeurs, cuisiniers, livreurs, dépannage plomberie et électricité... Ces métiers ne sont pas en danger, car ils ne sont ni délocalisables ni facilement automatisables.
- Les tâches non répétitives et complexes : chercheurs dans l'industrie, designers, développeurs informatiques d'un bon niveau, ingénierie. Ces métiers ne sont pas en danger non plus car ils requièrent des compétences fortes.

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

- Toutes les tâches répétitives, qu'elles soient complexes (pilotage d'un avion, calculs actuaires dans une compagnie d'assurance...) ou simples, sont menacées par la robotique.

Pouvoir exécuter des tâches non répétitives, ce qui demande des initiatives, amène aussi à raisonner en termes de métier. Une école de commerce ou une filière de gestion, même d'un très haut niveau, ce n'est pas un métier. Vous secouez un arbre, et il en tombe quarante gestionnaires ; mais pour qu'ils aient quelque chose à gérer, encore faut-il que quelqu'un ait au préalable créé la richesse à administrer. Quel est l'arbre à secouer pour qu'il tombe quarante entrepreneurs ? Une fois ce terrain débroussaillé, il faut choisir une formation et savoir à quel niveau vous souhaitez parvenir.

Savoir, connaissance, savoir-faire : le triangle magique

Ce triangle est celui que forment la théorie, le terrain et la pratique. Le savoir théorique est ce qui est enseigné, ce qu'on apprend à l'école. $1 + 1 = 2$ est du domaine du savoir, comme la date de la chute de Constantinople, ou de la découverte des Amériques. La connaissance est ce qui est appris par l'expérience individuelle, par l'observation. Vous savez qu'il y a 10 % de chômage, c'est une statistique publique. Mais vous connaissez, par exemple, des manques de tel type de profil dans tel domaine d'activité. Enfin, le savoir-faire est la mise en pratique du savoir et de

la connaissance dans le but de produire quelque chose d'utile.

Dans tous les métiers, vous trouvez ces trois ingrédients poussés à des niveaux différents. Prenons par exemple le cas d'un chirurgien. Il possède un important bagage de savoir généraliste puis de spécialiste acquis à la faculté de médecine au cours de ses onze années d'études. Il possède en parallèle une somme de connaissances acquises très tôt au contact des patients en tant qu'externe des hôpitaux puis en tant qu'interne, puisque le système français d'études médicales est un enseignement en alternance dès la deuxième année d'études. Enfin, le plus souvent à partir de sa quatrième année d'études, il acquiert un savoir-faire en salle d'opération auprès d'un « maître » (chef de clinique, patron de service) qui va lui montrer son mode opératoire dans tel ou tel type d'intervention. Si la réputation des médecins français dépasse nos frontières, c'est en raison d'un développement harmonieux de ces trois dimensions. Plus un chirurgien opère, plus il aura vu de cas, meilleur il deviendra. Dans le système américain, où le dommage en responsabilité est devenu hypertrophié, un chirurgien ne maniera pas le bistouri avant une dizaine d'années d'études, aucun hôpital ne prendra ce risque avant. Il en résulte pour les jeunes chirurgiens américains un déficit de savoir-faire, de pratique, par rapport aux praticiens français du même âge.

De la même façon, un électricien aura un bagage de connaissances moins vaste que celui d'un médecin, mais la connaissance et le savoir-faire lui sont également

indispensables. Un électricien expérimenté saura en quelques minutes repérer les causes d'une panne parce qu'il a déjà vu toutes sortes de cas vicieux et il aura acquis un savoir-faire lui permettant de s'attaquer efficacement à une installation d'il y a trente ans comme aux derniers câblages. Je suis allée demander il y a quelques mois à un électricien de quartier une intervention précise. Il consulta son agenda et me dit qu'il pourrait intervenir dans un délai de quatre mois. Explication : manque d'apprentis ayant le désir d'apprendre à travailler dans la rénovation et les bâtiments anciens. L'aspect niche et savoir-faire spécifique est aussi important. Pour un chercheur en mathématiques, la connaissance et le savoir-faire sont parfaitement secondaires, le savoir prime. Un diplôme utile doit présenter un triangle équilibré en fonction du métier auquel il prépare.

Le diplôme : un passeport pour l'emploi mais sans visa !

Le diplôme rassure étudiants et parents et il reste indéniablement un atout : après trois années de vie active, le taux de chômage des bac + 2, titulaires de licence et titulaires de masters est moitié moindre de ceux qui n'ont pas de formation, mais il est aussi le double de celui des titulaires des doctorats¹³⁶. Ces

¹³⁶ Respectivement, non diplômés : 23,1 % ; bac + 2 et bac + 3 : 11,2 % ; masters et grandes écoles : 10,2 % ; doctorants : 5,8 %. *Le Figaro* du 16 décembre 2014, « Le diplôme est-il toujours un passeport pour l'emploi ? ». Chiffres de 2010.

chiffres réconfortants ne disent cependant pas tout, car il y a de plus en plus de diplômés et le taux de chômage a progressé de quatre points entre 2004 et 2013 ; seulement six étudiants sur dix des diplômés de la cuvée 2013 étaient en poste dans les douze mois suivant la fin de leur cursus. La durée de recherche d'emploi s'allonge¹³⁷. Donc un métier et un diplôme sont des armes nécessaires pour monter à l'assaut de la forteresse des *insiders*, mais pas nécessairement suffisantes. Pour les entreprises, toute embauche est un énorme risque, surtout dans un contexte de crise. La formation pratique et la spécialisation rassurent le futur employeur.

Si vos enfants sont tentés par l'étranger, vous devez élaborer une stratégie dès le début des études. Erasmus est une voie très utile. Elle permet, pour le prix du cursus français, de faire un an d'études dans un des pays de l'Union européenne, aux États-Unis, au Canada ou au Brésil, avec un diplôme à la clé. Il faut savoir que de nombreux pays proposent des cursus en langue anglaise et vous pouvez très bien jeter votre dévolu sur la Finlande, dont l'enseignement est d'un excellent niveau, par exemple.

Le système des écoles et des universités n'est pas toujours bien compris hors de France par les employeurs mais est très bien connu des universités étrangères. Diplôme français en poche, n'hésitez donc pas à postuler d'abord dans une université du pays

137 22 semaines en 2014 selon les mêmes sources.

sur lequel vous aurez jeté votre dévolu. À savoir, la Sorbonne possède une aura extraordinaire et un master de cette université éblouira plus en Amérique du Nord qu'une école du second groupe. Dans les domaines de la gestion et du management, les bi-deug et les bi-licences (une langue plus de la gestion ou du droit) procurent aussi des passerelles intéressantes vers de bonnes universités étrangères et ils sont bien souvent préférables à une école de commerce de réputation moyenne. Certes, hors programme Erasmus, vous aurez à acquitter des frais universitaires assez élevés, mais ce ne sera que durant un ou deux ans et au final cela vous reviendra moins cher que les frais de scolarité d'une école. Par une curiosité historique, les Français bénéficient du tarif préférentiel québécois dans les universités québécoises (dont les cursus sont beaucoup moins coûteux que ceux des universités des autres États canadiens) mais cette anomalie pourrait ne pas durer. Ne bâtissez pas une stratégie à quatre ans là-dessus.

Par ailleurs, chaque pays a ses manies sur lesquelles il faut prendre la précaution de se renseigner. Les Allemands apprécient les thésards et le droit est souvent la voie royale pour accéder à un poste de direction. Le Royaume-Uni, pays auparavant très ouvert sur la formation initiale (vous pouviez travailler dans la finance avec un master d'histoire si vous aviez su convaincre lors des entretiens d'embauche), devient plus regardant depuis la crise.

Les designers, les créatifs français sont très bien vus

à l'étranger. Disney, DreamWorks et Pixar, les grands producteurs de dessins animés, ont recruté leurs jeunes talents à l'école des Gobelins. C'est un Français¹³⁸ qui a convaincu en 1997 McDonald's de faire des adaptations au goût français, principe qui a été repris dans d'autres pays.

Les études en alternance, la nouvelle voie royale ?

Les études supérieures s'ouvrent à l'alternance et les entreprises sont demandeuses de candidats, notamment dans le développement informatique et le marketing. Le nombre d'apprentis a été multiplié par cinq en quinze ans ; il s'élevait à 405 000¹³⁹ et le taux d'emploi est de 80 % à 90 % pour les apprentis trois ans après l'obtention de leur diplôme contre 78 % pour l'ensemble des sortants¹⁴⁰. Certaines universités commencent à proposer de telles formations. Mais le plus souvent, il vous faudra trouver vous-même votre entreprise d'accueil pour ne pas avoir de mauvaises surprises. « J'ai fait une école supérieure de commerce où je n'ai appris qu'une chose : je me suis fait escroquer. [...] Si vous n'avez pas eu de contrat d'alternance, c'est que vous êtes un sans-dents... J'ai cru à l'apprentissage avant de réaliser qu'aujourd'hui il discrimine [...]. Sans contrat d'apprentissage, l'élève assume les frais exorbitants de scolarité, n'apprend rien, n'a pas

138 Jean-Pierre Petit, désormais Executive Vice President de McDonald's Europe.

139 Étude du Conseil d'analyse économique.

140 *Le Figaro*, 11 juillet 2014, source Céreq.

le droit au chômage à la sortie de l'école, le temps que son « réseau » lui trouve un poste confortable de cadre junior. Il se retrouve donc sans aucune compétence, à la recherche d'un emploi payé au smic afin de rembourser les 25 000 € qu'il doit à sa banque. »¹⁴¹ Effectivement, le bon sens veut qu'on aille d'abord voir du côté de l'employeur avant de choisir une telle formation. Par la suite, certaines grandes écoles de commerce (et même d'ingénieurs) acceptent également dans leur recrutement en admission parallèle des étudiants qui ont obtenu une licence en alternance.

Pour les très jeunes : pallier les carences du mammoth

Un danger menace vos enfants ou petits-enfants s'ils sont passés par la machine de l'Éducation nationale et exclusivement entre les mains de pédagogues zélés, sans avoir connu quelques maîtres et professeurs héroïques et rebelles : celui de ne pas avoir un savoir minimum. Il leur manquera un socle sur lequel ils vont pouvoir s'appuyer toute leur vie. Faut-il rappeler que la France dégringole régulièrement dans le classement international PISA de l'éducation¹⁴² ? Or, la concurrence professionnelle devient mondiale. Vous entendez Éducation nationale, mais c'est de la publicité mensongère. Autrefois, cela s'appelait l'enseignement public,

141 Témoignage paru dans *Le Monde Campus*, 8 décembre 2014.

142 Au 25^e rang en 2013 sur les 65 pays de l'OCDE dont les enfants de 15 ans sont évalués tous les deux ans. La France a perdu 2 places par rapport au classement 2011.

on y apprenait quelque chose et le certificat d'études permettait déjà d'avoir un emploi décent payé. Considérez que l'éducation, c'est votre rôle de parent et que l'enseignement n'est plus garanti par l'État. Sur ce plan, vous êtes aussi responsables de l'avenir de vos enfants. Sachez que si 20 % des enfants sont en difficulté scolaire, seulement 5 % relèvent d'un diagnostic médical ou psychologique¹⁴³. Il n'est jamais trop tôt pour reprendre les choses en main.

Un savoir minimum de plus en plus important est indispensable. Ce minimum est celui qui doit permettre ensuite d'accumuler, d'approfondir tout au long de sa vie. Il va permettre d'évoluer professionnellement et même de changer de savoir-faire, de pratique. Les évolutions qui se produisaient lentement par le passé s'accélérent. Prenez par exemple le cas de l'agriculture. Aujourd'hui, en milieu rural, une personne suffit à cultiver une surface qui occupait autrefois dix personnes. La politique agricole commune (PAC) a brouillé le marché et conduit nombre d'exploitants à prendre des décisions pas toujours heureuses, faute peut-être de lire avidement *Le Monde* ou le *Journal officiel*. Cependant, certains ont réussi à négocier les écueils d'une économie de planification et de subventions. D'autres ont développé une activité de tourisme à la ferme et de chambre d'hôtes. Comment le faire sans un minimum de goût pour la lecture, l'auto-apprentissage et l'auto-formation ? Autre exemple, un spécialiste du marketing d'avant l'ère Internet avait

143 Enquête 2009 de la Société française de pédiatrie.

des compétences traditionnelles. Pour bien négocier le virage du numérique, il lui a fallu reconnaître à temps qu'Internet était un nouveau média, assimiler comment s'y achetaient les espaces et les contacts, etc. Là encore, quelqu'un ayant un solide bagage de savoir négociera le virage sans complexe. Mieux, il l'anticipera. Nous vivons une époque où les carrières – sauf peut-être dans la fonction publique – ne sont plus linéaires. De plus en plus souvent, les gens exerceront plusieurs métiers et certains qu'ils n'imaginent même pas encore. Plus encore que par le passé, l'échec scolaire n'est pas admissible.

Si vos enfants sont très jeunes, achetez une méthode de lecture syllabique¹⁴⁴ et consacrez-y l'été qui précède le cours préparatoire et le premier trimestre du cours préparatoire. N'ayez aucun scrupule, vous avez vu qu'il est scientifiquement et empiriquement prouvé que cette méthode est supérieure à une méthode globale ou semi-globale. Les études menées par Stanislas Dehaene¹⁴⁵, une sommité reconnue en sciences cognitives, le confirment. Vous devrez leur apprendre à tenir leur langue car votre interférence sera très mal vue à l'école. Ce n'est pas très grave, confiez-leur qu'il convient de ne jamais mentir aux gens dans lesquels ils peuvent placer leur confiance, mais que la discrétion n'est pas un crime. Plus tard, reprenez cette méthode syllabique avec eux et entraînez-les à lire de façon

144 Méthode Boscher ou éventuellement Ratus.

145 Chercheur à l'INSERM et au CNRS, docteur en psychologie cognitive, professeur au Collège de France.

fluide. Les tables d'additions puis de multiplications s'apprennent très bien par cœur dans les embouteillages et les concours de calculs mentaux évitent les chamailleries dans l'ambiance confinée de la voiture. En plus, c'est bon pour vous aussi...

Si vos jeunes collégiens lisent en ânonnant, ne connaissent pas leurs tables de multiplications, il est urgent d'intervenir ; si vous n'avez pas le temps, soustraites ; si vous n'avez pas d'argent, saignez-vous et prenez quand même le temps, car c'est aussi essentiel et vital pour votre progéniture que d'avoir des repas équilibrés, un temps de sommeil normal, des activités sportives, etc.

Dès que vous voyagez, mettez-leur une carte entre les mains, même si vous vous servez de votre merveilleux GPS. Achetez un petit livre avec les principales dates chronologiques de l'histoire de France et d'Europe. Car vous constaterez que l'enseignement de l'histoire est devenu un patchwork bizarre et que dans l'esprit de vos collégiens, les Mérovingiens peuvent très bien succéder aux Capétiens. Vous ferez donc bien attention, lorsqu'ils parlent de ce qu'ils ont appris, à vérifier qu'ils situent l'avant et l'après. Racontez-leur les histoires des livres qu'ils effleurent. Sachez que l'enseignement du français est désormais confiné à la forme des textes, aux techniques utilisées par les auteurs, mais ne s'intéresse pas du tout au contenu. En classe, on dissèque les champs lexicaux, les oxymores. Plus tard, on demandera aux étudiants en lettres de savoir

Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?

ce que sont des hyperbates, des hypotyposes et même des tapinoses¹⁴⁶, mais le sens est toujours laissé de côté. Comme si vous preniez un livre plutôt qu'un autre en fonction de la dose de tapinoses qu'il contient ! Ce sera donc à vous de leur parler de l'intrigue, de son originalité pour l'époque, des grands sentiments que sont l'amour, la haine, la vengeance, l'héroïsme, etc.

Soyez très vigilants au moindre décrochage. « 80 % d'une classe d'âge au bac » est aussi un énorme mensonge marketing. Le mammoth vomit sans scrupule des illettrés en fin de sixième et de troisième. Sans ces connaissances fondamentales, vos enfants ou petits-enfants seront égarés, sans repères. Ensuite, développez leur sens de la connaissance, cet apprentissage de chacun par l'expérience. Reconnaître une source d'approvisionnement possible, tirer profit de différences de prix locales ou temporaires, observer qu'une machine est sous-employée et utiliser cette connaissance pour améliorer la productivité est aussi utile à l'entrepreneur que son savoir en gestion. La connaissance spéciale de circonstances passagères ou d'opportunités ignorées de la majorité constitue, selon l'économiste Friedrich Hayek¹⁴⁷, des données subjectives très différentes des données objectives (le savoir) mais complémentaires et indispensables dans la bonne exécution d'un plan à petite échelle. C'est ce qui explique aussi, selon lui, l'échec des grandes

146 « Dont le nom évoque invinciblement une maladie sournoise et malhon-nête », comme le dit Jean-Paul Brighelli dans *La Fabrique du crétin*.

147 « Économie et connaissances », *Cahiers d'économie politique*, n° 43, 2002.

planifications centrales. Apprendre à apprendre, savoir acquérir des connaissances est une qualité essentielle, oubliée du cadre d'enseignement français.

Le chômage n'est pas une fatalité à condition de ne pas raisonner en « droit au travail », d'avoir l'esprit ouvert, de raisonner en termes de métier, de chercher à comprendre les besoins des employeurs. Professionnellement et dans la vie, la chance est surtout l'aptitude à reconnaître les opportunités où qu'elles se trouvent sur notre Terre. Souvenez-vous toujours que les entreprises ne sont pas créées pour fournir des emplois mais pour créer des biens et des services de manière profitable. Par conséquent, un travail est un échange entre vous et un employeur qui a besoin de vos qualifications et qui est prêt à les rémunérer en contrepartie, pas un droit.

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

*L'épargne et l'accumulation de biens de capitaux
qui en résulte sont au début de chaque tentative
d'améliorer les conditions matérielles de l'homme ;
c'est le fondement de la civilisation humaine.*

Ludwig Von Mises

Pour ne pas être happé par les rouages de la fabrique de pauvres, ne pas être ravalé au statut de dépendant, il vous faut de l'épargne, de l'argent d'avance. Évidemment, la fabrique de pauvres n'aime pas cette velléité d'indépendance et donc vous serez taxé de façon décourageante.

L'épargne demande beaucoup plus d'attention que par le passé car les taux d'intérêt sont très bas. Le système financier est toujours instable et la France a un besoin désespéré d'argent. Mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras.

En 2014, une étude¹⁴⁸ parue aux États-Unis posait trois questions simples aux ressortissants de différents pays.

- Vous avez 100 € sur votre compte épargne et le taux d'intérêt annuel est de 2 %. Si vous laissez cet argent, au bout de 5 ans, vous aurez alors : exactement 102 €, moins de 102 €, plus de 102 € ?
- Supposons que le taux d'intérêt de votre livret soit de 1 %, et que le taux d'inflation soit de 2 %. Au bout d'un an, vous pourrez alors acheter avec l'argent que vous avez laissé sur ce livret : plus de biens et services, autant de biens et services, moins de biens et services ?
- Quel est selon vous le placement le plus risqué : acheter une action d'une entreprise ou acheter une part d'un fonds en actions ?

Les bonnes réponses aux deux premières questions sont plus de 102 € (et même 110,41 € par la magie des intérêts composés) et moins de biens et services puisque l'inflation est supérieure au rendement. La réponse traditionnelle à la dernière question est qu'il est plus sûr de prendre une part de fonds plutôt qu'une seule action selon l'adage « pas tous ses œufs dans le même panier ».

148 « The Economic Importance of Financial Literacy : Theory & Evidence », Annamalai Lusardi et Olivia S. Mitchell, publiée en mars 2014, *Journal of Economic Literature*. Enquête menée entre 2009 et 2012. La formulation des questions variait légèrement entre les pays mais faisait appel aux mêmes calculs.

Moins d'un Américain, d'un Japonais et d'un Français sur trois répondent correctement à ces trois questions. Le score des Italiens et des Suédois est encore pire. Les Allemands obtiennent le meilleur score, mais à peine plus d'un sur deux répond correctement. Ce manque de culture financière est très inquiétant. C'est ainsi que les gouvernements peuvent plumer les gens à coup de taux d'intérêt négatifs, leur faire croire qu'une bonne petite inflation est un bienfait économique et qu'inversement la déflation est un monstre à combattre.

Tout épargnant a deux prédateurs : le fisc et l'inflation. L'inflation n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un impôt qui ne dit pas son nom et qui n'a pas besoin d'être débattu ou voté. Vous ne voyez pas trop pourquoi une hausse généralisée des prix, même minime, serait une bonne chose, et vous trouvez que l'explication selon laquelle les gens consommeraient plus si les prix montaient est un peu confuse. Vous avez raison ! La cible d'inflation des banques centrales à 2 % est une escroquerie. Si vous mettez 100 € de côté sans les placer et que l'inflation est de 2 %, au bout de 35 ans, votre épargne n'aura plus que 50 € de pouvoir d'achat.

L'inflation, en revanche, est une excellente chose pour les États endettés, car les gouvernements possèdent le privilège de s'endetter *in fine*. Un État qui emprunte 100 € à 10 ans ne verse que les intérêts durant la durée de son emprunt et ne remboursera le principal qu'à la fin. En réalité, il ne le rembourse pas, il emprunte à

nouveau. Entre-temps, l'érosion monétaire augmente ses recettes fiscales. Si la baguette qui valait 1 € vaut 1,20 €, la recette fiscale de TVA augmente de 20 %. Aujourd'hui, les banques centrales rêvent de créer de l'inflation parce que les États sont surendettés et si elles n'y arrivent pas, ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Inversement, la déflation ne pénalise que les gens qui sont mal endettés (et donc les États). Si les prix baissent, tant mieux pour vous, votre pouvoir d'achat augmente. L'argument selon lequel les gens reculent leurs achats et les salaires baissent ne tient pas la route une minute. Personne ne diffère un achat informatique au motif que les prix vont baisser et les informaticiens ne sont pas moins bien payés parce que les prix des ordinateurs ou des logiciels baissent. Le capitalisme conduit à une déflation naturelle puisque son objectif est de produire plus et mieux. En revanche un projet financé par la dette peut très vite ne plus être rentable si les prix baissent : le retour sur investissement – qui devait permettre de rembourser l'emprunt – n'est pas au rendez-vous et c'est la faillite. Quant aux États, ils ont moins de recettes fiscales.

Pour bien épargner, nous devons nous souvenir d'où nous venons, de l'origine de la crise, pour tenter de discerner où nous allons. 2008 a marqué le début d'une crise financière qui est loin d'être derrière nous et, depuis plus de six ans, l'expression « économie réelle » est devenue courante, mais quelle est l'autre économie ? C'est l'industrie financière, l'économie de la dette et du crédit.

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

La crise financière et votre épargne

L'économie réelle consiste à échanger quelque chose contre autre chose. Nous avons vu que nous vivons dans un système monétariste dans lequel on peut échanger quelque chose contre une promesse de payer, c'est-à-dire de la dette. Dans ce système, la dette a remplacé le capital (une somme d'épargne déjà accumulée) et les privilégiés qui ont accès au crédit sont rois.

Les banques commerciales créent du crédit. Pour 1 € de fonds propres laissés en garantie, les banques peuvent accorder 30 € de crédit. Dans ce système, on dit que « les crédits font les dépôts ». Si vous empruntez 10 000 € à votre banque, elle va à un moment créditer votre compte de 10 000 € puis vous allez dépenser cet argent qui irriguera l'économie dite réelle.

Dans ce système monétariste, l'important est que ceux qui ont la dette entre les mains soient persuadés qu'elle sera remboursée et tant que les intérêts tombent, ils sont rassurés.

Avec la crise, beaucoup d'emprunteurs publics ou privés sont en réalité devenus insolvables. Pour faire croire que les dettes seraient remboursées et qu'il n'y avait aucun problème, les banques centrales ont créé des quantités astronomiques de monnaie. 2 000 Mds€ en Europe, 3 500 Mds\$ aux États-Unis, l'équivalent de 2 000 Mds\$ au Japon. Le Royaume-Uni et la Suisse s'y sont mis aussi. Au total, plus de 8 000 Mds\$. Toute cette création monétaire n'a cependant pas fait naître d'inflation. Elle est

surtout restée cantonnée dans l'industrie financière sans faire monter les prix de tous les biens et services réellement échangés. Cependant, ne vous fiez pas à ce calme trompeur, cette masse de liquidité a augmenté l'instabilité du système financier tout en diminuant considérablement la rémunération des produits d'épargne (le livret A rapporte 1%). Pour vous épargnant, cette création monétaire dilue votre vrai capital (l'argent que vous avez gagné ou légitimement acquis contre un effort passé) dans ce faux capital. Il s'agit d'une politique voulue et délibérée de transfert de richesse qui vise à favoriser non pas ceux qui prennent des risques et les entrepreneurs, mais ceux qui sont au plus près des banques centrales, c'est-à-dire les banques commerciales trop grosses pour faire faillite. C'est comme si vous étiez dans un casino en train de jouer avec des jetons que vous avez achetés à l'entrée et que vous jouiez contre des joueurs sponsorisés auxquels le casino donne des jetons.

Rappelez-vous, tout cet argent créé sert à faire croire que les crédits seront remboursés, que la dette détenue par les créanciers vaut vraiment quelque chose. « La quantité de monnaie dans le système n'est plus déterminée par les besoins de l'économie réelle mais par la nécessité pour le prix de certains actifs de ne pas baisser », reconnaît un investisseur professionnel chevronné, Charles Gave¹⁴⁹. Aujourd'hui, il faut créer de plus en plus de monnaie pour conserver de la valeur

149 Économiste et financier, président de Gavekal Securities, membre du conseil de surveillance de l'assureur SCOR. *Réflexion d'actualité sur la monnaie*, 24 novembre 2014.

à ces « actifs » financiers. Sémantiquement ce terme d'actif est d'ailleurs de moins en moins approprié. On devrait parler de « passif » puisque la majorité des titres en circulation sont de la dette : obligations d'État, obligations d'entreprises, produits dérivés émis sur ces titres. C'est donc dans ce contexte difficile que vous devez épargner et investir, mais vous savez que c'est indispensable pour ne pas être menacé de précarité.

Nous sommes entrés dans une période bizarre qui interdit inflation comme déflation. L'inflation serait une catastrophe car les taux d'intérêt monteraient et tous ceux qui sont surendettés feraient faillite. Imaginez un État qui était endetté de 100 avant la crise et payait 5 % d'intérêt, il devait donc prélever 5 chaque année sur ses contribuables pour payer les intérêts de son emprunt. Le même État est aujourd'hui endetté de 200 mais, comme les taux ont baissé à 2,5 %, il doit toujours taxer de 5 chaque année ses contribuables. Tout va (presque) bien. Mais si les taux remontent à 5 %, c'est la catastrophe, car il doit prélever le double, soit 10, sur des contribuables déjà exsangues.

L'équilibre actuel ne supporte pas non plus la déflation, car l'effondrement du prix des actifs financiers soufflés par la création monétaire causerait la faillite du système financier : les banques afficheraient à nouveau des pertes qui les mettraient en faillite.

C'est donc le règne du « ni-ni » : ni inflation ni déflation. Cet équilibre sera-t-il éternel ? Évidemment non et les nuages s'amoncellent :

- Le commerce mondial ralentit.
- La croissance économique ralentit en Europe et en Asie.
- Les surinvestissements industriels¹⁵⁰ et immobiliers subsistent.
- Un protectionnisme plus ou moins avoué se met en place.

En toile de fond, les dettes atteignent des niveaux record et les déficits budgétaires restent la norme, donc le stock de dettes continue à grossir. Plus de dettes, moins de croissance, moins d'échanges commerciaux : ce n'est pas un bon cocktail. Mais comme il y a tout ce bel argent créé par les banques centrales, la spéculation boursière fait s'envoler les prix.

Toutefois, l'effondrement de ce système intenable peut prendre du temps. Si le communisme a tenu soixante-dix ans, les systèmes monétaristes¹⁵¹ devraient pouvoir tenir autant. Le communisme était lui aussi un système économique absurde, déviant et injuste, qui pour se maintenir dut recourir à l'exaction et au vol légal (réquisition des propriétés privées par l'État qui « fait la loi »).

Il faut donc vous apprêter à vivre avec des taux

150 Début 2015, la baisse du pétrole menace les producteurs américains de pétrole de schiste qui se sont endettés pour extraire du pétrole à 80 \$ le baril (alors que l'or noir cotait autour de 100 \$ le baril).

151 Ils sont nés en 1973 avec la fin des accords de Bretton Woods et l'adoption d'un système mondial de monnaies flottantes.

à 0 et négatifs s'il le faut – c'est-à-dire qu'on vous prendra une taxe sur vos dépôts liquides, comme ont commencé à le faire l'Espagne ou l'Allemagne. Concrètement pour vous, cela signifie que toutes les obligations (livret A, autres livrets, assurance-vie en euros) ne rapporteront presque rien et que vos dépôts cash risquent d'être taxés. Pour les actions, si jamais un krach boursier menace, vous verrez se déverser des tombereaux de liquidités, d'argent imprimé par les banques centrales, puisque le système ne peut encaisser aucune baisse de prix.

Cependant, la sacro-sainte règle de sécurité par la diversification vous oblige à avoir de l'épargne financière (livrets, obligations et actions) et aussi, si vous le pouvez, du foncier (immobilier, terrains).

Évitez l'épargne financière qui ne rapporte presque plus rien

On fait classiquement la distinction entre l'épargne dite « intermédiée », un mot savant pour désigner celle que vous laissez dans les banques, et l'épargne « désintermédiée » : actions, obligations, fonds que vous allez détenir en direct au travers d'un courtier. Ce dernier compartiment est traditionnellement considéré comme plus risqué. Cependant, nous sommes toujours en crise, les banques sont toujours malades, l'épargne intermédiée rapporte de moins en moins mais n'en est pas sûre pour autant.

Déjà, un livret A (vous prêtez à l'État pour qu'il finance des logements sociaux) ne rapporte plus que 1 %. À ce rythme-là, il faudra vraiment de la déflation pour gagner quelque chose. Préférez éventuellement un PEL, ou plan d'épargne logement, qui est un havre de paix et rapporte 2,5 % exonérés d'impôt.

Assurance-vie : préférez les « unités de comptes »

« Les rendements des fonds en euros vont baisser plus vite que prévu » indiquait *Le Figaro* en novembre 2014. C'est vrai puisque les taux d'intérêt auxquels empruntent les grands pays sont au plus bas. Or, dans votre assurance-vie, il y a surtout de la dette française ou de grands États d'Europe. Il vaut mieux convertir vos contrats en euros (obligations qui ne rapporteront que 2,5 % environ en 2015 si tout va bien) en contrats en unités de compte (actions). Si vous êtes détenteur d'un vieux contrat en euros, vous avez le droit de le convertir en demandant l'application de l'amendement Fourgous. Vous conserverez vos avantages fiscaux car il ne s'agit pas d'un nouveau contrat, mais d'une transformation. Votre compagnie d'assurance – qui déteste voir du monde sortir du marché obligataire – essaiera probablement de vous dissuader en invoquant que les actions sont très risquées, contrairement aux obligations. Vous lui rétorquerez alors que le plus grand risque réside dans le fait de ne pas être diversifié. Choisissez soigneusement les fonds en actions proposés par votre assureur et n'hésitez pas (toujours la diversification) à prendre

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

aussi des fonds détenant des actions cotées dans une autre monnaie que l'euro.

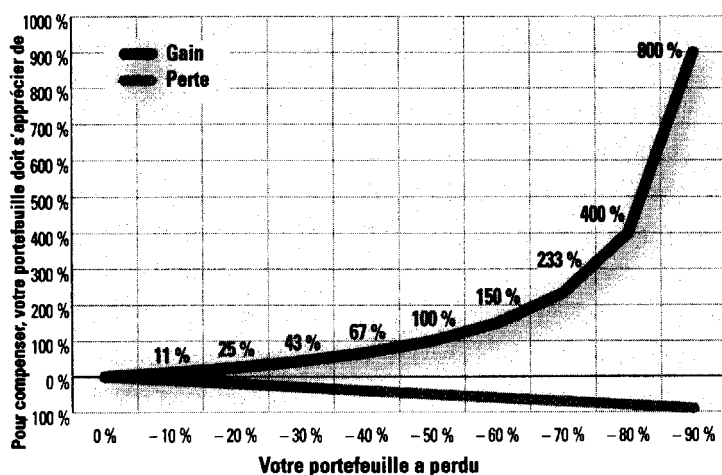
Actions : opportunisme de rigueur

Les cours actuels des actions sont déconnectés de la réalité économique, il est donc prudent de vous limiter aux actions qui ont un excellent historique de dividendes, que vous rachèterez dans les creux au moment où le marché commence à remonter. Par ailleurs, toute menace de krach sera, vous l'avez compris, immédiatement noyée dans la création monétaire ; vous pouvez donc espérer quelques plus-values, à condition d'être réactif.

Rabattez-vous sur le *trading* opportuniste et la détention de valeurs à court terme. Pour des actions que vous souhaitez conserver, privilégiez les valeurs des entreprises dont le chiffre d'affaires ET les marges grandissent et qui sont cotées en dollars (car l'euro devrait continuer à baisser face au dollar et vous profiterez ainsi d'un effet de change positif). Vous pouvez aussi détenir des actions de petites entreprises dont vous pensez qu'elles pourront un jour devenir très, très, très grosses. En France, depuis la crise, les cours des petites entreprises ont fait moins bien en moyenne que les grosses multinationales. C'est le problème de l'étouffement étatique et du capitalisme de connivence. Mais les stars de demain sont forcément dans les petites valeurs. Prenez des actions de secteurs que vous connaissez très bien. Privilégiez

toujours la connaissance (votre expérience du terrain) sur le savoir (ce que vous lisez dans les journaux et ce qui est issu des grandes statistiques). En prenant des actions que vous comptez conserver, soyez conscient que vous assumez le risque d'un « cygne noir », un effondrement des cours malgré tous les efforts des banques centrales, comme en 2000 et 2008. N'oubliez pas que l'arithmétique est très cruelle : après 35 % de perte, pour qu'une action retrouve son cours, il faut qu'elle progresse de 50 %.

Gain nécessaire pour compenser une perte



Si vous le pouvez, réduisez votre exposition au grand casino que sont devenus les marchés financiers pour vous limiter à la spéculation de court terme et revenir aux actifs tangibles et à l'économie réelle.

Financement participatif ou *crowdfunding* : une nouvelle piste intéressante

Les banques ont trop prêté, ne prêtent plus et ne se prêtent même plus entre elles. Le financement d'entreprises tend en Europe à se désintermédier, c'est-à-dire que les entreprises empruntent directement sur les marchés en émettant leurs propres obligations sans passer par les banques. Si cette pratique est très classique aux États-Unis en raison de la taille des entreprises américaines, elle est plus récente en Europe. Le marché obligataire s'est récemment développé pour des entreprises européennes moyennes, mais les entreprises de taille plus modeste peinent toujours à trouver de l'argent et leur besoin d'argent reste trop peu élevé pour le marché obligataire classique ; certaines PME ont cherché à se syndiquer pour émettre des obligations groupées, mais n'ont pas rencontré un franc succès. D'où le développement du *crowdfunding*, qui permet de lever des montants en général peu élevés auprès d'un large public. Les entreprises affichent leurs besoins de financement sur des plates-formes Internet et les internautes peuvent souscrire des prêts avec intérêts ou même acquérir des titres de sociétés. En France, les plates-formes de financement participatif sont réglementées depuis mai 2014¹⁵² et elles doivent être immatriculées auprès du registre de l'ORIAS en tant que conseillers en investissement participatif. Celles qui fournissent aussi du conseil sont enregistrées

152 Ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif.

en tant que prestataires en services d'investissement et, à ce titre, régulées par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Vous pouvez prêter à des taux de l'ordre de 4 % à 10 % et votre argent sert à faire travailler « l'économie réelle ». En 2014, PME et TPE ont déjà levé par ce biais 18 M€¹⁵³. Pour réduire vos risques, là aussi la diversification est le maître mot et prévoyez de financer plusieurs projets. À la fin de 2014, onze plates-formes étaient immatriculées auprès de l'ORIAS.

Immobilier : un seul critère, le rendement

Il y a du bel argent tout frais imprimé, mais ce n'est pas pour vous, c'est pour les banques. Le comité de Bâle veut réglementer les prêts immobiliers et pousser les banques à prêter à taux variable. Ainsi, les banques n'endosseraient plus les risques de remontée de taux qui seraient reportés sur l'emprunteur. Une telle pratique serait évidemment mauvaise pour le marché immobilier français qui jusqu'à présent pratiquait des taux fixes. Mauvais aussi, à long terme, pour le marché immobilier, le vieillissement de la population et la taxation. Les jeunes actifs ne pourront pas à la fois se loger (sauf si les prix baissent de 40 % ou plus) et payer les retraites et les soins de leurs aînés.

Préférez l'immobilier de rendement, mais pas nécessairement d'habitation (parkings, garages, boutiques, locaux commerciaux). L'investissement

¹⁵³ Par comparaison, le marché obligataire américain des petites entreprises pèse plusieurs centaines de milliards de dollars.

dans l'immobilier d'habitation locatif en France paraît bien hasardeux avec des loyers toujours plus encadrés, une fiscalité toujours plus lourde et un cadre légal en faveur du locataire. L'immobilier en France a désormais une rentabilité négative¹⁵⁴ et l'État bloque tous les changements qui pourraient être productifs (ventes de terrains constructifs, politique de taxation à la plus-value aberrante). Si vous le pouvez, n'hésitez pas à investir à l'étranger, en Europe, dans des pays où le droit de propriété est encore respecté et où la bulle immobilière a dégonflé (ou bien n'a pas sévi) : Allemagne (l'impôt sur le revenu de votre placement sera inférieur à 20 % pour une rentabilité de l'ordre de 4 %) et certains pays de l'Europe du Sud. En France, les locaux tels que garages ou entrepôts apportent encore une rentabilité correcte. Acquérir des parts de SCPI (Sociétés civiles de placement immobilier) vous permet d'accéder à de l'immobilier réservé à de gros patrimoines : immobilier commercial de centre-ville, immeubles d'exception et même immobilier à l'étranger. Vous pouvez encore obtenir des rendements corrects (de l'ordre de 5 %) avec un risque acceptable, même dans une conjoncture économique adverse. Soyez très attentif dans votre choix à l'efficacité du conseil de surveillance, qui est à la SCPI ce qu'est le conseil syndical à une copropriété.

Vous pouvez envisager de financer votre acquisition de parts de SCPI par l'emprunt et c'est même un

¹⁵⁴ Jean-Jacques Netter, ancien investisseur professionnel, *Atlantico*, « La grande désynchronisation », décembre 2014.

très bon indicateur : si une banque accepte de vous prêter pour acheter des parts, c'est qu'elle estime que les risques que vous encourez sont faibles. Or, avec une SCPI soigneusement choisie, le taux de rendement (de l'ordre de 5 %) sera supérieur à votre taux d'emprunt (de l'ordre de 3 %). Vous avez donc un moyen de vous constituer une source future de revenus.

Car plus que d'un capital, qui risque de se diluer dans la création monétaire, vous allez devoir vous concentrer sur la façon d'obtenir des revenus. Rassurez-vous, même dans un monde de taux d'intérêt nuls ou négatifs (ce qui est une insulte au bon sens) vous pouvez encore trouver de la rentabilité. Mais ne faites pas intervenir des plus-values potentielles dans vos calculs car vous seriez alors dans une logique de spéculation et non plus dans une logique d'investissement. Estimez plutôt vos revenus futurs sans vous préoccuper de la valorisation de votre mise de fonds.

Résidence principale : acheter ou louer ?

Les taux d'intérêt sont au plus bas, emprunter paraît raisonnable, mais l'immobilier baisse. Dans ces conditions, la question « acheter ou louer » sa résidence principale se pose. Il y a peu, ne serait-ce que formuler cette interrogation était une incongruité. Il fallait acheter car, c'est bien connu, l'immobilier ne faisait que monter et seules des cigales pouvaient envisager, la retraite venue, de se retrouver dépourvues de toit. Même si vous avez déjà répondu il y a

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

un certain temps à cette question, elle peut se reposer à la suite d'un accident de la vie (séparation, décès du conjoint), ou peut-être que l'un de vos enfants est en train de se la poser.

Donc, aujourd'hui, maintenant que nous savons que l'immobilier peut baisser, faut-il acheter ou louer sa résidence principale ?

Le logement principal recouvre une bonne dose d'affectif, c'est votre refuge, votre repaire, votre tanière. Vous voulez vous y sentir en sécurité, vous y êtes bien. Il va être le témoin de vos bons moments, de moments peut-être plus tristes mais qui feront partie de votre vie. Ne dit-on pas parfois d'une maison qu'elle a une âme ? Ne parle-t-on pas aussi de « coup de foudre », de « coup de cœur » pour certains biens immobiliers ? Locataire, penser qu'un propriétaire puisse vous priver de votre refuge est agaçant, perturbant. Il y a en outre dans la mentalité française un attachement terrien et l'amour de la résidence principale en est une trace, même s'il ne s'agit au début que d'un studio dans une ville dans laquelle vous n'avez nulle attache familiale et aucun cimetière dans lequel visiter des proches à la Toussaint. Il y a aussi dans la résidence principale une valeur de jouissance attachée justement à ces sentiments.

Méfiance : sentiments et finance font mauvais ménage. Les chiffres sont objectifs. Vous pouvez choisir de ne pas en tenir compte, de succomber à un « coup de foudre » comme disent les agences, mais

faites-le en toute connaissance de cause, sans tricher et ayez, malgré tout, certaines données en tête.

Plus-value immobilière, illusion de richesse mais vrai impôt

En général, lorsque j'explique que la plus-value immobilière n'existe que très rarement et que cette mythique plus-value n'est le plus souvent qu'un impôt supplémentaire, je me fais agonir d'injures (le plus souvent, évidemment, par d'heureux propriétaires). Pourtant ce principe peut s'illustrer en raisonnant avec l'échange – le « swap » dirait un financier – suivant.

En 2000, M. Kerbidule a acheté 100 une charmante longère en Bretagne à quelques minutes de voiture de Rennes où il travaille. En 2000, M. Skifan a acheté 100 un charmant chalet savoyard à quelques minutes de Grenoble où il travaille. Nous voilà en 2008. La longère vaut 180 tout comme le chalet, c'est la progression moyenne des prix en province sur la période. M. Kerbidule est muté à Grenoble et M. Skifan à Rennes. Dans un monde parfait Kerbidule devrait être capable d'acheter *cash* le chalet et inversement Skifan de racheter la longère. Un « swap » parfait. En réalité, il n'en sera rien. Droit de mutation dûment payé, l'un et l'autre ne pourront acheter que moins bien que ce qu'ils possédaient. Donc ils n'ont pas gagné d'argent, en réalité leur pouvoir d'achat a diminué et l'État s'est enrichi ! Mais ils ne s'en apercevront pas parce que, dans la

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

majorité des cas, ils souscriront un emprunt nouveau pour acquérir un peu plus grand et qu'ils se souviendront simplement avoir acheté 100 et vendu 180.

C'est la définition même de l'inflation. Une véritable plus-value supposerait que, par exemple, M. Kerbidule ait acheté sa longère en spéculant sur une future gare TGV à proximité, attirant ainsi des acheteurs plus lointains et charmés par la région. Dans ce cas, si la gare se matérialise, sa maison vaudrait 200 et non plus 180, il bénéficierait d'une véritable plus-value, et pourrait racheter le chalet de Skifan et même l'agrandir.

La hausse continue de l'immobilier a en réalité enrichi les vendeurs de crédit et l'État tout en appauvrissant le tissu industriel français dont elle a détourné des investissements. Pensez à la masse d'argent qui sommeille dans les régions de résidences secondaires, mètres carrés payés un prix d'or et dont les propriétaires n'y vivent que 10 semaines par an... Sans surprise, ce marché est celui qui a le plus baissé, avec des décotes atteignant parfois 30 % à 35 %.

Abondance de communication et maigre information concernant l'immobilier

Un long historique de dévaluation et d'inflation, la surtaxation de la prise de risque, la faible rémunération de l'épargne dite sûre, l'absence de système de retraite par capitalisation ont naturellement conduit

les Français vers l'immobilier. Une communication habile de la part de l'industrie du crédit est venue flatter ce penchant. L'industrie bancaire est, n'oublions pas, l'industrie de la dette. Crédit immobilier, crédit à la consommation, crédit revolving... Emprunter, qui était autrefois considéré comme infamant pour un ménage, est devenu la norme. Depuis les années 1980, votre standing n'est plus ce que vous pouvez vous permettre de vous offrir mais plutôt votre capacité d'endettement, à consommer l'argent du futur, celui que vous n'avez pas encore gagné mais que vous aurez certainement puisqu'un avenir brillant vous attend et que les assurances chômage ne sont pas faites pour les chiens.

Nous vivons non pas dans une ère d'information mais dans une ère de communication. La plupart des études immobilières qu'on vous présente sont réalisées par des parties intéressées : grandes agences, banques et organismes de financement et même les notaires. Les résultats de ces études ne sont pas faux, évidemment, mais ils sont présentés à l'avantage de celui qui a payé l'étude. Vous devez avoir présent à l'esprit que cette pression fausse votre jugement.

Voyons maintenant des aspects un peu plus objectifs. L'immobilier est un marché dans lequel il faut raisonner à très long terme. Si vous achetez, il faudra pouvoir vendre un jour, à moins que vous ne soyez à 100 % certain qu'il s'agisse de votre dernière demeure.

L'offre, la demande et la pyramide des âges

Parler d'immobilier, c'est donc parler d'un cycle long. La plupart des analyses vous décriront l'offre et la demande du moment, avec des projections en général assez simplistes. Exemple de cliché : Paris est une grande capitale d'Europe ceinturée par un périphérique ; l'offre est donc par définition limitée. Certes, mais ce qui fait un marché, plus que les produits, ce sont les acheteurs. Vous pouvez détenir quelque chose de rare, de bien placé, de qualité : si les acheteurs sont rares eux aussi, ils auront la main sur les prix.

La génération de ceux qui sont âgés de moins de 30 ans n'a pas les moyens d'acheter de l'immobilier aux prix actuels. Le marché commence à se geler faute d'entrants. Un jeune sortant d'une école de commerce ou d'une école d'ingénieur est déjà chanceux de trouver du travail en CDI ; s'il est à Paris, son premier horizon se limitera souvent à une colocation. Il n'envisage même pas un achat. Que dire du jeune actif qui commence à un niveau de salaire inférieur ? Ceux qui paieront votre retraite n'ont pas les moyens de se payer aussi un logement.

Les charges sociales des plus jeunes en activité paient pour les retraites des plus âgés. Les premiers se raréfient, les seconds augmentent. La capacité d'épargne des jeunes se trouve par conséquent limitée ; en réalité, ils ne peuvent à la fois envisager de payer un crédit pour se loger et payer les retraites

des aînés. Dans ces conditions, à qui vendrez-vous votre précieuse pierre ? Beaucoup de calculs reposent sur l'idée que, le moment de la retraite venu, la vente d'un bien immobilier, le pactole de la plus-value et le repli dans une surface plus petite vous apporteront un complément de revenu. Encore faut-il qu'un acheteur se présente pour matérialiser la plus-value.

Le vieillissement de la population n'est jamais pris en compte par ceux qui vous répètent à l'envi que l'immobilier ne peut que monter. La population n'augmente que très peu, et le nombre d'actifs par rapport aux retraités diminue¹⁵⁵. Enfin, la disparition du Crédit immobilier de France, qui poussait le marché par le bas en aidant les ménages à leur premier achat, contribue au ramollissement des prix. Le pouvoir d'achat immobilier baisse car les prix des logements rapportés au revenu disponible ont en moyenne enchéri de 72 % entre 2000 et 2014 et ont plus que doublé en Île-de-France¹⁵⁶. Les clients se font plus rares et ont moins d'argent, voilà qui doit vous donner à réfléchir.

Les prix baissent mais sont très loin d'avoir atteint un niveau raisonnable

La plupart des pays d'Europe ont connu un

155 Le COR (Conseil d'orientation des retraites) dénombrait 2,01 cotisants pour 1 retraité en 2005 et 1,78 cotisant pour un retraité en 2012.

156 Étude Friggit, <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/prix-immobilier-evolution-1200-a1048.html>.

éclatement de leur bulle immobilière (Irlande, Pays-Bas, Espagne, Italie, Portugal). L'Allemagne a été épargnée par la hausse de l'immobilier et les prix sont sages en raison d'une population déclinante. Ailleurs, les baisses vont de 30 % (Italie) à 50 % (Irlande). Les pays où il n'y a pas eu de recul encore notable des prix sont la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et l'Autriche¹⁵⁷. La baisse actuelle du marché français est encore timide, concerne essentiellement la province et plus spécifiquement le marché des résidences secondaires. Le nombre de ventes diminue, ce qui confirme que le marché n'est pas encore stabilisé. Donc, si vous achetez aujourd'hui, vous n'achetez probablement pas au creux du marché et le potentiel de baisse est encore important.

Acheter ou louer : votre grille de comparaison objective

Achat	Location
Intérêts du prêt.	Loyer.
Intérêts fixes.	Loyers soumis à une évolution encadrée qui favorise le locataire.
Le principal de votre prêt devient de l'épargne forcée, non diversifiée, investie dans l'immobilier d'habitation.	Votre capacité d'épargne est plus importante. L'objectif est que cette épargne vous rapporte à terme plus que le loyer.

157 *The Economist*, "Global House Prices", <http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/11/global-house-prices>.

La Fabrique de pauvres

Achat	Location
Le rendement de votre épargne forcée est comparable au rendement locatif d'habitation et donc mauvais.	Vous allez vous efforcer de trouver des placements diversifiés et ne consacrer qu'une portion de votre épargne à l'immobilier.
Plus-value incertaine et probablement difficile.	Plus-value incertaine, mais vous avez l'avantage de la diversification.
Impôts fonciers.	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers et impôts fonciers sur vos éventuels investissements autres que la résidence principale.
Travaux de maintien de votre capital principal, qui est votre résidence, à votre charge.	Travaux de maintien de la résidence dont vous êtes locataire à charge de votre propriétaire.

Vous me direz que la chair est faible et que les bonnes résolutions d'épargne sont vite oubliées alors qu'on n'oublie pas le remboursement de son prêt immobilier.

C'est vrai, mais vous pouvez aussi vous auto-encadrer pour faire taire la cigale qui est en vous (prélèvements automatiques vers vos comptes épargne, ouverture de comptes au nom de vos enfants mineurs...).

Certains peuvent envisager un achat immobilier comptant. Dans ce cas, voici tout ce que vous devez mettre dans la balance :

- Frais d'agence (de 3 % à 6 %).

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

- Honoraires et débours du notaire. Les honoraires sont progressifs et représentent 0,825 % du prix de vente (au-dessus de 16 771 €).
- Droits de mutation à titre onéreux (5,09 % du prix de vente et 5,80 % dans certains départements).
- Travaux éventuels (ancien).
- TVA (neuf).
- Dépenses récurrentes d'entretien (ravalement, peintures extérieures, toiture, canalisations, électricité). Un bien immobilier est comme tout investissement : il s'amortit et, selon la qualité de la construction, vous pouvez considérer que la durée d'amortissement sera de 20 ans à 50 ans. Donc, comptez 2 % par an environ.
- Taxe foncière à acquitter tous les ans, variable selon les communes. En moyenne, dites-vous qu'elle correspond à un mois de loyer.

En cas d'achat au comptant, il vous faudra détenir un bien pendant sept à dix ans avec des prix en hausse de 2 à 3 % par an pour absorber ce surcoût dû à ces frais fixes et récurrents¹⁵⁸. La plupart des études prévoient ensuite une baisse des prix de 5 % en 2014, une stabilisation en 2015, puis un retour à la hausse par la suite au rythme de 2 %. Ces projections sont, nous l'avons vu, très optimistes.

¹⁵⁸ Vous trouverez un utile comparateur « achat – location » sur le site www.bulle-immobiliere.org.

Un ménage qui achèterait aujourd'hui à Paris 70 m² avec 20 % d'apport devrait attendre 21 ans pour s'y retrouver par rapport à une location et 27 ans si la baisse de prix atteint 10 % en deux ans¹⁵⁹. Voilà qui donne à réfléchir.

Selon Asterès, un propriétaire à Paris – où le prix de la pierre culmine à 8 440 € le m² en moyenne et le prix des locations à 24,40 € le m² –, devra patienter nettement plus longtemps que par le passé pour que son acquisition soit rentable. Ce qui revient à dire que vous avez plutôt intérêt à être locataire. En province, la situation est cependant moins désavantageuse pour le propriétaire.

Propriétaire contre locataire : ce que vous maîtrisez (ou pas)

	Propriétaire	Locataire
Charges	Meilleure maîtrise, surtout en en habitation individuelle.	Peu de maîtrise, sauf si chauffage et eau en compteurs individuels.
Visibilité sur le coût du logement	Totale sur les intérêts du prêt.	Dépend de l'évolution des loyers, mais ils sont de plus en plus encadrés.

¹⁵⁹ Étude d'Asterès 2014.

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

	Propriétaire	Locataire
Fiscalité	Aucune maîtrise (impôts fonciers, droits de mutation, plus-values) sans oublier la folie des réglementations et normes en habitation collective vous contraignant à des travaux inutiles et coûteux.	Fiscalité hors-jeu (la taxe d'habitation est la même). Tous les travaux de maintenance et de mise aux normes sont payés par le propriétaire.
Mobilité en cas de déménagement ou de changement de situation familiale	Mobilité entravée puisqu'il faut vendre ou mettre en location.	Liberté de manœuvre en cas de mutation professionnelle ou de changement de situation familiale.

Quelques chiffres à retenir

- La rentabilité locative nette mais avant impôts sur le revenu tourne autour de 2,5 %.
- Le taux moyen d'emprunt constaté en septembre 2014 était de 2,68 % et 97 % des prêts immobiliers sont contractés à un taux inférieur à 3,5 %.
- Sur un an, le prix de l'ensemble des logements anciens a baissé de 1,2 %.
- À Paris, les prix baissent depuis 2012 et sont passés sous les 8 000 € avant la fin de l'année 2014.

- Les grandes surfaces baissent plus vite que les petites surfaces.
- Le recul le plus important est celui du marché des résidences secondaires.

Si vous savez presque certainement que vous vivrez encore au même endroit dans dix ans, vous pouvez envisager un achat. Dans le cas contraire cela paraît imprudent.

Si vous décidez d'acheter, faites-le dans un endroit que vous connaissez parfaitement : Paris, Île-de-France, province... peu importe. L'essentiel est que vous connaissiez le type de fréquentation et l'évolution de cette fréquentation. Le marché des villes qui tournent autour d'une industrie et d'une seule grande entreprise sera plus vulnérable que celui des villes universitaires qui ont aussi une vie économique. Si vous savez qu'une ligne TGV ou une autoroute est en projet avancé, c'est un bon point.

Achetez comme si vous investissiez. Assurez-vous que si vous deviez louer votre bien sa rentabilité serait bonne.

$$\text{Rentabilité locative} = (11,5 \times \text{loyer mensuel hors charges} - \text{taxe foncière} - \text{charges de copropriété} - \text{frais d'assurance de loyer} - \text{assurance de copropriétaire non occupant}) / (\text{prix d'achat} + \text{frais d'agence} + \text{honoraires du notaire} + \text{droits de mutation})$$

Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os

Pourquoi retirer 0,5 mois de loyer, vous demandez-vous ? Parce qu'il est tout à fait raisonnable de tabler sur le fait que vous aurez des vacances de locataire. L'un part, l'autre arrive et il faut faire quelques travaux de rafraîchissement. En tablant sur 11,5 loyers par an vous estimez que vous perdrez 1 mois tous les deux ans (ou 2 mois tous les quatre ans) parce que votre locataire vous donne son congé.

Si vous n'achetez pas votre résidence principale, vous pouvez :

- Acheter de l'immobilier en dehors de la France (là où le rendement locatif est meilleur et le droit de propriété en général mieux respecté). Le magazine *The Economist* considérait l'immobilier français comme l'un des plus surévalués au monde (de 34 %).
- Acquérir des parts de SCPI (il en existe qui investissent dans l'immobilier en Allemagne qui ont un bon rendement).
- Acquérir au comptant parkings, garages, hangars de stockage, dont le rendement locatif est nettement supérieur et dont la vente ultérieure pourra constituer votre apport lorsque le marché de l'immobilier d'habitation redeviendra propice.

Si vous décidez de ne pas acheter votre résidence principale, soyez un locataire serein et décomplexé. Les loyers ont augmenté beaucoup moins vite que

les prix. Vous n'aurez pas à redouter de flambée des loyers : l'indice de référence des loyers (IRL) rampe en dessous de l'indice des prix à la consommation, le dernier IRL connu (11 juillet 2014) a augmenté de 0,47 % en rythme annuel. Entre 1994 et 2014, à Paris, la taxe foncière a augmenté de 180 %, les charges de 102 % et les loyers de 39 %¹⁶⁰.

Vous ne serez pas esclave d'une dette qui ne vous rapporte rien. Car, connaissant maintenant le fonctionnement de l'industrie financière, vous devez réaliser qu'en payant des intérêts d'emprunt, vous donnez à une banque de l'argent qu'il vous faut gagner avec peine tandis que l'argent que la banque vous a prêté ne lui a rien coûté.

160 Source IREF.

Organisez votre propre prévoyance

*La prévoyance des maux est le grand art
de les affaiblir avant qu'ils n'arrivent.*
Voltaire

Le système français de retraite par répartition est, comme vous le savez, une pyramide de Ponzi. La réussite de la fabrique de pauvres dans ce domaine est incontestable. Dans cette escroquerie financière classique, les nouveaux entrants paient les intérêts promis aux anciens arrivés. Tout va très bien lorsque, chaque jour, il rentre plus de petits nouveaux pour servir les intérêts des anciens, dont le nombre augmente. Lorsque le flux des nouveaux entrants se tarit, le système s'effondre et les anciens découvrent avec stupeur qu'ils ont été victimes d'une escroquerie. La différence entre Madoff et le système des retraites par répartition, c'est que Madoff ne bénéficiait ni d'un monopole, ni de la caution de l'État, ni de la facilité du prélèvement automatique sur ses victimes.

Pour fixer les idées, le principe de la retraite par répartition a été adopté en 1941 alors que l'espérance de vie était de 46 ans, le chômage très limité et la France en pleine vague de natalité. Aujourd'hui, l'espérance de vie dépasse 82 ans, la natalité plafonne à la limite du renouvellement de la population et le chômage de masse sévit. Dans ces conditions, c'est tout simplement un miracle que le régime des retraites ait pu être jusqu'en 2009 équilibré grâce au complément apporté par l'impôt ou au siphonage des caisses de retraites du secteur privé par celles du secteur public¹⁶¹.

« Dans notre pays, on ne sait pas ce que c'est une réforme. Pour les retraites, on a fait des adaptations, pas des réformes »¹⁶², avoue François Chérèque, ex-secrétaire général de la CFDT.

La survie de la caisse de retraite complémentaire des cadres (Agirc) est en négociation et dépendra de sa fusion avec la caisse de retraite des employés (Arrco), en attendant que cette dernière sombre également. Il est prévu que le déficit (le manque à distribuer) atteindra en l'état actuel des choses 11,1 Mds€ en 2018¹⁶³. Si rien n'est fait (augmentation des cotisations ou de l'âge de départ à la retraite à 64 ans), les pensions complémentaires seront amputées de 9 %. La retraite

161 En 2013, le déficit des caisses de retraite du secteur public s'élevait à 37,3 Mds€.

162 *Le Figaro*, 3 novembre 2014.

163 Chiffre des rapports du Conseil d'orientation des retraites (COR) et de la Cour des comptes rendu public en décembre 2014.

Organisez votre propre prévoyance

moyenne s'élève aujourd'hui à 1 300 €¹⁶⁴, insuffisante pour une place dans une maison de retraite (environ 3 000 € par mois).

Poids des retraites complémentaires

Vous êtes	Salarié	Cadre	Cadre
Vous avez gagné en moyenne	2 160 € brut	5 400 € brut	12 000 € brut
Votre retraite complémentaire pèse	25 % de votre pension totale	50 % de votre pension totale	66 % de votre pension totale

Source : Le Figaro, 16 décembre 2014.

Les salariés non cadres partaient en 2003 avec 83,6 % de leur dernier salaire, en 2020 ce serait 75,6 %. Pour les cadres, on passe de 64,1 % du dernier salaire en 2003 à 55,5 % en 2020¹⁶⁵.

Entre aujourd'hui et 2030, sans recul de l'âge du départ en retraite, la France passerait de 15 millions à 20 millions de retraités. Ceci représente au titre de l'assurance vieillesse une charge supplémentaire de 25 % sur les actifs. La situation sera intenable et les choix politiques devront trancher dans le vif.

164 1 288 € plus précisément en 2012, selon le service de statistique du ministère de la Santé (DREES), tous régimes confondus (salariés du privé, artisans, indépendants, agriculteurs).

165 Conseil d'orientation des retraites (COR).

Ne tombez pas dans le fossé budgétaire ou écart fiscal (*fiscal gap*)

L'écart fiscal est une expression d'origine anglo-saxonne qui décrit la situation de la plupart des pays occidentaux. Dans les pays en déficit chronique, l'État dépense plus que ce qu'il collecte, notamment pour remplir ses engagements sociaux d'État-providence. Passé un certain point, refuser l'équilibre financier constitue cependant un « crime contre la postérité », pour reprendre les termes de l'économiste Laurence J. Kotlikoff¹⁶⁶. En effet, le budget retraite des social-démocraties est insuffisamment provisionné et le recours à l'endettement pallie aujourd'hui cette carence. Mais il s'agit de dette contractée à long terme (10 ans, 20 ans, 30 ans) dont le paiement des intérêts échoie aussi à nos enfants ou petits-enfants et dont le paiement du principal pèsera même sur nos arrière-petits-enfants. C'est le crime contre la postérité ou crime générationnel dont parle Kotlikoff. De nombreux gouvernements sont même incapables de chiffrer les engagements qu'ils n'ont pas anticipés. Selon les estimations, dans la plupart des pays développés, le fossé budgétaire serait équivalent à 12 fois le PIB. Les systèmes de retraite « s'effondreront comme des châteaux de cartes dès que les plus jeunes ne voudront plus payer l'addition – ou en seront incapables ». Pour combler le trou, il faudrait que les gouvernements relèvent les impôts ou qu'ils baissent les versements.

166 Professeur à l'université de Boston, co-auteur en 2012 de *The Clash of Generations : Saving Ourselves, Our Kids, and Our Economy*.

La solution politique combinera probablement les deux. Mais ça ne se passera pas gentiment.

Les conclusions de l'économiste Kotlikoff sont également celles d'Emmanuel Todd, qui a sur la même situation un regard d'historien, d'anthropologue et de démographe. En France, nous avons assisté à un emballement de l'espérance de vie après 60 ans dans les années 1970, changement fondamental qui est arrivé brutalement, a pris par surprise le monde politique qui non seulement ne l'avait pas prévu mais qui a aussi refusé d'en tirer les conséquences. « C'est comme si on avait eu une immigration sauvage de vieux. Les gens pensent que le problème de la société française c'est que les banlieues se remplissent d'immigrés sans qu'on puisse le contrôler, mais la vérité des problèmes pour moi, c'est plutôt que la société française s'est remplie de vieux. »¹⁶⁷ Pour Todd, la population âgée, aujourd'hui majoritaire, organise l'écrasement économique de la jeunesse. Le vieillissement implique une perte de dynamisme et de créativité de l'économie. Les anciens succombent à la tentation d'une gestion égoïste de court terme car leur situation est déjà forgée et leur espérance de vie est limitée. Par le jeu démocratique, les politiciens sont devenus les « défenseurs fidèles du groupe majoritaire dominant et en l'occurrence de la population âgée ».

Bref, vous avez compris qu'il vaut mieux ne pas trop compter sur les jeunes, qui en plus affrontent la crise

¹⁶⁷ Emmanuel Todd, conférence « Le vieillissement de la population, quels effets ? », à l'adresse des pharmaciens du Carré de l'optique, 10 octobre 2014.

économique, pour financer vos vieux jours, que ce soit en payant des charges sociales au titre d'une assurance vieillesse qui n'est pas la leur ou en surpayant des biens immobiliers.

Traditionnellement, une épargne en assurance-vie, du fait de sa fiscalité avantageuse, est le support financier préféré des Français pour se constituer un complément de retraite. Mais quel capital épargner pour recevoir une rente mensuelle à vie d'un assureur ? Le tableau qui suit vous permet de vous faire une idée. Si vous désirez obtenir à l'âge de 65 ans une rente mensuelle de 1 000 €, il faut confier 280 600 € à un assureur.

La rente versée est taxée à 70 % pour un crédit rentier de moins de 50 ans, à 50 % entre 50 et 59 ans, à 40 % entre 60 et 69 ans et à 30 % au-delà de 70 ans, auxquels s'ajoutent 15,5 % (pour le moment) de prélèvements sociaux.

Pour assurer votre propre prévoyance, il faut commencer à réunir ce qu'il vous faut assez tôt, que vous soyez ou non proche de la retraite. L'idéal est de pouvoir combiner une rente provenant d'un capital confié en gestion et des revenus provenant de sources diverses (dividendes, immobilier et viager éventuellement). Traditionnellement, en France, le beurre financier dans les épinards de la retraite était assuré par l'immobilier. Au moment où les oiseaux ont quitté le nid familial, on peut songer à vivre dans un espace plus petit ou situé en centre-ville ; le résidu du produit

Âge au moment de la liquidation de la rente	Année de naissance	Vous visez une rente mensuelle de					
		500€	1 000€	2 000€	3 000€	4 000€	5 000€
		Il vous faut un capital de					
50 ans	1964	203 500€	407 000€	814 000€	1 220 900€	1 627 900€	2 034 900€
55 ans	1959	183 500€	367 000€	734 000€	1 100 900€	1 467 800€	1 834 800€
60 ans	1954	162 500€	325 000€	650 000€	975 000€	1 300 000€	1 624 900€
65 ans	1949	140 300€	280 600€	561 200€	841 800€	1 122 400€	1 403 000€
70 ans	1944	117 200€	234 500€	469 000€	703 500€	937 900€	1 172 400€

Source : Les Échos/Natixis, 7 novembre 2014.

de la vente de la résidence principale devenait un capital dans lequel puiser, avec parfois le repli dans une résidence secondaire. Mais ce qui était vrai à toutes les chances de ne plus le rester, le marché immobilier étant lui aussi modifié par la crise et le bouleversement démographique, comme nous l'avons vu.

La diversification est donc comme toujours indispensable et, si vous pouvez vous le permettre, prévoyez à la fois de l'immobilier et la sécurisation d'une rente auprès d'un assureur. Si la faible inflation persiste, le revenu d'un capital confié à un assureur est une solution qui vous délivre de tout souci de gestion. En cas de forte inflation, les revenus de biens immobiliers (hors immobilier locatif d'habitation) seraient probablement moins érodés que le réajustement d'une rente, toujours en retard sur la hausse des prix.

Le viager pour tirer un complément de revenu de votre immobilier

Une vente en viager peut aussi vous procurer des revenus complémentaires et être une bonne solution. Principe : vous vendez un bien immobilier contre le versement d'une rente jusqu'à votre décès. La difficulté principale sera la rédaction de la clause d'indexation de votre rente. Le viager a été inventé bien avant les monnaies fiduciaires, les dévaluations compétitives, les objectifs d'inflation et autres manœuvres des banques centrales. Le premier calcul des rentes viagères date de 1657 et on le doit au Hollandais Jean de Witt. La

difficulté du calcul tenait à l'époque plus à l'estimation de l'espérance de vie qu'à la dégradation du pouvoir d'achat de la monnaie.

La législation prévoit un indice viager qui s'applique par défaut et garantit une revalorisation légale minimale. Mais comme vous allez le voir, ce minimum légal est insuffisant pour compenser la hausse du coût de la vie. Ainsi, en 1980, une rente mensuelle de 100 € est revalorisée à 220,60 € en 2013. C'est beaucoup moins que la plupart des charges qui pèsent sur une habitation ou que l'évolution du prix des services qui intéressent ceux qui sont dans une maison de retraite. Entre 1950 et 2012, les prix ont progressé en moyenne de 4,7 % par an¹⁶⁸. Admettons que ce taux moyen reste identique à l'avenir (malgré les niveaux actuels faibles d'inflation, nous ne sommes pas à l'abri d'un accident monétaire et, par ailleurs, la pression fiscale s'intensifie) et que vous ayez besoin de 50 000 € pour faire face à vos dépenses courantes annuelles (impôts, logement, vie courante), vous aurez besoin de 100 000 € quinze ans plus tard et de 197 000 € trente ans plus tard. D'où l'importance d'une bonne clause d'indexation et le plus sûr est de vous faire conseiller par un notaire pour sa rédaction.

Évidemment, vous n'êtes pas seul à avoir fait ce constat implacable : vieillir chez soi est un luxe et, très

168 *Thomson Reuters Global Financial Data*, taux basé sur la progression moyenne annualisée des prix à la consommation en France.

vite, on a besoin d'une aide à domicile, voire d'une aide-soignante. Il faut être réaliste. Selon certains professionnels, il y aurait 10 offres de ventes en viager occupé pour une seule et unique demande d'achat. Une seule, c'est maigre tout de même... Vos chances sont un peu meilleures en viager libre.

Qu'attendre d'un portefeuille d'actions ?

Nous avons vu qu'à fin 2014 les actions étaient survalorisées par rapport à l'état de l'économie réelle : la croissance mondiale ralentit, les chiffres d'affaires et les bénéfices des entreprises ne progressent plus beaucoup. À dire vrai, même si la plupart des investisseurs professionnels se gardent bien de l'avouer, la progression des actions tient surtout à des taux d'intérêt faibles. Nombre d'entreprises se sont endettées pour racheter leurs propres actions plutôt que d'investir. Ceci a pour effet mécanique d'augmenter les cours.

À court terme, il n'est pas prudent d'être trop exposé aux actions. Rappelons que ceux qui auraient investi à long terme dans le CAC 40 en 2000 avant l'éclatement de la bulle Internet seraient encore perdants en 2014 de 25 %. À très long terme, il est illusoire de tabler sur un rendement de portefeuille de 10 % par an. Le Japon est en dépression depuis 1989, soit depuis plus de vingt-cinq ans. L'indice Nikkei valait 39 000 points en décembre 1989, il en vaut 10 000 aujourd'hui et ceci malgré une impression monétaire désespérée. C'est le prix à

payer pour une bulle immobilière et financière mal digérée. Même en admettant que nous puissions échapper à une dépression à la japonaise, pour conserver le rendement d'un portefeuille en actions, vous ne devrez pas compter prélever chaque année plus de 3 % de la somme investie si vous voulez tenir trente ans¹⁶⁹. Cependant, dans le cadre d'un ancien contrat d'assurance-vie, vous avez aussi à vous couvrir contre la remontée des taux obligataires et un éventuel blocage si les assureurs venaient à se retrouver en difficulté. Le moindre mal consistera donc à basculer votre contrat sur des fonds en actions car un capital garanti mais intouchable ne vous aiderait pas beaucoup.

Quelle allocation entre actions et obligations ?

Classiquement, pour un horizon à vingt ou trente ans, les professionnels recommandent un portefeuille composé à 30 % d'obligations et à 70 % d'actions. Traditionnellement, actions et obligations avaient l'habitude d'évoluer en sens inverse ; lorsque les taux baissent, les obligations se renchérissent puisque les vieilles obligations rapportent plus que les nouvelles ; mais une baisse généralisée des taux obligataires signifie aussi que les investisseurs deviennent frileux, n'aiment pas le risque et se réfugient dans ce qui est réputé sûr ; dans ce cas, les actions baissent car elles sont délaissées ;

169 Source Fisher Investments France, sur la base d'une technique de simulation de la méthode de Monte-Carlo et qui repose sur l'historique des performances des indices GFD World Return.

inversement, lorsque les taux montent, les obligations baissent car les anciennes sont vendues pour acheter les nouvelles, qui rapportent plus ; mais des taux d'intérêt en hausse signifient aussi que les investisseurs préfèrent placer leur argent dans les actions.

Depuis 2008, cependant, cette mécanique est cassée. La création monétaire pousse les taux d'intérêt à la baisse et le marché obligataire monte en même temps que les marchés des actions. Les taux sont tombés à un tel niveau que les investisseurs professionnels sont contraints de se tourner vers les actions pour tenter de gagner un peu d'argent.

Enfin, si vous exercez une profession libérale, ne négligez pas les contrats Madelin en étant très regardants sur la gestion, car beaucoup de ces produits ont des rendements exécrables, les intermédiaires se contentant comme argument de promotion de l'avantage fiscal. Si vous êtes salarié et que votre entreprise propose des solutions d'épargne collective, n'hésitez pas tant que les avantages fiscaux subsistent.

Toutefois, l'épargne et l'argent ne sont pas les seules clés d'une retraite paisible. Il existe d'autres façons d'organiser votre propre prévoyance sans vous en remettre à un État-providence bientôt en faillite.

Organisez votre retraite en dehors de l'épargne

Plusieurs générations sous le même toit, cela fait

ringard ; c'était le mode de vie de la France rurale d'avant la Seconde Guerre mondiale et d'avant les Trente Glorieuses. Les vieux au coin du feu en train de garder les petits-enfants et les parents aux champs. Les vieux ne l'étaient pas très longtemps et les enfants rentraient tôt dans la vie active même si la majorité légale était à 21 ans.

La solidarité a fait oublier l'entraide familiale, pourtant c'est bien ce qui permet aujourd'hui à beaucoup de Grecs, de Portugais et d'Espagnols de ne pas sombrer dans le dénuement. Si votre famille n'est pas trop éclatée géographiquement, partager le même toit est loin d'être absurde et résout de nombreux problèmes domestiques – aide des plus âgés ou surveillance des plus jeunes. Le tout est de ne pas le subir et de bien s'entendre... ce qui sera beaucoup plus facile s'il s'agit d'une organisation pensée et choisie avec chacun sa place et son espace privatif. Pas facile me direz-vous, mais nécessité fait loi.

Entre 1940 et 1945, l'écrivain chinois Lao She a connu le succès en publiant *Quatre générations sous un même toit*, un roman qui conte la vie d'une famille vivant dans une ruelle de Pékin durant la guerre sino-japonaise. Sans aller aussi loin, urbanistes et architectes planchent déjà sur des projets de logements où l'on peut « vivre ensemble séparément ». Si vous avez une grande maison, rien ne vous empêche de créer un ou des studios pour accueillir des plus jeunes moyennant un loyer ou une aide.

Les colocations se développent aussi chez les seniors

Les colocations ne sont pas réservées qu'aux étudiants ou aux jeunes actifs. Il existe déjà plusieurs sites spécialisés en France¹⁷⁰ pour rapprocher l'offre de la demande et trouver des personnes qui partagent vos centres d'intérêt. Une colocation va vous permettre de faire des économies en partageant le loyer, les frais liés aux services d'aide à la personne, les courses... Vous pourrez donc envisager de vous installer dans un logement plus spacieux grâce au partage des frais. Reste que, comme dans toute entreprise de ce genre, acariâtres et individualistes s'abstiennent. Pour ceux qui sont d'un naturel sociable et qui, malgré un âge mûr, sont prêts à faire des concessions et à supporter les cheveux des autres dans un lavabo, la formule allège la charge des tâches quotidiennes et rompt la solitude. Le film *Et si on vivait tous ensemble*¹⁷¹ dépeint un tableau relativement optimiste de trois vieilles connaissances qui décident de vivre en communauté à l'âge de 75 ans plutôt que d'envisager une maison de retraite. Ne nous voilons cependant pas la face : apprendre à partager les mêmes sanitaires est beaucoup plus difficile à 70 ans qu'à 20 ans, les habitudes sont plus ancrées et la faculté d'adaptation beaucoup moins aiguisée, mais le jeu peut en valoir la chandelle...

Le mieux est de rédiger un règlement interne qui

170 Il en existe déjà quatre en France.

171 2012, avec Jane Fonda, Pierre Richard, Géraldine Chaplin.

balisera les principales exigences de vie collective. Le règlement minimal doit prévoir qui paie quoi (loyer, charges, impôts), préciser quelles sont les parties privatives et les parties communes, spécifier les modalités d'entretien de ces dernières, dresser un inventaire du mobilier commun et du mobilier privatif, prévoir la dissolution de la colocation, définir les conditions de remplacement d'un colocataire.

Le béguinage : si vos moyens ne vous permettent pas d'envisager la colocation

Historiquement, le béguinage, originaire de Belgique, faisait référence à des maisons dans lesquelles résidaient des femmes célibataires. Un béguinage est constitué d'une ou plusieurs rangées de maisons reliées par des couloirs, disposées autour d'une petite cour et il est proche d'une église. Les béguinages version « retraite » se trouvent essentiellement dans le nord de la France¹⁷² sous forme de logements collectifs pour les seniors souhaitant avoir leur « chez soi » tout en désirant vivre en communauté. L'entretien des parties communes est soustrait à des structures spécialisées.

Un autre projet de construction a été lancé par l'entreprise « Vivre en béguinage » dans la ville de Perpignan. La résidence propose des T2 ou T3 pour chaque habitant ; les habitants peuvent faire leurs

¹⁷² Le premier béguinage moderne de France date de 1997 et se situe à Lambres-lez-Douai à l'initiative de la coopérative HLM Floralys.

propres repas, laver leur linge et recevoir de la famille. Le climat d'entraide et la gestion par une association de résidents sont dans la tradition de fraternité. Il existe en France environ une vingtaine de projets de béguinages ; il faut compter entre 450 et 750€ par mois pour un deux ou trois pièces.

Le papy loft : un concept d'une société HLM du Calvados qui essaime

Le concept du papy loft a surgi en 2005. Idée : un concept intermédiaire entre le domicile et la maison de retraite, ayant l'ambition d'éviter la solitude, de maintenir l'autonomie dans un environnement sécurisé. Chaque « lofteur » dispose de son espace personnel meublé. L'espace commun est une salle distincte. Les loyers varient entre 270 et 500€, plus faibles que les béguinages puisque proposés par des sociétés HLM (en Seine-Maritime et en Normandie).

Faites comme les Allemands : créez votre propre maison de retraite

Votre pension Mimosa à vous avec vos amis depuis des décennies et à la vie à la mort ? Les Allemands sont friands de cette formule. En France aussi c'est possible et la fameuse SCI (société civile immobilière) est une forme tout à fait adaptée pour porter le bien immobilier. À vous de décider des parties communes (atelier, buanderie, garage), des règles de cohabitation, des services que vous désirez mutualiser (femme de

ménage, services et soins éventuels). Ceux qui le font s'y mettent en général avant 70 ans. Il vaut mieux bien se connaître et avoir déjà partagé des lieux de vacances avant de s'acoquiner pour une telle aventure. Si elle est réussie, c'est certainement la meilleure solution, mais s'il y a des frictions, ce sera pire qu'un mauvais mariage ou une mauvaise association.

Par rapport à une vraie maison de retraite dont le budget varie en moyenne entre 2 900 € et 3 400 € par mois, vous allez faire des économies sur la gestion et sur les normes d'hygiène et de sécurité puisque votre établissement ne sera pas public. Vous avez cependant une difficulté juridique et financière à surmonter : la sortie. Dans une maison de retraite, les sortants sont remplacés par des rentrants. Dans votre cas ce sera plus difficile. À vous de prévoir cette situation dans les statuts et un fonds de roulement financier adapté.

Partir à l'étranger ?

L'expatriation n'est pas réservée à quelques grosses fortunes, qui fuient la cascade d'impôts qui noie notre pays. Le nombre de seniors français à l'étranger serait de l'ordre d'un million. En vous expatriant, vous pouvez diminuer de façon importante le coût de votre vie quotidienne et faire des économies substantielles sur vos impôts personnels.

Plus positivement, vous aller accéder à une nouvelle vie, plus détendue, surtout si vous choisissez un pays

chaud à décor de carte postale, avec des cocotiers et des lagons bleus, loin de la grisaille. Mais le choix d'un pays de destination fait intervenir de nombreux critères :

- la possibilité ou non d'exercer une activité pour tirer des revenus complémentaires ;
- la ou les langues ;
- le système de santé ;
- l'éloignement, le coût et la durée des trajets ;
- l'accessibilité à la propriété immobilière pour les non-nationaux ;
- la sécurité et la fiabilité des institutions juridiques et financières.

Certaines destinations ne sont, en fait, accessibles qu'aux très riches retraités. C'est le cas de la Grande-Bretagne ou de la Suisse. Mais d'autres sont accessibles aux patrimoines plus modestes : Bali, le Mexique, le Portugal, la Bulgarie, la Thaïlande. Vous allez gagner sur deux tableaux : le coût de la vie et les impôts.

Toutefois, même pour les pays qui cherchent à attirer une grande masse de retraités, des justifications de vos ressources vous seront demandées et il faudra prouver aux autorités locales que vous disposez bien du revenu minimum pour subvenir à vos besoins¹⁷³.

173 Voir à ce sujet *Retraites : partir vivre à l'étranger* de Denis Sarget et Fabrice Coletto-Labatte, Ixelles Éditions, 2014.

Ménagez votre capital santé

Faire confiance au gouvernement pour prendre soin de vous lorsque vous en avez le plus besoin est hasardeux. Pour vivre heureux et en bonne santé vous devez vous prendre en main et assumer votre propre prévoyance.

On vous dit et répète de faire de l'exercice et ça vous rase ? Prenez les escaliers, tous les jours ! Et fixez-vous un objectif. Que ce soit deux étages ou dix, allez le plus loin possible mais tout en connaissant vos limites. Diminuez les risques de crise cardiaque en prenant régulièrement de la vitamine D. Elle permet de réguler la pression sanguine, de réduire les inflammations et le taux de sucre dans le sang. Inclure des aliments riches en potassium dans votre alimentation quotidienne peut vous aider à contrôler votre hypertension. Quelques exemples : bananes, pommes de terre cuites avec leur peau, jus d'orange et yaourt écrémé, persil.

Occupez-vous de votre matière grise

Votre cerveau est un muscle. Vous devez penser à lui faire pratiquer des exercices variés et vous pouvez même lui offrir des friandises¹⁷⁴ ! Le cerveau est un organe doté d'une grande capacité d'adaptation aux sollicitations. Sous l'action d'une stimulation ou tout simplement d'une émotion, des cellules nerveuses sont créées et de nouvelles connexions synaptiques sont

¹⁷⁴ Myrtilles, grenades et pommes selon les gourous du bien-être.

établies ou consolidées. Et ce, quel que soit votre âge ! C'est ce qu'on appelle la plasticité cérébrale.

Selon les travaux de Pierre-Marie Lledo, directeur de recherche à l'institut Pasteur et au CNRS, la plasticité cérébrale disparaît si :

- vous cessez d'apprécier et de vous émerveiller face à l'inconnu ;
- vous êtes stressé ;
- vous consommez des psychotropes (Lexomil, Lysanxia, Xanax...) ;
- vous pratiquez trop peu d'efforts physiques ;
- vous êtes isolé socialement.

Ainsi, il ne tient qu'à vous de ne cocher aucune de ces cases et de réunir les conditions nécessaires pour l'épanouissement de votre cerveau.

Le sommeil joue un rôle capital dans la consolidation de la mémoire. Le manque de sommeil entrave le bon fonctionnement du filtre. Si vous ne dormez pas assez, vous allez retenir ce qui est important mais aussi beaucoup d'informations parasites.

Un cerveau de sédentaire fonctionne moins bien. Le sport développe la circulation sanguine et favorise donc l'irrigation du cerveau. Marchez, courez, jouez au badminton, essayez la barre au sol, saluez le soleil avec votre maître yogi, nagez le dos crawlé, bêchez la

terre de votre jardin, tondez la pelouse... Faites ce que vous voulez mais bougez-vous. Tous les jours.

Évidemment, tabac et alcool ne sont pas bons pour vos neurones. Je ne vous apprends rien. Mais soyons précis. Des chercheurs de l'Inserm et de l'University College de Londres ont mené une étude dont les résultats suggèrent qu'une forte consommation d'alcool entre 40 et 60 ans pourrait accélérer le déclin cognitif au cours de la vieillesse.

Ainsi, aucune différence dans le déclin de la mémoire n'a été observée entre les hommes qui ne boivent pas, les anciens buveurs, et les buveurs légers à modérés, tandis que les gros buveurs ont montré un déclin de la mémoire et une lenteur intellectuelle. Cette différence serait comprise entre 1,5 et 6 années supplémentaires de déclin cognitif. Ainsi un gros buveur de 55 ans aurait un déclin de mémoire comparable à celui d'une personne de 61 ans.

Pour éviter les petits arrangements entre vous-même et votre conscience (du genre : « Je suis très loin de boire deux bouteilles de whisky par jour »), précisons :

- un buveur léger à modéré boit moins de 2 verres d'alcool par jour (20 grammes d'alcool) ;
- un gros buveur consomme plus de 3,5 verres d'alcool par jour (35 grammes d'alcool).

Apprenez par cœur : de la poésie, par exemple celle de vos petits-enfants, les grandes dates de l'histoire

de France, les verbes irréguliers allemands de *bleiben* à *ziehen*, les ouvertures aux échecs ou les systèmes d'enchères au bridge, Aucune importance. Ce qui compte, c'est que vous choisissiez un domaine qui vous attire, pour consacrer régulièrement du temps. Pour ne pas stimuler toujours la même région de votre cerveau, pensez à varier les exercices. Faites des mots croisés, des sudokus, des problèmes de bridge...

Il existe de nombreux livres qui vous permettent de mettre à profit les dernières acquisitions des sciences cognitives et vous donnent des astuces pour muscler votre mémoire¹⁷⁵ et apprendre à apprendre.

Vous aimez cuisiner ? Tant mieux, c'est bon pour votre cerveau. Cuisiner sollicite la mémoire, oblige à utiliser les ingrédients dans un certain ordre, en respectant des proportions précises... Et quand on y réfléchit bien, cuisiner fait également appel à tous les sens ! Invitez vos colocataires, vos compagnons de papy loft ou de béguinage, vos proches, et amusez-vous avec de la cuisine-prévoyance en vantant les vertus de vos préparations. Je ne connais pas de bons vivants, cuisinant avec talent, qui n'aient pas d'amis.

Rompez l'isolement, soyez sociable et aimable !

Il existe un lien étroit entre la performance limitée de votre mémoire et le fait que vous ne ressentiez pas

¹⁷⁵ Alain Sotto et Varinia Oberto, *Une mémoire pour la vie*, Ixelles Éditions, 2013.

assez souvent d'émotions. Votre capacité d'étonnement peut être à l'origine de la création de nombreuses connections synaptiques dans votre cerveau. La régénérescence cérébrale disparaît chez les personnes isolées socialement. Plutôt que de vous reposer sur de la « solidarité sans contact », cultivez la famille et l'amitié !

Faites de nouvelles connaissances en intégrant une association, un club de lecture, de bridge, d'échecs... Nouez des liens, partagez, montrez-vous curieux et généreux. Soyez présent pour vos amis et votre famille. Organisez des dîners joyeux, envoyez une petite attention régulièrement, prenez des nouvelles plus souvent, planifiez des week-ends à la campagne. Riez, repensez à vos dernières vacances ensemble, faites de nouveaux projets. Ces sources de bonheur feront beaucoup mieux fonctionner votre cerveau. Plus vous serez entouré, plus les occasions de ressentir des émotions seront nombreuses et mieux votre mémoire fixera les informations et les souvenirs.

Échapper aux engrenages de la fabrique de pauvres, c'est aussi cultiver son capital social. Le social n'est pas l'apanage de l'État, il vous appartient !

Épilogue

La révolte des jeunes sans-dents

*Corruptissima republica plurimae leges.
Plus la République est corrompue,
plus les lois se multiplient.*
Tacite

« Le soutien à l'État-providence vacille. La solidarité envers les plus démunis n'apparaît plus véritablement comme une idée fédératrice de la société française » : la dernière étude du Crédoc¹⁷⁶ annoncerait-elle une révolution ? Les Français remettent désormais majoritairement en cause les politiques sociales et estiment qu'elles poussent à « la déresponsabilisation, notamment familiale ».

La situation financière des classes moyennes s'est dégradée depuis une vingtaine d'année. Les dépenses contraintes ont augmenté plus vite que les revenus et les classes moyennes sont aujourd'hui confrontées à des difficultés qu'elles pensaient réservées aux plus modestes. D'où cette remise en cause.

176 « Conditions de vie et aspirations », septembre 2014.

La classe politique française est sclérosée par son idéologie et elle diffuse sa sclérose à notre pays. Cependant, la crise de 2008 a ramené à la lucidité une population qui semble avoir un temps d'avance sur ses élites coupées des réalités.

Le socialisme, l'étatisme de gauche ou de droite, prétend régenter des dépendants et ce faisant crée des pauvres ; c'est une des raisons de la régression de la France face à des pays qui ont revu leurs social-démocraties (Allemagne, Australie, Canada, Suède). En France, pour justifier toujours plus d'interventionnisme, la classe politique est même prête à importer toujours plus de pauvres. En 2012, l'Insee recensait 12 millions d'immigrés et d'enfants d'immigrés alors que le chômage est à un niveau record. « Je n'ai jamais oublié que l'objectif inavoué du socialisme – municipal ou national – était d'accroître la dépendance. La pauvreté n'était pas seulement le sol nourricier du socialisme : elle en était l'effet délibérément recherché », écrivait Margaret Thatcher¹⁷⁷. La France persiste à suivre la voie de l'Angleterre travailliste qui fit faillite en 1976 puis fut sauvée par cette fille du peuple qu'était la Dame de Fer.

Les socialistes et les étatistes s'abritent derrière le paravent de la solidarité, toujours préférable à la charité car, « si les riches décident eux-mêmes de ce qu'ils acceptent de donner aux pauvres, on ne peut pas parler d'État social, mais d'un État d'aumône et

177 *Mémoires*, tome 1, 1993.

de soupe populaire »¹⁷⁸. La classe politique favorise en toute occasion une solidarité « assurée par l'impôt et les organismes de redistribution qui évitent le choc des humiliations entre un donateur et son récipiendaire », écrit Éric Zemmour¹⁷⁹. Si l'on en a vraiment besoin, en quoi est-il plus humiliant d'être aidé par quelqu'un qu'on connaît plutôt que par une structure anonyme ? Pourquoi la charité qui s'appuie sur la proximité serait-elle détestable et la solidarité collectiviste admirable ?

Pour 63 % des Français, la solidarité consiste d'abord à donner du temps aux autres et seulement 6 % considéraient l'impôt comme un geste de solidarité. Enfin, 84 % pensent que l'argent public est gaspillé¹⁸⁰.

En dépit de cela, pour justifier toujours plus de solidarité collectiviste, l'étatisme organise la spoliation de la classe moyenne et des générations futures par l'intermédiaire de la Loi, de la réglementation, de la politique fiscale et de la dette. « On peut toujours trouver une majorité pour faire payer une minorité », dénonce Pascal Salin¹⁸¹. Tout impôt diminue l'activité économique et les investissements susceptibles d'être les futures sources de richesse et d'emplois. Nous avons le record de la taxation mais nous avons aussi le record mondial de la dépense sociale rapportée au PIB et nous y consacrons 10 % de plus que la moyenne

178 Arte, « La Fabrique de pauvres », reportage déjà cité.

179 *Le Suicide français*, 2014.

180 Sondage OpinionWay pour Finsquare, plateforme de financement de prêts aux entreprises par les particuliers.

181 Professeur émérite à l'université de Paris-Dauphine.

des pays développés. Plus de redistribution, c'est plus de dépendants qui voteront dans le sens souhaité à l'abri de l'isoloir... Une fiscalité illisible et incompréhensible permet de dresser les gens les uns contre les autres, de susciter envie, jalousie et haine. On fait payer les riches parce qu'ils sont riches et non pas pour améliorer les opportunités de vie des plus désavantagés. Un programme politique se résume à une distribution d'avantages. Chaque électeur est ainsi amené à voter égoïstement pour son intérêt personnel. Aucune solidarité là-dedans. L'État devenu faible n'a d'autre politique que celle de diviser pour pouvoir mieux régner. Le sociologue Michel Maffesoli¹⁸² parle même d'hystérie étatique : « Plus l'État est impuissant, plus le pouvoir politique perd de sa légitimité, plus le risque de sécession du peuple est réel, plus l'État légifère. » C'est particulièrement vrai dans le domaine fiscal alors que l'impôt est désormais perçu comme un racket. Les lois, désormais opportunistes, ne sont plus que des règlements fabriqués au gré des intérêts de groupes particuliers. Un gouvernement peut tout faire au motif qu'il est majoritaire. L'exception française a inventé la démocratie tyrannique. Le député socialiste de l'Indre, André Laignel, l'avait très bien exprimé : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaire. »¹⁸³ Minoritaire, vos droits sont désormais oubliés, bafoués.

182 Professeur de sociologie à la Sorbonne, auteur de *L'Ordre des choses*, CNRS éditions, 2013.

183 Répondant à Jean Foyer, ancien garde des Sceaux du général de Gaulle, en octobre 1981.

Pour aggraver notre cas, nous vivons dans un système monétaire et financier mondialisé pervers qui permet de financer des politiques désastreuses en prenant les contribuables comme garants en dernier ressort. Des banques commerciales internationales « trop grosses pour faire faillite » prêtent à des gouvernements irresponsables de l'argent qu'elles créent et perçoivent sur ces capitaux imaginaires des intérêts payés par les contribuables.

Sans sanction des erreurs, impossible d'apprendre

La classe politique n'est jamais punie de ses erreurs, on ne peut pas considérer que perdre provisoirement un mandat soit une véritable sanction. Les effets négatifs de mauvaises décisions politiques (regroupement familial, 35 heures, abaissement de l'âge de la retraite, imposition confiscatoire...) mettent des années à se révéler tandis que les mesures démagogiques profitent immédiatement (plus de fonctionnaires, emplois jeunes, subventions à tel ou tel lobby). Là où n'importe quel actif – plombier, garagiste, chirurgien, cafetier – est responsable, les hommes politiques sont irresponsables. Ils détruisent le marché immobilier et foncier, ils bâtissent des budgets sur des prévisions de croissance irréalistes, ils mentent sur leurs déclarations de patrimoine, mais ils ne sont jamais inquiétés. Pour leurs malhonnêtetés, ils s'auto-amnistient de leurs détournements de fonds, comme en 1990 dans l'affaire Urba-Graco. N'étant

pas punis de leurs erreurs de politique économique, ils sont dans l'incapacité d'apprendre. Leur solution sera toujours plus de dépenses, plus de déficits, plus de dettes, plus d'impôts et donc plus d'assistés, plus de chômeurs, plus de pauvres.

Après quarante années d'interventionnisme, d'aides, de subventions, qui n'ont pas endigué la montée du chômage de masse, il serait peut-être temps de tenter autre chose.

La solution de nos maux n'est pas dans plus d'État, plus d'assistance, plus de redistribution. Elle est dans moins de tout cela.

Refuser la chape idéologique

Ne pas se laisser prendre dans les engrenages de la fabrique de pauvres commence par refuser cette idéologie qui conduit à l'obscurantisme. Les mots ont perdu leur vrai sens, une morale molle, prétendument universelle, dans laquelle tout se vaut, règne : toutes les cultures, tous les savoir-faire, tous les comportements sont mis sur le même plan. Les paroles d'un air de rap sont aussi admirables que les alexandrins de Racine ; il n'y a plus de délits, mais un sentiment d'insécurité ou éventuellement des incivilités ; la croissance peut être négative selon Christine Lagarde ; le capital désigne l'accès à l'emprunt et donc la dette sans contrepartie ; l'épargne est condamnable ; la justice est nécessairement sociale ; une inégalité est toujours

injuste. Déformer le vocabulaire permet d'esquiver le débat et les responsabilités.

Ces idées reçues qu'on nous impose – souvent par la censure et le lynchage médiatique¹⁸⁴ – comme étant justes et morales ne le sont pas. L'individu est responsable de son sort et non pas le simple jouet de « forces sociales ». La solidarité ne consiste pas à disposer de toujours plus de l'argent des autres. Il est normal de vouloir être autonome, indépendant, libre de ses choix et de vouloir élever ses enfants dans ce sens. La concurrence est le mode optimal de fonctionnement de l'économie, elle n'est sauvage et destructrice que si les lois sont mal faites et ne protègent pas les droits fondamentaux des individus. Le marché est le processus démocratique de formation des prix, certes imparfait, mais meilleur que tous les autres, exactement comme la démocratie est un système imparfait mais supérieur aux autres en matière politique. « Détruire la concurrence, c'est tuer l'intelligence », analysait l'économiste Frédéric Bastiat au XIX^e siècle.

« Si chacun, pensant poursuivre ainsi son intérêt personnel, obtient un privilège aux dépens des autres grâce à l'exercice de la contrainte étatique, tout le monde finit par être victime des cadeaux et des protections donnés aux uns et aux autres »¹⁸⁵, explique

184 La France est le quatrième pays le plus souvent condamné par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de la liberté d'expression (Chronique de Gaspard Koenig, *Les Échos*, 14 janvier 2015).

185 Pascal Salin, professeur honoraire de l'Université Paris-Dauphine, *Libérons-nous !*, Les Belles Lettres, 2014.

Pascal Salin. L'État a accordé le privilège des taxis qui ne supportent pas la concurrence des véhicules de tourisme collectif. Les consommateurs sont lésés, Paris est la capitale aux taxis les plus rares, les entrepreneurs à l'origine d'Uber ou Voitures jaunes sont assassinés sur l'autel des privilèges, les taxis qui ont payé leurs plaques seront probablement perdants le jour où la concurrence finira par s'installer.

Le ministre prétendument « social-libéral » Emmanuel Macron aime citer Henri Lacordaire, considéré comme le fondateur de la démocratie chrétienne : « Entre le riche et le pauvre, le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège. » Curieuse mentalité pour un homme politique que de penser que la liberté puisse opprimer. Si tel est le cas, nous ne sommes plus dans un État de droit. Et créer plus de lois ne fera qu'aggraver les choses.

Le libéralisme politique et économique n'est ni l'anarchie ni le zéro État. L'individu est libre et responsable de sa destinée. La liberté n'est pas une fin en soi, mais le moyen de parvenir à ses fins. Les individus libres doivent établir des relations avec leurs semblables et échanger paisiblement. Le contrat social consiste à accepter de déléguer à l'État l'arbitrage des contrats privés librement conclus ; il s'agit d'une volonté générale devant laquelle les volontés individuelles s'inclinent. L'État est aussi responsable de la protection de ce grand pacte social. Pour qu'il existe, le droit doit être le même pour tous et sur tout le territoire,

quelles que soient les communautés, les clans, les appartenances, les revenus... Une parfaite égalité de droit est l'idéal à poursuivre et non la multiplication des « droits à » pour plaire à telle ou telle faction. À défaut, nous retournerons à la nuit du 4 août 1789, date de l'abolition des privilèges, et la révolte des sans-dents sera saignante.

Préférer les liens sociaux à l'État

Trop d'assistanat indifférencié sape les responsabilités et notamment familiales, la famille étant la première cellule d'entraide naturelle. Dans des pays bien plus pauvres que le nôtre les gens sont plus optimistes et la solidarité naturelle fonctionne. Cette fraternité se remet d'ailleurs en place naturellement en cas de crise grave, comme on le voit dans les pays d'Europe du Sud. La théorie de l'*homo economicus* ne recherchant égoïstement que son propre intérêt est erronée, tout comme la construction intellectuelle d'un « intérêt général » qui serait supérieur à tout et justifierait tout. En l'absence d'incitation perverse, la plupart des gens ne recherchent pas que leur intérêt immédiat au détriment des autres. Ils recherchent l'intérêt de leur famille, de leurs proches et ont une vision de long terme (« durable », pour reprendre un néologisme de la langue de bois).

Dans de nombreux pays beaucoup moins riches que la France, les gens déclarent se sentir plus heureux simplement parce qu'ils ont de bons espoirs d'améliorer

leur condition. « Être Français réduit la probabilité de se déclarer heureux de 20 % »¹⁸⁶ selon un professeur d'économie de la Sorbonne. Le taux de suicide est en France bien au-dessus de celui de la moyenne européenne¹⁸⁷. Les recherches récentes montrent que la jalousie et la frustration sapent la sensation de bonheur ; la lutte contre les inégalités devrait donc favoriser cette sensation de bonheur. Il n'en est rien dans notre pays où cette lutte, menée sans aucun souci d'efficacité économique, n'est qu'idéologique. Son objectif masqué est le nivellement par le bas¹⁸⁸ et la création de dépendance pour nourrir le social-clientélisme. C'est donc le sentiment d'injustice et de frustration qui monte.

La solidarité ne se mesure pas qu'à l'ampleur de la redistribution ou au nivellement des revenus. « La solidarité se définit par le partage de ce qui est essentiel à la plénitude de l'humanité : ressources rares, monétaires ou non, autant que les liens sociaux et l'amitié. [...] Si la famille fonctionne bien, ainsi que les relations avec les voisins, et si le marché du travail est intégrateur, les transferts sociaux pourraient être superflus »¹⁸⁹, estime l'économiste suisse Paul Dembinsky pour qui les dépenses sociales obligatoires – qui représentent 26 % du PIB¹⁹⁰ – sont à leur maximum en Suisse.

186 Claudia Senik, *L'Économie du bonheur*, 2014.

187 14,7 pour 100 000 habitants, contre 10,2 pour 100 000 en Europe.

188 La suppression des notes et des moyennes à l'école, préconisée par le Conseil supérieur des programmes, va dans ce sens.

189 « Credo solidaire », *Le Temps*, 13 novembre 2014.

190 Contre plus de 45 % en France.

La famille, cellule sociale irremplaçable, est aussi l'ancre du conservatisme, c'est là que les traditions et les valeurs se transmettent. C'est pour cette raison que la famille, qui entrave les objectifs de la fabrique de pauvres, est en butte à une certaine forme de répression et est sapée par l'idéologie. Détruire la famille permet d'isoler les individus, de mieux les contrôler, de les appauvrir et de les asservir.

Vous êtes mieux placé que l'État pour savoir ce qui est bon pour vous

Chaque être humain est capable de définir ses objectifs en fonction de ses aspirations et de rechercher sa voie. Il n'y a pas de destin, de chemin tracé d'avance, chacun fait ses découvertes, ses tentatives, apprend de ses erreurs. Chaque parcours est individuel et il n'y a pas d'autoroutes du bonheur à péage étatique ; il n'y a que des chemins de traverse puisque les individus ont des préférences différentes ; l'État doit donc limiter ses interventions dans l'économie et dans la vie courante. Les politiques qui réduisent réellement la pauvreté sont celles qui favorisent l'augmentation de la productivité et par conséquence l'élévation des revenus.

Les capacités d'un individu sont déterminées par son capital social, son capital humain, son capital physique, son capital économique ainsi que par ses opportunités. Le priver de son épargne, le punir de ses talents, limiter ses opportunités, sont des atteintes à ses droits fondamentaux. L'impôt abusif sur l'épargne,

sur le capital, sur la transmission, sur le travail, réglementation absurde, est une atteinte aux droits fondamentaux. Remplacer le capital social de chacun, la fraternité, par une solidarité collectiviste est un appauvrissement.

La révolte des sans-dents face aux élites sclérosées

Nos élites – politiciens professionnels, hauts fonctionnaires, économistes, journalistes – n’ont pas vu venir les crises de 2000 et 2008. Elles n’ont pas vu venir le choc démographique de l’allongement de la durée de vie. Elles n’ont pas vu venir le choc de la mondialisation. Obsédées par une idéologie passéiste, elles sont myopes et dénuées d’imagination. Elles ne voient pas venir le choc suivant.

Voici les bons côtés de la mondialisation :

- En 1990, près de la moitié de la population des pays en développement disposait de moins de 1,25 \$ par jour. Ce taux s’est réduit à moins d’un quart fin 2010. De 1990 à 2010, le nombre total de personnes vivant dans une extrême pauvreté a chuté de 1,9 milliard à 1,2 milliard.
- Très prosaïquement, vous achetez de nombreux produits moins cher : électronique, informatique, textile, automobile, ameublement, alimentation...

Voici le prix à payer pour ces bons côtés :

- Une augmentation transitoire du chômage.
- Une accélération des changements.
- Un affaiblissement des racines culturelles. Tous les centres-villes du monde ont un McDo et un Starbuck et les mêmes « marques ».

Gros avantages, petit prix ? Non, car avec la mauvaise gestion de l'élite tout a dérapé.

- Les baisses de prix et hausse consécutive de votre pouvoir d'achat ont été effacées par l'augmentation des charges, les manipulations monétaires et la création d'inflation par l'augmentation du crédit.
- Les gains de productivité ne sont pas allés aux salariés ou aux épargnants et à la rémunération du capital productif, mais au secteur financier et à la rémunération de prêts octroyés par les banques avec de l'argent qui n'existe pas, privilège de la création monétaire. Votre argent se retrouve en concurrence avec cette immense masse monétaire artificielle, ce qui explique par exemple la hausse des prix de l'immobilier. Votre épargne se retrouve détruite dans ce processus car, pour accéder à la propriété, vous devez emprunter plus et plus longtemps en payant le tribut des intérêts.
- Il en a résulté une énorme dette publique dont, en tant que contribuable, vous ou vos enfants avez à acquitter les intérêts. Cette dette sert à maintenir notre « modèle social » périmé qui s'essouffle à payer chômeurs et retraités.

La mondialisation a conduit en France à une escroquerie qui profite aux élites, aux professionnels de la politique et de la finance.

Le capital au xxi^e siècle

Le capital est la « propriété d'un individu ou d'une communauté de savoir, il est constitué par l'ensemble des valeurs antérieurement soustraites tant à la consommation improductive qu'à la production stérile et que le passé a léguées au présent »¹⁹¹.

La distinction entre capital et travail est une distinction marxiste. Le capitalisme est en réalité une construction intellectuelle. Depuis la nuit des temps, le bipède paresseux et intelligent a cherché à différer sa consommation, à épargner et à tirer profit de cette privation temporaire de jouissance. Le premier silex taillé, la première charrue bricolée furent du capital. Le but est évidemment de produire plus, mieux, avec moins d'efforts. Sans cette initiative, l'homme en serait réduit à vivre uniquement de l'air du temps, de la cueillette et de la chasse, soumis aux caprices de la nature.

L'extraordinaire faculté des biens de capitaux est de se cumuler. Ils sont avec le temps devenus de plus en plus sophistiqués et donc coûteux. Au début, il suffisait que Cro-Magnon prenne le temps de tailler son

191 Michel Leter, *Le Capital – L'invention du capitalisme*, Les Belles Lettres, 2015.

silex et d'endurer les hurlements de faim de ses petits Cro-Magnons privés de viande le temps de façonner son bien de capital pour chasser plus efficacement. Depuis nous avons parcouru du chemin et la révolution industrielle est passée par là. Pour financer la construction de grosses machines à vapeur et de chemins de fer, il fallait que beaucoup de gens acceptent d'assigner leur épargne à un but commun. Le rôle utile de la finance fut de transformer de l'épargne dispersée et de court terme en investissement. Cette masse d'épargne mise au travail fut nommée capital par Marx. Elle permit de franchir une autre étape.

Marx opposa le capital au travail et essaya de formuler une théorie de la répartition entre les revenus du capital et ceux du travail ; toutefois, il ne mesurait le travail qu'à son intensité, parlant de « force de travail » vue comme l'unique richesse du prolétaire. La lutte des classes est la lutte autour du partage entre capital et travail : le travailleur veut une augmentation de salaire et le détenteur de capital une augmentation du rendement de son argent. Travailleur et capitaliste ont des intérêts antagonistes dans le schéma marxiste. C'est vrai si le travailleur est privé du droit d'être épargnant ou capitaliste. Hernando de Soto souligne que la misère des pays pauvres ne vient pas d'un manque d'hommes détenant du capital mais plutôt d'hommes privés (le plus souvent par la corruption) du droit d'en être propriétaires¹⁹². Tout travailleur doit pouvoir être

192. *Le Mystère du capital : Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*, Flammarion, 2005.

aussi capitaliste et le travail comme le capital doivent être rémunérés.

Prix, salaires et profits sont des notions complexes et toute tentative pour substituer quelque chose à l'arbitrage du marché – même si cet arbitrage n'est jamais parfait – s'est toujours soldée par un échec. Le plus cuisant de ces échecs fut évidemment celui du communisme, qui a multiplié les pénuries et le gâchis du travail. Si on laisse faire le marché, des surinvestissements en capital conduisent occasionnellement à un effondrement de la rentabilité car trop de produits ou de services entrent en concurrence. Les corrections sont alors douloureuses, mais elles finissent par être surmontées. En entravant le marché, on rentre dans des systèmes arbitraires, absurdes, qui ont besoin de violence et d'exactions pour se maintenir.

Dans le capital au ^{xxi}e siècle, l'épargne est minoritaire, elle est noyée dans l'accès au crédit. Ceci a conduit à des surinvestissements et des empilages de dettes. La création monétaire ne se destine qu'à camoufler ces mauvais investissements.

Le travail au ^{xxi}e siècle

Le travail au ^{xxi}e siècle se fait plus rare, comme en témoigne la montée du chômage de masse. Des pays comme la France empruntent pour verser leurs allocations de chômage ou les retraites. Le chômage de masse est traité par le déficit public et l'appauvrissement

collectif. Du ^{xvii}^e siècle au ^{xix}^e siècle, la force mécanique a remplacé la force musculaire. Les gueules noires des mineurs ont disparu au ^{xx}^e siècle. Au ^{xxi}^e siècle, les robots dits intelligents font les tâches intelligentes mais répétitives dévolues à la classe moyenne. L'intelligence artificielle remplacera-t-elle l'intelligence humaine au travail ? Les phénomènes de relocalisation se produisent car le coût de la main-d'œuvre faiblement qualifié n'est même plus un critère de profit. Le crédit est presque gratuit, donc les biens de capitaux ne coûtent pas cher, ce qui accélère ce processus de robotisation et de disparition d'emplois de plus en plus qualifiés.

Le travail au ^{xxi}^e siècle rémunérera-t-il correctement les humains ou seulement quelques êtres exceptionnels et irremplaçables capables de produire ce que les robots ne produiraient pas ? La rémunération à l'effort aura-t-elle encore un sens et sera-t-elle remplacée par la rémunération au talent ? Idées pas plus absurdes que des taux d'intérêt négatifs pour le capital, ce qui montre bien que le système économique actuel est malade, très malade.

Il faut trouver rapidement une réponse à la question cruciale du chômage de masse. Il ne s'agit pas de loi Macron et autres gadgets ringards, mais d'un bouleversement profond. Le modèle social français date de l'époque à laquelle la force mécanique a été substituée à la force musculaire. Un autre modèle social doit émerger pour répondre au remplacement de l'intelligence humaine par l'intelligence artificielle. « Pour

parvenir à une prospérité généralisée, il faut que les travailleurs disposent des qualifications voulues pour participer au monde nouveau issu de l'économie digitale », analyse l'économiste Nouriel Roubini¹⁹³. Certes, les pays qui ont un système éducatif performant et développent le capital humain de leurs citoyens connaissent un taux de chômage contenu. Mais sera-ce suffisant pour absorber le choc à venir ? Certains ressortent l'idée de l'impôt négatif ou allocation universelle unique ou encore revenu de subsistance. « L'assurance d'un certain revenu minimum pour tous, une espèce de plancher en dessous duquel personne ne devrait tomber, même lorsqu'il n'arrive pas à s'auto-suffire, apparaît non seulement comme une protection tout à fait légitime contre un risque commun à tous, mais un élément nécessaire de la Grande Société dans laquelle l'individu n'a plus de demande spécifique pour les membres d'une communauté particulière », estimait l'économiste Friedrich Hayek¹⁹⁴.

Le débat marxiste capital/travail est périmé. L'accumulation de vrai capital et d'épargne par les Français n'est pas haïssable ; elle permet au peuple de s'enrichir au lieu de subir l'appauvrissement. Certains des remèdes les plus urgents de la fabrique de pauvres sont connus, documentés, les rapports s'empilent, les livres s'alignent sur les rayons de bibliothèque. Il

193 Professeur à la Stern School of Business de l'Université de New York, Project Syndicate, « Quel avenir pour les travailleurs ? ».

194 *Law, Legislation and Liberty*, 1974.

ne manque que la volonté pour les mettre en place. Puis de réfléchir à l'avenir, de prévoir, c'est-à-dire de véritablement gouverner. À défaut d'émergence rapide d'une autre politique, la révolte des jeunes sans-dents balayera l'élite kleptocratique et corrompue¹⁹⁵.

195 La France obtient le médiocre score de 69 sur 100 dans l'indice international de corruption de Transparency International. L'échelle de mesure allant de 0 pour un secteur public perçu comme extrêmement corrompu à 100 pour un secteur public perçu comme extrêmement intègre. Son classement s'est dégradé depuis deux ans (ancienne note : 71).

Table des matières

Prologue : De la précarité à la pauvreté	7
Chapitre 1 : Les engrenages de la fabrique de pauvres	13
Qu'est-ce qu'un pauvre aujourd'hui ?	13
Le nombre de bénéficiaires des aides sociales a augmenté de 25 % depuis la crise	16
Les associations recourent cette montée de la pauvreté	17
Le niveau de vie augmente encore, mais plus pour tout le monde depuis 2008... ..	19
... et le pouvoir d'achat fait du sur place depuis 2002	20
La pauvreté n'est pas l'inégalité	20
La pauvreté est la dépendance	23
De la précarité à la pauvreté	24
Précarité, pauvreté, exclusion : trois visages de la misère	25
La lutte contre les inégalités plutôt que la lutte contre la pauvreté	28
Comment un pays riche peut-il fabriquer des pauvres ?	30

La Fabrique de pauvres

Il est de l'intérêt des politiciens de créer la dépendance	33
L'alchimie de la fabrique de pauvres	34
L'économie du miracle avec l'argent des autres	35
L'économie est le prétexte des hommes politiques pour faire dépendre d'eux de plus en plus de gens ..	37
Dans la salle des machines de la fabrique de pauvres	41
Chapitre 2 : La chape de béton idéologique	43
Une vision économique délibérément fausse pour promouvoir l'égalitarisme	45
Keynésiens et monétaristes : deux embrouilles, un même enfumage	46
L'État stratège et le fonctionnaire omniscient faussent la concurrence	49
L'État stratège n'est jamais à cours de l'argent des autres	51
L'État stratège entretient le chômage	53
Les 35 heures et le mythe du partage du travail ...	55
Face à la mondialisation, l'instauration de la dépendance à l'argent gratuit	57
La dette publique	60
L'idéologie keynésienne justifie le capitalisme de connivence	61
L'idéologie égalitaire éradique la richesse	64
Chapitre 3 : L'Éducation nationale : une machine à fabriquer des chômeurs	69
La lutte des classes et celle de l'inné contre l'acquis au cœur de la pédagogie	72

Table des matières

L'école garderie au service du nivellement par le bas	77
Le mammoth amplificateur d'inégalités	82
L'idéologie au cœur des programmes	83
De l'école garderie à Pôle emploi et au traitement social du chômage	85
Chapitre 4 : La réglementation : machine à broyer l'initiative	93
Un maquis d'aides inefficaces	98
Des lois idéologiques, opportunistes et mal ficelées	101
La dérive du Code civil	103
Les bricolages, détricotages et rettricotages de lois	106
Que se passerait-il si le marché de l'emploi devenait un véritable marché où se rencontrent l'offre et la demande ?	108
Le principe de précaution : le dernier clou dans le carcan législatif	111
Et le choc de simplification, alors ?	114
Chapitre 5 : Les exceptions françaises : le frein de l'efficacité	119
Assurance et solidarité : le pire de chaque monde pour notre modèle social	121
La bonne exception victime des mauvaises exceptions	125
La retraite par répartition organise le racket d'une génération par une autre	127
L'exception culturelle	130

Quand le travail n'en vaut presque plus la peine...	132
Les 35 heures : parce que l'idéologie fait office de mode de gestion	133
Le statut à vie des fonctionnaires	134
Le racket des impôts	134
L'incompétence des hommes politiques	138
Un aveuglement stupide flatté par des économistes serviles	141
Chapitre 6 : La fin de la croissance : l'ultime laminage	145
Ce qu'est la croissance et surtout ce qu'elle n'est pas	148
La croissance de la productivité, source de vraie richesse	151
Triste constat : les vieux sont moins performants et les vieux endettés le sont encore moins	155
Et les théories des cycles dans tout ça ?	161
Trop injuste : l'innovation n'apporte pas nécessairement la prospérité !	162
Les robots assassins de la classe moyenne ?	164
Chapitre 7 : Le chômage, une fatalité pour vous et vos enfants ?	169
Maintenez votre « employabilité »	174
Le statut d'auto-entrepreneur est un petit espace de liberté à exploiter	175
Les pays dans lesquels il y a un avenir professionnel passé 50 ans	178

Table des matières

Que conseiller à vos enfants ou petits-enfants lycéens ou étudiants ?	181
Savoir, connaissance, savoir-faire : le triangle magique	183
Le diplôme : un passeport pour l'emploi mais sans visa !	185
Les études en alternance, la nouvelle voie royale ?	188
Pour les très jeunes : pallier les carences du mammoth	189
Chapitre 8 : Comment épargner sans vous faire tondre jusqu'à l'os	195
La crise financière et votre épargne	199
Évitez l'épargne financière qui ne rapporte presque plus rien	203
Assurance-vie : préférez les « unités de comptes »	204
Actions : opportunisme de rigueur	205
Financement participatif ou <i>crowdfunding</i> : une nouvelle piste intéressante	207
Immobilier : un seul critère, le rendement	208
Résidence principale : acheter ou louer ?	210
Plus-value immobilière, illusion de richesse mais vrai impôt	212
Abondance de communication et maigre information concernant l'immobilier	213
L'offre, la demande et la pyramide des âges	215
Les prix baissent mais sont très loin d'avoir atteint un niveau raisonnable	216
Acheter ou louer : votre grille de comparaison objective	217

Propriétaire contre locataire : ce que vous maîtrisez (ou pas)	220
Quelques chiffres à retenir	221
Chapitre 9 : Organisez votre propre prévoyance ...	225
Poids des retraites complémentaires	227
Ne tombez pas dans le fossé budgétaire ou écart fiscal (<i>fiscal gap</i>)	228
Le viager pour tirer un complément de revenu de votre immobilier	232
Qu'attendre d'un portefeuille d'actions ?	234
Quelle allocation entre actions et obligations ?	235
Organisez votre retraite en dehors de l'épargne	236
Les colocations se développent aussi chez les seniors	238
Le bégainage : si vos moyens ne vous permettent pas d'envisager la colocation	239
Le papy loft : un concept d'une société HLM du Calvados qui essaime	240
Faites comme les Allemands : créez votre propre maison de retraite	240
Partir à l'étranger ?	241
Ménagez votre capital santé	243
Occupez-vous de votre matière grise	243
Rompez l'isolement, soyez sociable et aimable ! ...	246
Épilogue : La révolte des jeunes sans-dents	249
Sans sanction des erreurs, impossible d'apprendre	253
Refuser la chape idéologique	254
Préférer les liens sociaux à l'État	257

Table des matières

Vous êtes mieux placé que l'État pour savoir	
ce qui est bon pour vous	259
La révolte des sans-dents face aux élites	
sclérosées	260
Le capital au <i>xxi</i> ^e siècle	262
Le travail au <i>xxi</i> ^e siècle	264

Ressources

Pour tous ceux qui voudraient poursuivre leur réflexion, voici quelques blogs et sites généralistes pour suivre l'actualité politique et économique d'une façon différente de ce qui est proposé dans les grands médias.

*** : à fréquenter régulièrement. Souvent mis à jour.

* : à fréquenter occasionnellement. Mises à jour moins fréquentes.

Bulle Immobilière

<http://www.bulle-immobiliere.org>

* « Pour éviter de se faire tondre »

Un des rares sites concernant l'immobilier qui ne fournisse pas les informations provenant d'acteurs intéressés par une hausse continue des prix : promoteurs, agences, fiscalistes, vendeurs de produits défiscalisés, etc.

Vous y trouverez les célèbres graphes de Friggit (pouvoir d'achat immobilier des ménages) tenus à jour.

Contrepoints

<http://www.contrepoints.org>

*** « Le nivellement par le haut »

La promesse de ce site est assez bien tenue dans ses différentes rubriques : politique, international, économie,

société, science et technologie, culture. Les rubriques économie et société offrent des angles originaux.

Dans le ventre de la bête

<http://michel-leter.blogspot.fr>

****** « Chroniques éconoclastes d'un tradeur amateur »
L'auteur est aussi le père d'un ouvrage très érudit sur le capital. Attention, c'est un trader, mais le rythme des chroniques est occasionnel.

Éclairages économiques

<http://www.eclaireco.org>

****** « Pragmatique, rationnel, indépendant »
Pas d'actualités mais plutôt de la pédagogie sur des grands thèmes liés à l'actualité.

Economie Matin

<http://www.economiematin.fr>

******* « Toute l'actu économique »
Des formats courts et agréables pour ce site didactique d'actualités économiques.

Hashtable ou h16

<http://h16free.com>

****** « Petites chroniques désabusées d'un pays en lente décomposition »
H16 tape là où ça fait mal en épinglant de façon décapante l'interventionnisme brouillon et désordonné de nos chers élus, la corruption ainsi que les réactions moutonnières.

IFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques)

<http://www.ifrap.org>

**** « Enquêter pour réformer »**

Des dossiers bien fouillés sur le budget de l'État, les syndicats, la flexibilité dans l'entreprise, les retraites, les emprunts toxiques des municipalités... avec des commentaires sur ce qui échappe souvent aux grands médias.

Institut Coppel

<http://www.institutcoppel.org>

* L'institut Coppel a pour objectif de participer à « la renaissance et à la réhabilitation de l'école française d'économie politique, et à la promotion des différentes écoles de pensée favorables aux valeurs de liberté, de propriété, de responsabilité et de libre marché ». Papiers et ouvrages historiques mais aussi réflexions sur l'actualité.

Institut des libertés

<http://institutdeslibertes.org>

*** « Lieu d'échanges, de débats et de propositions ouvertes à tous ceux qui ont le sentiment d'être littéralement privés du droit à la parole par les grands médias »

Des papiers de réflexion de Charles Gave, investisseur institutionnel, chef d'entreprise, vivant en Asie. Les grands sujets géopolitiques complexes du moment sont abordés de façon limpide. Des analyses de marché très bien faites de Jean-Jacques Netter.

IREF (Institut de recherches économiques et fiscale)

<http://fr.irefeurope.org>

** « Pour la liberté économique et la concurrence fiscale »

Vous y trouverez donc des analyses comparatives sur la fiscalité en Europe et sur les sujets privilégiés d'interventionnisme public : emploi et chômage, justice, logement,

éducation, santé, retraites... Un peu le même créneau que l'IFRAP, mais en plus international.

La Chronique Agora

<http://la-chronique-agora.com>

*** Des chroniques financières quotidiennes avec un angle original sur des sujets éclectiques. L'équivalent en langue française du célèbre Daily Reckoning américain.

Le Blog à Lupus

<http://leblogalupus.com>

*** « Un regard hagard sur Lécocomics et ses finances »
Ne vous fiez pas à l'aspect déjanté de ce blog. Son fondateur, Bruno Bertez, est l'ancien propriétaire de L'Agefi en France. Il connaît bien les dessous de la finance et ses écrits sont de puissantes réflexions, au fil des dérives monétaires et financières actuelles. Un visionnaire parfois avec une des réflexions les plus avancées sur l'économie de la dette et la monnaie au XXI^e siècle.

Le Contrarien Matin

<http://www.lecontrarien.com>

* « Décryptage quotidien, sans concession, humoristique et sarcastique de l'actualité économique »
Coup de gueule de Charles Sannat sur la politique économique de notre pays avec des brèves soigneusement sélectionnées.

Le forum monétaire de Genève

<http://www.forum-monetaire.com>

** Le blog de Pierre Leconte, français, émigré en Suisse et spécialiste des questions monétaires, fournit de solides analyses monétaires et financières avec des liens utiles vers des sources anglo-saxonnes.

Les-Crises.fr

<http://www.les-crises.fr/>

* « Des images pour comprendre »

Le blog d'Olivier Berruyer qui s'est récemment élargi sur le fait de « dénoncer la propagande à l'œuvre dans NOS médias financée par NOTRE argent ». Malgré un parti pris parfois irritant de « si on mettait un fonctionnaire régulateur derrière chaque employé de banque, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles », de bonnes analyses sur l'industrie financière.

Regards sur l'économie

<https://olivierdemeulenaere.wordpress.com>

** Un regard en général acéré dans ce blog tenu par Olivier Demeulenaere qui vous propose son choix d'articles et des vidéos sur l'actualité économique et financière. Avec parfois ses propres réflexions.

Trading Economics

www.tradingeconomics.com

* Une référence en matière de grandes statistiques économiques de tous les pays du monde. En anglais mais très accessible et permettant des comparaisons édifiantes.

24hGold

<http://www.24hgold.com/francais/home.aspx>

GoldBroker

<https://www.goldbroker.fr/actualites>

* Deux sites spécialisés sur l'or mais qui proposent de bons papiers d'analyse sur la finance et ses dérivés.

Du même auteur chez Ixelles éditions

- *Pourquoi la France va faire faillite... et ce que vous devez faire pour vous en sortir, 2012.*
- *Comment l'État va faire main basse sur votre argent... et ce que vous devez faire pour vous en sortir, 2013.*
- *Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?, 2014.*

Impression et façonnage réalisés en février 2015
par CPI Black Print.

Imprimé en Espagne

Lorsque même ceux qui ont suivi un parcours sans faute se retrouvent au bord de la route ou partent chercher meilleure fortune à l'étranger, le doute n'est plus permis. Ce ne sont pas les vilains immigrés, la méchante mondialisation, la finance sans visage, la crise, le libéralisme sauvage ou encore le manque de qualification qui sont en cause. Il y a autre chose : la France est devenue une fabrique de pauvres.

Il ne s'agit pas de dresser un énième bilan déprimant de la décadence et du gâchis national mais de comprendre les mécanismes fondamentaux qui y conduisent :

- la chape de béton idéologique,
- la machine à fabriquer des chômeurs qu'est devenue l'Éducation nationale,
- la réglementation, machine à broyer l'initiative,
- les exceptions françaises que-le-monde-nous-envie,
- la fin de la croissance...

Vous découvrirez ainsi que la fabrique de pauvres est en réalité le résultat d'un système qui pousse dans ce sens.

Une fois les engrenages bien identifiés, vous trouverez dans ce livre des solutions personnelles très concrètes pour éviter de vous faire happer par ces rouages. Quelles études conseiller à vos enfants, comment maintenir votre « employabilité », comment épargner, où trouver des revenus complémentaires, quelles précautions prendre pour votre retraite, comment préserver votre santé sans plomber votre budget ?

Après avoir lu ce livre, vous grossirez les rangs des Français qui ne craignent plus la précarité.

Simone Wapler est directrice de la rédaction des publications Agora. Elle est l'auteur de plusieurs livres à succès dont Pourquoi la France va faire faillite.

Couverture : Olivier Frenot
Classification : Actualité

Ixelles éditions
www.ixelles-editions.com

17,90 €

Prix TTC valable en France

614459 4 III 2015

ISBN : 978-2-87515-249-7



9 782875 152497